

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MORGAN STANLEY & CO. INTERNATIONAL PLC

Société de droit britannique
Siège social : 25 Cabot Square, Canary Wharf, Londres, E14 4QA
Comptes annuels au 31 décembre 2024

I. – État de la situation financière de la société

(En millions de dollars.)

Actifs	Note	2024	2023
Trésorerie et dépôts à court terme	23	16,336	18,070
Actifs financiers détenus à des fins de négociation (dont 37 384 millions USD (2023 : 42 831 millions USD) donnés en nantissement à diverses parties)	10	369,629	336,646
Financements garantis	9	115,453	119,902
Prêts et avances		40	103
Titres de placement		26	125
Créances commerciales et autres créances	12	75,381	73,917
Actifs d'impôt courant		522	456
Actifs d'impôt différé	19	287	230
Investissement dans des filiales	13	139	128
Immobilisations corporelles		21	16
Autres actifs		29	27
Total de l'actif		577 863	549 620

Passifs	Note	2024	2023
Prêts et découverts bancaires	23	2	2
Passifs financiers détenus à des fins de négociation	10	319,056	274,538
Emprunts garantis	9	104,842	105,064
Créances commerciales et autres dettes	15	79,016	86,583
Dettes et autres emprunts	16	39,537	47,901
Dettes subordonnées	17	11,798	11,796
Provisions	18	91	124
Passif d'impôt courant		28	20
Engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	33	2	1
Total des dettes		554 372	526 029
Capitaux propres			
Capital social	21	12,465	12,465
Autres instruments de capitaux propres	21	4,300	4,300
Prime d'actions	21	513	513
Réserve de conversion de devises	21	-155	-95
Réserve d'apport en capital	21	3	3
Réserve de remboursement de capital	21	1,400	1,400
Réserve de retraite	21	-2	-1
Réserve de valorisation de la dette	21	-365	-303
Report à nouveau		5,332	5,309
Total des capitaux propres		23 491	23 591
Total des dettes et des capitaux propres		577 863	549 620

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le Conseil d'Administration et autorisés à être publiés le 3 avril 2025.
Les notes figurant aux pages 79 à 192 font partie intégrante des états financiers consolidés.

II. – État des variations des capitaux propres de la société

(En millions de dollars.)	Remarque	2024	2023
Capital social et autres instruments de capitaux propres - au 1 ^{er} janvier		16 765	16 765
Primes d'émission - au 1 ^{er} janvier et 31 décembre		513	513
Réserve de conversion - au 1 ^{er} janvier		-95	-88
Écarts de change sur opérations à l'étranger		-60	-7
Réserve de conversion - au 31 décembre		-155	-95
Réserve d'apport en capital - au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre		3	3
Réserve pour actions propres - au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre		1400	1400
Écarts de réévaluation de la dette - au 1 ^{er} janvier		-303	-122
Variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre pour les passifs désignés à la juste valeur		-70	-189
Moins-values de réévaluation de la dette	9	8	8
Écarts de réévaluation de la dette - au 31 décembre		-365	-303
Report à nouveau et provisions pour retraites - au 1 ^{er} janvier		5 308	5 743
Résultat de l'exercice		1 304	1 052
Réévaluation des engagements nets des régimes à prestations définies		-1	-1
Moins-values de réévaluation de la dette	9	-8	-8
Dividendes	22	-1 320	-1 503
Paielements fondés sur des actions	8	47	25
Report à nouveau et provisions pour retraites - au 31 décembre		5 330	5 308
Autres éléments du résultat global pour l'exercice		-131	-197
Total du résultat global pour l'exercice		1 173	855
Total des capitaux propres au 31 décembre		23 491	23 591

Les notes figurant aux pages 79 à 192 font partie intégrante des états financiers consolidés.

III. – État consolidé de situation financière

Actifs	Remarque	2024	2023
Trésorerie et dépôts à court terme	23	16,711	18,403
Actifs financiers détenus à des fins de négociation (dont 37 384 millions USD (2023 : 42 831 millions USD) donnés en nantissement à diverses parties)			
Financements garantis	10	369,853	336,893
Prêts et avances	9	115,453	119,968
Titres de placement		83	133
Créances commerciales et autres créances		27	126
Actifs d'impôt courant	12	75,238	73,825
Actifs d'impôt différé		361	411
Investissement dans des filiales	19	288	231
Immobilisations corporelles		35	33
Autres actifs		29	27
Actifs totaux		578 078	550 050

Passifs	Remarque	2024	2023
Prêts et découverts bancaires	23	2	2
Passifs financiers détenus à des fins de négociation	10	319,056	274,538
Emprunts garantis	9	105,067	105,378
Créances commerciales et autres dettes	15	78,885	86,573
Dettes et autres emprunts	16	39,523	47,940
Dettes subordonnées	17	11,798	11,796
Provisions	18	91	125
Passif d'impôt courant		39	88
Engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	33	5	4
Total des dettes		554 466	526 444
Capitaux propres			

Capital social	21	12,465	12,465
Autres instruments de capitaux propres	21	4,300	4,300
Prime d'actions	21	513	513
Réserve de conversion de devises	21	-23	52
Réserve d'apport en capital	21	3	3
Réserve de remboursement de capital	21	1,400	1,400
Réserve de retraite	21	-2	-1
Réserve de valorisation de la dette	21	-365	-303
Report à nouveau		5,321	5,177
Total des capitaux propres		23 612	23 606
Total des dettes et des capitaux propres		578 078	550 050

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le Conseil d'Administration et autorisés à être publiés le 3 avril 2025. Les notes figurant aux pages 79 à 192 font partie intégrante des états financiers consolidés.

IV. – Compte de résultat consolidé

(En millions de dollars.)	Note	2024	2023
Profits nets sur instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultat	4	6 958	5 622
Produits des commissions	5	2 281	1 829
Autres produits		24	32
Produits financiers	6	12 697	11 460
Charges financières	6	-14 385	-12 374
Charges d'intérêts nettes		-1 688	-914
Produit net		7 575	6 569
Charges hors intérêts :			
Charges d'exploitation	7	-5 617	-5 281
(Montant net des pertes de valeur) / reprises de perte de valeur sur instruments financiers		1	
Résultat avant impôt		1 959	1 288
Charge d'impôt sur le résultat	8	-534	-239
Résultat de l'exercice		1 425	1 049

Toutes les opérations se sont poursuivies au cours de l'année en cours et de l'année précédente.

Les notes figurant aux pages 79 à 192 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conformément à la section 408 du Companies Act 2006, la société a choisi de ne pas présenter son propre compte de résultat pour l'exercice. La société a enregistré un bénéfice après impôts de 1 304 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 1 052 millions de dollars).

V. – État consolidé du résultat global

(En millions de dollars.)	Note	2024	2023
Résultat de l'exercice		1 425	1 049
Autres éléments du résultat global, après impôt			
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au compte de résultat :			
Réévaluation des engagements nets des régimes à prestations définies	8	-1	-1
Variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre pour les passifs désignés à la juste valeur	8,9	-70	-189
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement au compte de résultat :			
Écarts de change sur opérations à l'étranger	8	-75	-8
Autres éléments du résultat global après impôt sur le revenu		-146	-198
Total du résultat global de l'exercice		1 279	851

Les notes figurant aux pages 79 à 192 font partie intégrante des états financiers consolidés.

VI. – État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions de dollars.)	Remarque	2024	2023
Capital social et autres instruments de capitaux propres - au 1 ^{er} janvier		16 765	16 765
Primes d'émission - au 1 ^{er} janvier et 31 décembre		513	513
Réserve de conversion - au 1 ^{er} janvier		52	60
Écarts de change sur opérations à l'étranger		-75	-8
Réserve de conversion - au 31 décembre		-23	52
Réserve d'apport en capital - au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre		3	3
Réserve pour actions propres - au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre		1400	1400
Écarts de réévaluation de la dette - au 1 ^{er} janvier		-303	-122
Variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre pour les passifs désignés à la juste valeur		-70	-189
Moins-values de réévaluation de la dette	9	8	8
Écarts de réévaluation de la dette - au 31 décembre		-365	-303
Report à nouveau et provisions pour retraites - au 1 ^{er} janvier		5176	5 614
Résultat de l'exercice		1425	1 049
Réévaluation des engagements nets des régimes à prestations définies		-1	-1
Moins-values de réévaluation de la dette	9	-8	-8
Dividendes	22	-1 320	-1 503
Paielements fondés sur des actions	8	47	25
Report à nouveau et provisions pour retraites - au 31 décembre		5 319	5176
Autres éléments du résultat global pour l'exercice		-146	-198
Total du résultat global pour l'exercice		1 279	851
Total des capitaux propres au 31 décembre		23 612	23 606

Les notes figurant aux pages 79 à 192 font partie intégrante des états financiers consolidés.

VII. – État consolidé des flux de trésorerie

(En millions de dollars.)	Note	2024	2023
Flux de trésorerie nets générés par les activités d'exploitation	23b	1 217	2 593
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		-6	-7
Produits des cessions d'immobilisations corporelles		—	1
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement		-6	-6
Activités de financement			
Dividendes versés	22	-1 320	-1 503
Émission d'emprunts subordonnés	17	—	1 200
Émission de prêts subordonnés senior	17	—	2 800
Remboursement des prêts subordonnés senior	17	—	-5 000
Intérêts sur les emprunts subordonnés		-430	-269
Intérêts de prêts subordonnés senior		-454	-297
Flux de trésorerie nets utilisés générés par les activités de financement		-2 204	-3 069
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		-993	-482
Écarts de change		-699	188
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	23a	18 401	18 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	23a	16 709	18 401

Les notes figurant aux pages 79 à 192 font partie intégrante des états financiers consolidés.

VIII. – Notes sur les états financiers

1. – Informations sur la société

La Société est enregistrée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles, à l'adresse suivante : 25 Cabot Square, Canary Wharf, Londres, E14 4QA.

La société mère directe du Groupe est Morgan Stanley Investments (« MSIUK »), dont le siège social est sis 20 Bank Street, Canary Wharf, Londres, Angleterre, E14 4AD et est enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles. Les exemplaires de ses états financiers peuvent être obtenues auprès du Registre des Sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles, Companies House, Crown Way, Cardiff CF14 3UZ.

L'entité mère ultime et entité de contrôle du Groupe, ainsi que le plus grand groupe dont le Groupe est membre et pour lequel des états financiers consolidés sont préparés, est Morgan Stanley. Ensemble, avec le Groupe et les autres filiales de Morgan Stanley, ils forment le Groupe Morgan Stanley. Morgan Stanley est incorporé dans l'État du Delaware, aux États-Unis d'Amérique. Des copies de ses états financiers peuvent être obtenues sur www.morganstanley.com/investorrelations.

La société mère du plus petit groupe de sociétés pour lequel des états financiers consolidés sont établis et dont le Groupe fait partie est Morgan Stanley.

2. – Base de préparation

a. – Déclaration de conformité

Les états financiers intègrent les états financiers du Groupe et de la Société.

Le Groupe a élaboré ses états financiers consolidés annuels conformément aux IFRS adoptées par l'UE et le Royaume-Uni, aux interprétations émises par le Comité d'Interprétation des IFRS (« IFRIC »), et au Companies Act 2006 du Royaume-Uni. Les états financiers consolidés annuels du Groupe respectent également la Norme Technique Réglementaire du Format Électronique Unique Européen (« ESEF RTS »), ce qui inclut la préparation dans un format xHTML valide et l'application du balisage iXBRL en utilisant la taxonomie de base et les règles communes de balisage spécifiées dans l'ESEF RTS.

Les états financiers de la Société ont été établis conformément aux principes comptables généralement acceptés au Royaume-Uni (normes comptables britanniques et législation applicable), y compris la norme FRS 101. Une dérogation à l'exigence du paragraphe 40 de l'annexe 1 des Règlements de 2008 sur les grandes et moyennes entreprises et groupes (comptes et rapports) (« les Règlements ») a été effectuée, comme décrit dans la note 3(c), dans le but primordial de fournir une image fidèle et sincère.

La Société répond à la définition d'une entité qualifiée et est un Établissement financier telle que définie dans la norme FRS 101. La Société a tiré parti des exemptions de communication disponibles en vertu de la norme FRS 101 concernant les paiements fondés sur des actions, les évaluations à la juste valeur (applicables aux actifs et passifs autres que les instruments financiers), la reconnaissance des revenus, la présentation d'informations comparatives concernant certains actifs et actions en circulation, la présentation d'un tableau des flux de trésorerie, les normes comptables non encore adoptées, les transactions entre parties liées et les contrats de location.

Le cas échéant, des informations équivalentes ont été fournies dans les comptes du Groupe dans lesquels la Société est consolidée.

b. – Nouvelles normes et interprétations adoptées au cours de l'exercice

Les normes, modifications de normes et interprétations suivants, applicables aux opérations du Groupe et de la Société, ont été adoptées au cours de l'année. Ceux-ci n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe ou de la Société.

Les modifications de la norme IFRS 16 « Contrats de location » : Passif locatif dans une cession-bail ont été publiés par l'IASB en septembre 2022 pour une application prospective dans les périodes comptables commençant le 1^{er} janvier 2024 ou après. Une application anticipée est permise. Les amendements ont été adoptés par le Royaume-Uni en mai 2023 et approuvés par l'UE en novembre 2023.

Les modifications de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » : Classification des passifs en tant que courants ou non courants ont été publiés par l'IASB en janvier 2020 et révisés en juillet 2020 et octobre 2022, pour une application rétrospective dans les périodes comptables commençant le 1^{er} janvier 2024 ou après. Les amendements ont été adoptés par le Royaume-Uni en juillet 2023 et approuvés par l'UE en janvier 2024.

Les modifications de la norme IAS 1 : Passifs non courants avec clauses restrictives ont été publiés par l'IASB en octobre 2022 pour une application dans les périodes comptables commençant le 1^{er} janvier 2024 ou après. Les amendements ont été adoptés par le Royaume-Uni en juillet 2023 et approuvés par l'UE en janvier 2024.

Il n'y a eu aucune autre norme, modification aux normes ou interprétation applicables aux opérations du Groupe et de la Société qui ait été adoptée au cours de l'année.

c. – Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées

À la date d'autorisation des états financiers consolidés, les modifications suivantes aux normes applicables aux opérations du Groupe ont été publiés par l'IASB mais ne sont pas obligatoires pour les périodes comptables commençant le 1^{er} janvier 2024. Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption des amendements suivants ait un impact significatif sur les états financiers du Groupe ou de la Société, sauf indication contraire.

Les modifications de la norme IAS 21 « Les effets des variations des cours des monnaies étrangères » : Absence d'échangeabilité ont été publiés par l'IASB en août 2023 pour une application prospective dans les périodes comptables commençant le 1^{er} janvier 2025 ou après. Une application anticipée est permise. Les amendements ont été adoptés par le Royaume-Uni en juillet 2024 et approuvés par l'UE en novembre 2024.

Les modifications de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » ont été publiés par l'IASB en mai 2024 pour une application rétrospective dans les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2026 ou après. Une application anticipée est permise. Le Groupe évalue actuellement l'impact des normes IFRS 9 et IFRS 7 sur ses états financiers consolidés.

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » a été publiée par l'IASB en avril 2024 pour une application rétrospective dans les périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2027 ou après. Une application anticipée est permise. Le Groupe évalue actuellement l'impact de la norme IFRS 18 sur ses états financiers consolidés.

d. – Base d'évaluation

Les états financiers de la Société et les états financiers consolidés du Groupe sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui ont été évalués à leur juste valeur, comme expliqué dans les politiques comptables ci-dessous.

e. – Jugements comptables critiques et sources d'incertitude attachées aux estimations

Lors de l'établissement des états financiers et des états financiers consolidés, la Société et le Groupe formulent des jugements et des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés. Les jugements comptables critiques sont les décisions clés prises par la direction concernant l'application des méthodes comptables du Groupe et de la Société, autres que celles impliquant des estimations, qui ont les effets les plus significatifs sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Les principales sources d'incertitude attachées aux estimations réfèrent aux hypothèses et aux estimations faites par la direction qui présentent un risque important d'ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours de l'exercice suivant.

Les principales sources d'incertitude d'estimation du Groupe et de la Société sont les suivantes :

- Évaluation des instruments financiers de niveau 3 : Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments classés en niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur dépendent de paramètres non observables et nécessitent à ce titre l'exercice du jugement, faisant intervenir des estimations et des hypothèses. La juste valeur de ces instruments financiers a été déterminée en utilisant des paramètres appropriés à la méthode d'évaluation fondée sur les éléments probants du marché en vigueur. Il est reconnu que les paramètres non observables peuvent présenter une fourchette de valeurs alternatives possibles raisonnables. Voir la note 3(d) sur les méthodes comptables et la note 30(d)(ii) « Sensibilité des justes valeurs à une modification significative des hypothèses par la prise en compte de valeurs alternatives raisonnablement possibles ».

- Évaluation des provisions pour contentieux et pour impôts : Des estimations sont utilisées pour le calcul des provisions ; celles-ci font l'objet d'une évaluation initiale, puis d'une réévaluation sur la base de la meilleure estimation des sommes qui devront être versées pour s'acquitter de l'obligation. Sur cette base, il est possible qu'à la date future du règlement, le résultat final diffère sensiblement de l'estimation. Bien qu'une fourchette de résultats soit raisonnablement possible, l'étendue de la fourchette raisonnablement possible a été jugée non significative. Voir la note de méthode comptable 3(j) et la note 18.
- Utilisation des meilleures estimations pour la reconnaissance des revenus sur les prix de transfert : Le groupe Morgan Stanley a engagé des négociations d'accords de prix de transfert anticipés avec certaines autorités fiscales concernant ses principales méthodologies de prix de transfert et a, en conséquence, accumulé sur la base d'une meilleure estimation. Les négociations peuvent entraîner des modifications des méthodologies ou des paramètres qui pourraient avoir un impact sur les revenus du Groupe à l'avenir.

Aucun jugement comptable critique n'a été effectué dans le processus d'application des politiques comptables du Groupe et de la Société qui ait eu un effet significatif sur les montants reconnus dans les états financiers.

Le Groupe et la Société évaluent de manière continue les jugements comptables critiques et les principales sources d'incertitude d'estimation et estiment qu'ils sont raisonnables.

f. – Base de la consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les états financiers de la Société et de ses filiales au 31 décembre 2024. Les filiales sont toutes les entités dont le Groupe possède le contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou a droit à des rendements variables, en raison de sa participation dans l'entité et qu'il a la capacité d'influencer ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité. Les états financiers des filiales sont préparés pour le même exercice comptable que celui du Groupe, en utilisant des méthodes comptables cohérentes. Les états financiers des filiales sont convertis en dollars américains comme décrit à la note 3(b). Les filiales sont consolidées à compter de la date à de leur prise de contrôle par le Groupe, jusqu'à la fin de ce contrôle.

Dans certains cas, le Groupe peut exercer un contrôle sur une autre entité pour le compte d'investisseurs ou d'autres parties. En pareil cas, il est nécessaire, dans le cadre de l'évaluation de la nécessité de consolider l'entité, que le Groupe détermine s'il exerce ce contrôle principalement en qualité d'agent pour les autres investisseurs ou s'il le fait principalement en tant que principal pour son propre compte. Pour prendre cette décision, la direction examine tous les facteurs pertinents, notamment :

- l'étendue de l'autorité décisionnelle du Groupe sur l'entité investie ;
- les droits, y compris les droits de retrait, détenus par d'autres parties ;
- la rémunération à laquelle le Groupe a droit ; et
- l'importance de l'exposition du Groupe à la variabilité des rendements de sa participation dans l'entité.

Les soldes, transactions, produits et charges intra-groupe ainsi que les profits et pertes résultant des transactions intra-groupe, sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les détails des participations du Groupe dans d'autres entités sont présentés dans les notes 13 et 14 des présents financiers.

g. – Hypothèse de continuité de l'exploitation

Les activités commerciales du Groupe et de la Société, ainsi que les facteurs susceptibles d'affecter leur développement futur, performance et position, et les objectifs, politiques et processus du Groupe et de la Société en matière de gestion de ses fonds propres ; de gestion du risque financier ; et d'expositions au risque de crédit et au risque de liquidité, sont indiqués dans le Rapport Stratégique. Comme indiqué dans le Rapport Stratégique, le maintien de fonds propres et d'une liquidité suffisante pour résister aux pressions du marché reste au cœur de la stratégie du Groupe Morgan Stanley, du Groupe et de la Société.

Compte tenu de tous ces aspects les administrateurs estiment que le Groupe et la Société auront accès à des ressources adéquates pour continuer à exister opérationnellement dans un avenir prévisible, soit au moins 12 mois à partir de la date d'approbation de ces états financiers. En conséquence, ils continuent d'adopter le principe de continuité d'exploitation pour préparer le rapport annuel et les états financiers.

3. – Résumé des principales méthodes comptables

a. – Monnaie fonctionnelle

Les éléments inclus dans les états financiers consolidés et ceux de la Société sont évalués et présentés en dollar US, qui est la monnaie du principal environnement économique dans lequel intervient le Groupe.

Tous les montants en devises qui figurent dans les états financiers consolidés et ceux de la Société, le Rapport Stratégique et le Rapport des Administrateurs sont arrondis au million de dollar US le plus proche (sauf indication contraire).

b. – Devises étrangères

Tous les actifs et passifs monétaires libellés en devises autres que le dollar US sont convertis en dollars US aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les transactions et les actifs et passifs non monétaires libellés dans d'autres devises que le dollar US sont comptabilisés aux taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et passifs des opérations étrangères sont convertis en dollars US en utilisant le taux de clôture. Les écarts de change résultant des investissements nets dans les activités à l'étranger sont imputés à la « Réserve de conversion de devises ».

Le montant de la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL) qui est attribuable aux changements du risque de crédit de ces passifs (ajustement de l'évaluation de la dette (« DVA »)) inclut les écarts de change y afférentes. Tous les autres écarts de conversion sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé lorsqu'elles sont réalisées. Les différences de change reconnues dans le compte de résultat consolidé sont présentées dans les « Autres produits » ou les « Charges d'exploitation », sauf indication contraire à la section 3(c) ci-dessous.

c. – Instruments financiers**i) Instruments financiers obligatoirement désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat****Instruments financiers détenus à des fins de négociation**

Les instruments financiers détenus à des fins de négociation incluent les titres de dette publique, les dettes d'entreprise et autres, les prêts négociés et les actions d'entreprise lorsque le Groupe acquiert l'actif financier ou le passif financier dans le but de le vendre ou de le racheter à court terme, ou fait partie d'un portefeuille pour lequel il existe des preuves de prise de bénéfices à court terme, ainsi que tous les contrats dérivés.

Les achats et ventes d'instruments financiers non dérivés classés comme étant détenus à des fins de négociation sont initialement reconnus à la date de règlement à la juste valeur, y compris les transactions de titres à règlement normal. Pour les achats d'instruments financiers non dérivés classés comme étant détenus à des fins de négociation, à partir de la date à laquelle les termes sont convenus (date de transaction) jusqu'à la date de règlement, le Groupe et la Société reconnaissent toute juste valeur non réalisée dans l'état de la situation financière sous 'Instruments financiers de négociation', avec le profit ou la perte correspondant reconnu dans le compte de résultat consolidé sous 'Gains/(pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat'. Pour les ventes d'instruments financiers non dérivés, les variations de juste valeur non réalisées ne sont pas reconnues dans le compte de résultat consolidé à partir de la date de transaction. À la date de règlement, l'instrument financier résultant est reconnu ou dé-reconnu de l'état de la situation financière consolidée. Les dérivés sont initialement enregistrés à la date de transaction à la juste valeur (voir la note 3(d) ci-dessous). Tous les changements ultérieurs de juste valeur sont reflétés dans le compte de résultat consolidé sous 'Gains/(pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat'. Les coûts de transaction sont des coûts supplémentaires directement attribuables à l'acquisition, l'émission ou la cession d'un instrument financier. Pour tous les instruments financiers de négociation, les coûts de transaction sont exclus de la mesure initiale à la juste valeur de l'instrument financier. Ces coûts sont reconnus dans le compte de résultat consolidé sous 'Charges d'exploitation'.

Actifs financiers non détenus à des fins de négociation désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les actifs financiers non détenus à des fins de négociation, désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL) incluent des transactions de financement garanties telles que les garanties en espèces sur titres empruntés et les titres achetés dans le cadre d'accords de revente, les contrats OTC prépayés et les actifs financiers résultant de la consolidation de certaines entités à vocation spéciale, ainsi que certains titres d'investissement (actions non cotées).

Les actifs financiers non détenus à des fins de négociation désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL) sont principalement des actifs financiers pour lesquels le Groupe prend des décisions basées sur la juste valeur des actifs. Ces actifs sont généralement reconnus à la date de règlement à la juste valeur (voir la note 3(d) ci-dessous), car ils ne sont ni des transactions à livraison standard ni des dérivés. À partir de la date à laquelle les termes sont convenus (date de transaction) jusqu'à ce que l'actif financier soit financé (date de règlement), le Groupe et la Société reconnaissent

toute variation de juste valeur non réalisée de l'actif financier comme des actifs financiers non détenus à des fins de négociation à la juste valeur par le biais du compte de résultat. À la date de règlement, la juste valeur de la contrepartie donnée est reconnue comme un actif financier non détenus à des fins de négociation désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les coûts de transaction sont exclus de la mesure initiale à la juste valeur des actifs financiers et sont reconnus dans le compte de résultat consolidé sous « Charges d'exploitation ».

Mesure ultérieure de l'impact d'instruments financiers désignés à leur juste valeur par compte de résultat

Tous les changements ultérieurs de la juste valeur et des différences de change sont reflétés dans le compte de résultat consolidé dans la catégorie « Gains nets/ (pertes) des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Lorsque les intérêts sont inclus comme composante de la juste valeur d'un instrument, ils sont également reflétés dans le compte de résultat consolidé sous « Gains/(pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat », sinon il est inclus dans « Produits d'intérêts » ou « Charges d'intérêts ».

ii) Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les instruments financiers désignés à la FVPL incluent les prêts aux entreprises, les engagements de crédit non financés, les contrats OTC prépayés, les garanties en espèces sur titres prêtés et les titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension, les obligations structurés émises et d'autres actifs et passifs financiers.

Le Groupe et la Société ont désigné certains instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat lorsque cette désignation élimine ou réduit de manière significative un décalage comptable qui se produirait autrement. Le Groupe a également désigné certains passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat lorsque :

- le passif financier fait partie d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers, ou des deux, qui sont gérés, évalués et rapportés en interne sur une base de juste valeur ; ou
- le passif financier contient un produit dérivé implicite qui modifie de manière significative les flux de trésorerie qu'exigerait le contrat sinon.

À compter de la date à laquelle la transaction d'un instrument financier désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat est conclue (date de transaction) jusqu'à la date de règlement, le Groupe comptabilise toutes les variations de la juste valeur non réalisée dans le contrat comme des instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultat dans l'état de la situation financière. À la date de règlement, la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue est reconnue comme un instrument financier désigné à la juste valeur par le compte de résultat (voir la note 3(d) ci-dessous).

Tous les changements ultérieurs de la juste valeur, les différences de change et les dividendes sont reflétés dans le compte de résultat consolidé sous « Plus-values/(Moins-values) nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat », à l'exception de l'ajustement de la valorisation de la dette (DVA) sur les passifs financiers désignés à la FVPL, qui est reconnu dans la réserve « Ajustement de l'évaluation de la dette » lorsque ces changements ne créent pas ou n'augmentent pas un décalage comptable. Si les intérêts constituent une composante de la juste valeur d'un instrument, ils sont également comptabilisés dans le compte de résultat consolidé sous « Plus-values/(Moins-values) nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat », sinon ils sont inclus dans « Produits d'intérêt » ou « Charges d'intérêt ». Le DVA présenté dans les autres éléments du résultat global n'est pas sujet à reclassement dans le compte de résultat consolidé, mais est transféré aux « Report à nouveau » lorsqu'il est réalisé.

Pour la Société, la présentation de l'« Ajustement de l'évaluation de la dette » dans les autres éléments du résultat global représente une dérogation au paragraphe 40 de l'Annexe 1 des Règlements, qui exige que les variations de la valeur des instruments financiers soient incluses dans le compte de résultat. Les administrateurs estiment que cette dérogation est nécessaire pour que les comptes donnent une image fidèle et sincère des résultats de la Société. Toutes les autres variations ultérieures de la juste valeur, les différences de change ne se rapportant pas aux changements du risque de crédit de ces passifs, les intérêts et les dividendes sont reflétés dans le compte de résultat.

Les coûts de transaction sont exclus de la mesure initiale de la juste valeur de l'instrument financier. Ces coûts sont reconnus comptabilisés au moment où ils sont engagés dans le compte de résultat consolidé sous « Charges d'exploitation ».

Voir la note 9 pour une analyse des actifs et passifs financiers désignés à la FVPL.

iii) Investissements dans des filiales

Les filiales sont les entités que la Société contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée à, ou a le droit sur, des rendements variables du fait de son participation dans l'entité et qu'elle a la capacité d'influencer ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité.

Les investissements dans les filiales sont comptabilisés au coût, diminué des éventuelles provisions pour dépréciation (voir la note 3(c)(iv) ci-dessous). Les dividendes, les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur sont comptabilisés dans le compte de résultat.

iv) Dépréciation des filiales

Les dépréciations des participations dans les filiales correspondent à la différence entre le coût d'acquisition et leur valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure au coût, une dépréciation est reconnue dans le compte de résultat et est reflétée dans la valeur comptable de l'actif déprécié dans l'état de la situation financière. Les participations dans les filiales qui ont précédemment subi une dépréciation sont analysées pour évaluer la possibilité d'une reprise de provisions pour dépréciation.

v) Actifs financiers et passifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti comprennent la trésorerie et dépôts à court terme, certaines créances clients et autres créances, ainsi que certains prêts et avances. Les trésorerie et équivalents de liquidités comprennent les espèces et les dépôts à vue auprès des banques, nets des découverts bancaires en cours, ainsi que des investissements hautement liquides, avec des échéances initiales de trois mois ou moins, qui sont facilement convertibles en montants connus de liquidités et soumis à un risque insignifiant de changement de valeur.

Les actifs financiers sont reconnus au coût amorti lorsque l'objectif du modèle économique du Groupe et de la Société est de collecter les flux de trésorerie contractuels des actifs et lorsque ces flux de trésorerie sont constitués « uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (« SPPI ») jusqu'à l'échéance. Ces actifs sont comptabilisés lorsque le Groupe et la Société deviennent une partie aux stipulations contractuelles de l'instrument. Les instruments sont initialement évalués à la juste valeur (voir la note 3(d) ci-dessous) et ensuite évalués au coût amorti après déduction de la provision pour pertes de crédit attendues (« ECL »). Les intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé sous « Produits d'intérêts », en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (« EIR »). Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier sont ajoutés à la juste valeur lors de la reconnaissance initiale. Les ECL, et leurs reprises, sont comptabilisées dans le compte de résultat consolidé sous « Perte de dépréciation nette sur instruments financiers ».

Les passifs financiers classés au coût amorti incluent les prêts bancaires et découverts, certains emprunts garantis, certaines dettes commerciales et autres dettes, la dette subordonnée et certaines dettes et autres emprunts.

Les passifs financiers sont classés comme étant ultérieurement évalués au coût amorti, sauf s'ils sont détenus à des fins de transaction ou désignés comme évalués à la FVPL. Ils sont reconnus lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument et sont initialement évalués à la juste valeur (voir la note 3(d) ci-dessous) et ensuite évalués au coût amorti. Les intérêts sont reconnus dans le compte de résultat consolidé sous « Charges financières » en utilisant la méthode EIR. Les coûts de transaction directement attribuables à l'émission d'un passif financier sont déduits de la juste valeur lors de la reconnaissance initiale.

vi) Financement garanti et emprunts garantis

Dans le cadre du financement de ses activités et d'une partie de ses activités de marché, le Groupe et la Société concluent des arrangements qui supposent la vente de titres avec convention préalable de rachat de ceux-ci, ou l'achat de titres avec convention de revente de ceux-ci, le prêt de titres avec des garanties reçues et l'emprunt de titres avec des garanties données.

Les titres reçus par le Groupe et la Société dans le cadre d'accords de revente et d'emprunt de titres ne sont généralement pas reconnus dans l'état de la situation financière consolidée.

Les titres donnés ou vendus par le Groupe et la Société dans le cadre d'accords de vente et de rachat et d'accords de prêt de titres ne sont généralement pas décomptabilisés de l'état de la situation financière consolidée. En cas de garantie en espèces, les soldes de garanties en espèces remboursables et les intérêts courus sont désignés à la FVPL lorsque le passif financier fait partie d'un groupe d'actifs financiers et/ou de passifs financiers, qui est géré, évalué et présenté en interne sur une base de juste valeur ; ou au coût amorti dans le cas contraire.

d. – Juste valeur**Évaluation de la juste valeur**

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (le « prix de sortie ») dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des acteurs du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est une donnée de marché qui s'évalue en se plaçant du point de vue d'un opérateur de marché plutôt qu'en considérant le point de vue spécifique à une entité. Il en résulte que, même si des données de marché ne sont pas directement disponibles, les hypothèses sont établies pour refléter celles que le Groupe et la Société estiment que les acteurs du marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif à la date d'évaluation.

Lorsque le Groupe et la Société gèrent un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers sur la base de leur exposition nette aux risques de marché ou au risque de crédit, le Groupe et la Société évaluent la juste valeur de ce groupe d'instruments financiers de la même manière que des acteurs du marché évalueraient l'exposition nette au risque à la date d'évaluation.

Pour déterminer la juste valeur, le Groupe et la Société utilisent diverses approches d'évaluation et établissent une hiérarchie des paramètres d'entrée utilisées pour évaluer la juste valeur, où les données d'entrées les plus observables doivent être utilisées lorsqu'elles sont disponibles. Les paramètres observables sont ceux que les participants du marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif, élaborées sur la base de données de marché obtenues de sources indépendantes du Groupe et de la Société. Les paramètres non observables sont ceux qui reflètent les hypothèses que le Groupe et la Société estiment que d'autres participants du marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif, développés sur la base des meilleures informations disponibles dans les circonstances.

La hiérarchie des justes valeurs se décompose en trois niveaux en fonction de l'observabilité des données, comme suit, le niveau 1 étant le plus élevé et le niveau 3 le plus faible :

— Niveau 1 - Prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques.

Évaluations basées sur prix cotés sur des marchés actifs auxquels le groupe Morgan Stanley peut accéder pour des actifs ou passifs identiques. Les ajustements d'évaluation, les décotes de bloc et les décotes pour des restrictions spécifiques aux actions et contractuelles qui ne seraient pas transférées aux participants du marché ne sont pas appliqués aux instruments de niveau 1. Étant donné que les évaluations sont basées sur des prix cotés qui sont facilement et régulièrement disponibles sur un marché actif, l'évaluation de ces produits nécessite peu de jugement.

— Niveau 2 - Techniques d'évaluation utilisant des données observables

Évaluations basées sur les prix cotés pour des actifs ou passifs similaires sur des marchés actifs, les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques ou similaires sur des marchés inactifs, des éléments de marché significatifs autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, ou des données corroborées par le marché.

— Niveau 3 - Techniques d'évaluation avec des données non observables significatives

Évaluations basées sur des données qui sont non observables et significatives pour la mesure globale de la juste valeur.

La disponibilité des données observables peut varier d'un produit à l'autre et est influencée par une grande variété de facteurs, y compris, par exemple, le type de produit, si le produit est nouveau et pas encore établi sur le marché, la liquidité des marchés et d'autres caractéristiques propres au produit. Dans la mesure où l'évaluation est basée sur des modèles ou des données qui sont moins observables ou non observables sur le marché, la détermination de la juste valeur nécessite plus de jugement. En conséquence, le degré de jugement exercé par le Groupe et la Société pour déterminer la juste valeur est le plus élevé pour les instruments classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

Le Groupe et la Société considèrent les prix et les données qui sont actuelles à la date d'évaluation, y compris pendant les périodes de perturbation du marché. En période de perturbation du marché, l'observabilité des prix et des données peut être réduite pour de nombreux instruments. Cette condition pourrait entraîner le reclassement d'un instrument à un niveau inférieur de la hiérarchie de la juste valeur.

Dans certains cas, les données utilisées pour mesurer la juste valeur peuvent appartenir à différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur. Dans ces cas-là, le montant total de la juste valeur est présenté au niveau correspondant aux données d'entrée du niveau le plus bas qui sont significatives pour la juste valeur totale de l'actif ou du passif.

Pour les actifs et les passifs qui sont transférés entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur pendant l'exercice, les justes valeurs sont attribuées comme si actifs ou passifs ont été transférés à compter du début de la période.

Techniques d'évaluation

De nombreux instruments de trésorerie et contrats dérivés de gré à gré ont des prix offerts et des prix demandés qui peuvent être observés sur le marché. Les prix offerts correspondent au prix le plus élevé qu'une partie est prête à payer pour un actif. Le prix demandé correspond au prix le plus bas qu'une partie est prête à accepter pour un actif. Le Groupe et la Société comptabilisent des positions au point de la fourchette achat-vente qui correspond la meilleure estimation de la juste valeur. Pour compenser des positions sur le même instrument financier, le même prix dans la fourchette achat-vente est utilisé pour mesurer à la fois les positions longues et courtes.

La juste valeur pour de nombreux instruments de trésorerie et contrats dérivés de gré à gré est dérivée à l'aide de modèles de valorisation. Les modèles de valorisation prennent en compte les termes du contrat, ainsi que de multiples données, y compris, le cas échéant, les prix des matières premières, les prix des actions, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les courbes de crédit, la corrélation, la solvabilité de la contrepartie, la solvabilité du Groupe et de la Société, la volatilité des options et les taux de change.

Lorsqu'il est approprié, l'évaluation est ajustée pour prendre en compte de divers facteurs tels que le risque de liquidité (ajustements entre le prix offert et le prix demandé), la qualité du crédit, l'incertitude des modèles et le risque de concentration afin d'arriver à la juste valeur.

Les niveaux médians du marché des instruments financiers de Niveau 2 et 3 résultants des modèles sont ajustés pour prendre en compte le risque de liquidité sur la base des écarts entre les cours moyens vendeurs et acheteurs afin de refléter correctement le prix de sortie d'une position de risque. Les écarts entre les cours moyens vendeurs et acheteurs retenus sont ceux observés sur les opérations réalisées, les cotations des courtiers ou d'autres données fournies par des tiers. Lorsque ces écarts ne sont pas observables pour une position donnée, ils sont calculés à partir des niveaux observables pour des positions similaires.

Le Groupe et la Société appliquent les Ajustements de valorisation du crédit (CVA) à leurs emprunts (principalement des obligations structurées) désignés à la FVPL et aux dérivés de gré à gré. Le Groupe et la Société prennent en compte l'impact des variations des écarts de crédit propres sur la base des observations des écarts du marché obligataire secondaire lors de la mesure de la juste valeur des emprunts. Pour les dérivés de gré à gré, l'impact des variations de la notation de crédit du Groupe et de la contrepartie est pris en compte lors de la mesure de la juste valeur. Pour déterminer l'exposition attendue, le Groupe et la Société simulent la distribution de l'exposition future à une contrepartie, puis appliquent des probabilités de défaut basées sur le marché à l'exposition future, en s'appuyant sur des données d'écarts de CDS de tiers externes. Lorsque les données d'écarts de CDS ne sont pas disponibles pour une contrepartie spécifique, les écarts du marché obligataire, les données d'écarts de CDS basées sur la notation de crédit de la contrepartie ou les données d'écarts de CDS qui se réfèrent à une contrepartie comparable peuvent être utilisées. Le Groupe prend également en compte les garanties détenues et les accords de compensation maîtres légalement exécutoires qui atténuent son exposition à chaque contrepartie.

Le Groupe intègre l'ajustement de valorisation de financement (« FVA ») dans les mesures de la juste valeur des dérivés de gré à gré non garantis ou partiellement garantis, ainsi que dans les dérivés garantis lorsque les termes de l'accord ne permettent pas la réutilisation des garanties reçues. En général, le FVA reflète une prime de risque de financement de marché inhérente aux instruments dérivés mentionnés. La méthodologie de mesure du FVA s'appuie sur les méthodologies existantes du Groupe et de la Société pour le calcul des ajustements de valorisation liés au crédit, qui s'appliquent à la fois aux actifs et aux passifs.

Des ajustements pour l'incertitude des modèles sont effectués pour les positions dont les modèles sous-jacents dépendent de données significatives qui ne sont ni directement ni indirectement observables, nécessitant ainsi de s'appuyer sur des concepts théoriques établis pour leur dérivation. Ces ajustements sont calculés en évaluant l'ampleur des variations possibles au moyen d'approches statistiques et d'informations de marché lorsque cela est possible.

Le Groupe et la Société peuvent appliquer un ajustement en fonction de la concentration de certains de leurs portefeuilles de dérivés de gré à gré pour refléter les coûts supplémentaires de la clôture d'une exposition au risque particulièrement élevée. Lorsque cela est possible, ces ajustements sont basés sur des informations de marché observables, mais dans de

nombreux cas, un degré de jugement important est nécessaire pour estimer les coûts de la fermeture des expositions concentrations de risques en raison du manque de liquidité sur le marché.

Processus d'évaluation

Le Contrôle de Valorisation (VC) de la fonction Finance doit s'assurer que l'inventaire évalué à la juste valeur dans les états financiers du Groupe et de la Société, ainsi que les communications associées, sont présentés conformément aux normes comptables applicables. Le VC est indépendant des Unités Opérationnelles et relève du Directeur Financier du Groupe Morgan Stanley (« CFO ») à l'échelle mondiale et du CFO de la région EMEA, qui ont l'autorité finale sur l'évaluation de l'inventaire du Groupe. Le VC met en œuvre des processus de contrôle de valorisation conçus pour valider la juste valeur des instruments financiers du Groupe mesurés à la juste valeur, y compris ceux dérivés de modèles de valorisation.

Contrôle des Modèles : Le VC, en collaboration avec la Gestion des Risques de Modèles (« MRM »), qui relève du Directeur des Risques (CRO), examine de manière indépendante les modèles de valorisation. Le VC est responsable de vérifier que la méthodologie de valorisation des modèles est appropriée, que les données et les évaluations des modèles sont conformes aux normes comptables et qu'une vérification indépendante des prix peut être effectuée. Le Groupe et la Société soumettent généralement les évaluations et les modèles à un examen initial puis à un réexamen périodique.

Vérification Indépendante des prix : Les Unités Opérationnelles sont responsables de déterminer la juste valeur des instruments financiers en utilisant des modèles de valorisation et des méthodologies de valorisation approuvés. En général, sur une base mensuelle, le Contrôle de Valorisation (VC) effectue un examen indépendant de la valorisation dans les livres et registres en déterminant la pertinence des données utilisées par les Unités Opérationnelles et en testant la conformité avec les méthodologies de valorisation documentées et approuvées dans le processus de révision des modèles décrit ci-dessus. Les données de prix externes utilisées pour valider la valorisation doivent répondre aux normes de qualité minimales fixées par le VC.

Les résultats de cette vérification indépendante des prix et les ajustements éventuels apportés à la juste valeur générée par les Unités Opérationnelles sont présentés régulièrement à la direction des segments d'activité du Groupe MSI (c'est-à-dire les Valeurs Mobilières Institutionnelles et la Gestion d'Investissement), au Directeur Financier de Morgan Stanley, au Directeur Financier de la région EMEA, et au Directeur des Risques (CRO).

Le VC examine les modèles et la méthodologie de valorisation utilisés pour évaluer les nouvelles transactions importantes de niveau 2 et de niveau 3, et la division Finance ainsi que la division Gestion des Risques de Modèles (MRM) doivent approuver la juste valeur de la transaction qui est initialement reconnue.

Gains et pertes à la création

Dans des conditions d'activité normales, la juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale correspond au prix de la transaction (à savoir la juste valeur de la somme versée ou reçue). Cependant, dans certains cas, la juste valeur s'appuiera sur d'autres transactions constatées au même moment sur le marché pour le même instrument, sans modification ni reconditionnement, ou sur une technique de valorisation dont les variables incluent uniquement des données provenant de marchés observables. Lorsque de telles preuves existent, le Groupe et la Société comptabilisent un profit ou une perte au moment de la transaction.

Lorsque l'utilisation de données de marché non observables a un impact significatif sur le calcul de la juste valeur au moment de la transaction, la totalité de la perte ou du gain initial qui ressort de la technique de valorisation à la date de la transaction n'est pas reconnue immédiatement dans le compte de résultat consolidé, mais est différée et reconnue sur la durée de vie de l'instrument ou est reconnu(e) lorsque les données de marché deviennent observables ou à l'échéance ou à la cession de l'instrument.

Pour plus d'informations, voir la note 30(e).

Actifs et Passifs Évalués à la Juste Valeur sur une Base Non Récurrente

Certains actifs et passifs du Groupe et de la Société peuvent être évalués à la juste valeur de façon non récurrente. Le Groupe et la Société encourent des pertes ou des profits au titre des ajustements de ces actifs ou passifs à la juste valeur.

Pour les actifs et passifs évalués à la juste valeur de façon non récurrente, la juste valeur est déterminée en utilisant diverses approches de valorisation. La même hiérarchie pour les données, comme décrit précédemment, qui exige l'utilisation des données observables lorsque disponibles, est utilisée pour mesurer la juste valeur de ces éléments.

e. – Modification et décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif expirent, ou lorsqu'il transfère l'actif financier ainsi que les risques et avantages liés à la propriété de l'actif.

Si l'actif a été transféré et que le Groupe ne transfère ni ne conserve les risques et avantages de l'actif, alors le Groupe détermine la conservation du contrôle de l'actif.

Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif, il continue de comptabiliser l'actif financier dans l'actif financier dans la mesure de son implication continue. Si le Groupe n'a pas conservé le contrôle de l'actif, il décomptabilise l'actif et reconnaît séparément tout droit ou obligation créé ou conservé lors du transfert.

La renégociation ou la modification des flux de trésorerie contractuels d'un instrument financier peut conduire à une décomptabilisation lorsque la modification est « substantielle », déterminée par une évaluation qualitative de la différence significative entre les termes contractuels révisés d'un instrument financier, tel qu'un prêt, et ceux de l'instrument financier initial. En cas d'incertitude de l'évaluation qualitative, un test quantitatif de 10 % des flux de trésorerie est effectué.

Lorsque les modifications n'entraînent pas la décomptabilisation de l'instrument financier, le montant brut comptabilisé de l'instrument financier est recalculé et un profit/(perte) de modification est reconnu dans le compte de résultat.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, la différence entre le montant comptable précédent et la somme de toute contrepartie reçue, ainsi que le transfert de tout profit/perte cumulatif précédemment reconnu dans les capitaux propres, sont reconnus dans le compte de résultat sous « Profits/(pertes) nets sur décomptabilisation d'actifs financiers évalués au coût amorti et FVOCI », et sous « Profits/(pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat » pour les actifs financiers évalués à la FVPL.

Le Groupe décomptabilise les passifs financiers lorsque les obligations du Groupe sont éteintes, annulées ou expirent.

f. – Dépréciation des instruments financiers

Le Groupe reconnaît les pertes de crédit attendues (ECL) pour les instruments financiers suivants qui ne sont pas évalués à la FVPL :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les engagements de prêt, sauf ceux qui peuvent être réglés net en espèces ou avec un autre instrument financier ;
- les garanties financières.

Évaluation des ECL

Le Groupe et la Société appliquent une approche en trois étapes pour mesurer les ECL en fonction de l'évolution du risque de crédit depuis la reconnaissance initiale :

- Étape 1 : Si le risque de crédit de l'instrument financier à la date de clôture n'a pas augmenté de manière significative depuis la reconnaissance initiale, alors la provision pour pertes est calculée comme l'insuffisance de trésorerie sur la durée de vie qui résultera si un défaut survient dans les 12 mois suivants, pondérée par la probabilité de survenance de ce défaut.
- Étape 2 : S'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit (SICR) depuis la comptabilisation initiale, la provision pour pertes est la ECL sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier. S'il est ultérieurement déterminé qu'il n'y a plus eu de SICR depuis la comptabilisation initiale, la provision pour pertes est ramenée à hauteur des pertes attendues à 12 mois.
- Étape 3 : S'il y a eu une SICR depuis la comptabilisation initiale et que l'instrument financier est considéré comme déprécié en termes de crédit (voir ci-dessous pour la définition de déprécié en termes de crédit), la provision pour pertes est les ECL sur la durée de vie restante de l'instrument financier. S'il est ultérieurement déterminé qu'il n'y a plus eu de SICR depuis la comptabilisation initiale, alors la provision pour pertes est ramenée à hauteur des pertes attendues sur 12 mois.

Nonobstant ce qui précède, pour les créances d'exploitation, un ECL sur la durée de vie est toujours calculé, sans tenir compte de la survenance d'une SICR.

Évaluation de la SICR

Lors de l'évaluation d'une augmentation significative du risque de crédit (SICR), le Groupe prend en compte à la fois des informations quantitatives et qualitatives ainsi que des analyses basées sur l'expérience historique du Groupe et de la Société et l'évaluation du risque de crédit par des, y compris des informations prospectives.

La détermination d'une SICR repose généralement sur les variations de la probabilité de défaut (PD), en conjointement avec une présomption réfutable qu'une SICR s'est produite si un actif financier est dû depuis plus de 30 jours.

Calcul de l'ECL

Les pertes de crédit attendues (ECL) sont calculées selon trois composants principaux :

- PD (probabilité de défaut) : Pour les besoins comptables, la PD sur 12 mois et sur toute la durée de vie représente la probabilité attendue d'un défaut respectivement au cours des 12 prochains mois et sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier, sur la base des conditions existantes à la date du bilan et les conditions économiques futures.
- Perte en cas de défaut (LGD/Loss given default) : La LGD représente la perte attendue conditionnelle au défaut, en tenant compte de l'effet atténuant de la sûreté, y compris la valeur attendue des garanties lors de leur réalisation et la valeur temps de l'argent.
- Exposition au défaut (EAD/Exposure at default) : Cela représente l'EAD attendue, en tenant compte du remboursement attendu du principal et des intérêts de la date du bilan à la date de l'événement de défaut, ainsi que des tirages attendus de la facilité sur cette période.

Ces paramètres sont généralement issus de modèles statistiques développés en interne, intégrant des données macroéconomiques historiques, actuelles et prospectives ainsi que l'évaluation experte sur le risque pays. Les scénarios macroéconomiques sont revus trimestriellement.

Les pertes de crédit attendues (ECL) sur 12 mois sont égales à la somme des PD trimestrielles sur les 12 mois, multipliées par la LGD et l'EAD, ces pertes attendues étant actualisées au taux d'intérêt effectif. Les ECL sur la durée de vie sont calculées en utilisant la valeur actuelle actualisée des PD trimestrielles totales multipliées par la LGD et l'EAD, sur toute la durée de vie résiduelle de la facilité.

Lors de l'évaluation des ECL, le Groupe et la Société envisagent plusieurs scénarios, sauf lorsque des raccourcis pratiques sont utilisés pour déterminer les ECL. Des raccourcis pratiques sont utilisés lorsqu'ils sont cohérents avec les principes décrits ci-dessus.

Les ECL sur certaines créances d'exploitation sont calculées selon une approche « matricielle » qui reflète l'historique des pertes de crédit sur ces actifs financiers, en appliquant différents niveaux de provision en fonction de l'ancienneté de la créance. L'approche simplifiée des ECL est appliquée aux créances d'exploitation où un ECL sur la durée de vie est toujours calculé. Alternativement, lorsqu'il n'y a pas d'historique de pertes de crédit, et lorsque cela devrait perdurer dans le futur pour des raisons structurelles ou autres, telles que des garanties ou d'autres rehaussements de crédit, il peut être déterminé que l'ECL d'un instrument financier est très peu significative et il peut ne pas être nécessaire de comptabiliser l'ECL.

Le Groupe et la Société évaluent les ECL en fonction d'actif individuel et ne possèdent pas d'actifs financiers dépréciés à l'achat ou à l'origine.

Présentation de l'ECL

Les pertes de crédit attendue (ECL) sont comptabilisées au compte de résultat consolidé en « Pertes de valeurs nettes sur instruments financiers ».

Instruments financiers dépréciés

Lors de l'évaluation de la dépréciation des instruments financiers selon le modèle des pertes de crédit attendues (ECL), le Groupe et la Société définissent les instruments financiers dépréciés conformément aux politiques et procédures du Département de Gestion du Risque de Crédit. Un instrument financier est déprécié lorsqu'un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier se sont produits.

Définition du Défaut

Dans l'évaluation de la dépréciation des instruments financiers selon le modèle ECL, le Groupe et la Société définissent le défaut conformément aux politiques et procédures du Département de Gestion du Risque de Crédit. Il est considéré s'il est peu probable que l'emprunteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit envers le Groupe ou la Société et des

indicateurs qualitatifs, tels que le non-respect des covenants, sont pris en compte. La définition du défaut inclut également la présomption qu'un actif financier dû depuis plus de 90 jours soit en défaut.

Radiations Comptables

Les prêts et titres de créance sont radiés (en partie ou en totalité) lorsqu'ils sont jugés irrécouvrables. Les actifs financiers radiés peuvent encore faire l'objet de mesures d'exécution forcée en vue de recouvrer les montants dus.

g. – Comptabilisation des produits

Les revenus sont reconnus lorsque les biens ou services promis sont livrés aux clients du Groupe, pour un montant basé sur la contrepartie que le Groupe s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services, lorsque ces montants ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'une inversion significative.

Banque d'Investissement

Les revenus des activités de banque d'investissement comprennent les revenus générés par la souscription principalement de titres de capitaux propres et de titres à revenu fixe, ainsi que les honoraires de conseil en fusions, acquisitions, restructurations et missions de conseil.

Les revenus de souscription sont généralement comptabilisés à la date de transaction, s'il n'existe aucune incertitude ou de condition relative au montant à payer. Les coûts de souscription sont différés et comptabilisés lorsque les revenus de souscription y afférents sont enregistrés.

Les honoraires de conseil sont comptabilisés de façon échelonnée, sur la base de l'avancement estimé des travaux et au fur et à mesure que les prestations de conseil sont fournies au client, dès lors que ces montants ne sont pas susceptibles d'être extournés de façon significative. Les frais de conseil sont comptabilisés lorsqu'ils sont engagés, notamment lorsqu'ils sont remboursés.

Produits d'honoraires et de commissions

Les produits de commissions et honoraires résultent des accords transactionnels donnant lieu à la facturation d'honoraires au client au titre de l'exécution des transactions. Ces revenus concernent principalement des transactions sur des titres de participation ; des services liés aux activités de vente et de négociation ; des contrats à terme, des produits d'assurance et des produits d'options. Les produits de commissions et honoraires sont comptabilisés à la date de transaction lorsque l'obligation de performance est remplie.

Les produits de commissions et honoraires dans le compte de résultat consolidé comprennent les commissions de gestion des investissements, les commissions de vente, les honoraires de placement, les honoraires de conseil et les honoraires de syndication lorsque l'obligation de performance est remplie.

h. – Frais de commissions et honoraires

Les commissions et honoraires en charge du compte de résultat consolidé comprennent les frais de transaction et de service. Les montants sont comptabilisés au fur et à mesure que les services correspondants sont reçus.

i. – Impôt sur le résultat

La charge fiscale représente la somme de l'impôt courant et de l'impôt différé.

L'impôt courant à payer est calculé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable peut différer du bénéfice/(perte) avant impôt figurant dans le compte de résultat consolidé, en cela qu'il exclut les produits et charges imposables ou déductibles au titre d'autres exercices et les éléments qui ne sont jamais imposables ou déductibles. Le bénéfice imposable est également ajusté s'il est considéré qu'il n'est pas probable qu'une administration fiscale accepte une position fiscale incertaine. L'impôt courant dû par le Groupe et la Société est calculé sur la base des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement adoptés à la date des états financiers. L'impôt courant est imputé ou crédité au compte de résultat consolidé, sauf lorsqu'il se rapporte à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres, auquel cas l'impôt courant est également comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres selon le cas.

L'impôt différé correspond à l'impôt attendu à payer ou à rembourser au titre d'écarts entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers et les assiettes fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. Il est comptabilisé selon l'approche bilan de la méthode du report variable. Un impôt différé passif est généralement comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables et un impôt différé actif est constaté à hauteur de la probabilité de disponibilité de bénéfices imposables permettant l'utilisation des différences temporaires déductibles.

Un impôt différé passif est comptabilisé au titre des différences temporaires imposables survenant sur les investissements dans les filiales et les sociétés mises en équivalence, sauf lorsque le Groupe et la Société peuvent maîtriser la reprise de la différence temporaire et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'annulera pas dans un avenir prévisible.

La valeur comptable de l'impôt différé actif est revue à chaque date de clôture et limitée dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour permettre la récupération totale ou partielle de l'actif.

L'impôt différé est calculé aux taux d'imposition supposés s'appliquer à la période de remboursement de la dette ou de réalisation de l'actif. L'impôt différé est imputé ou crédité au compte de résultat consolidé, sauf lorsqu'il se rapporte à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est reflété dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, respectivement.

Les actifs d'impôt courant se compensent avec les passifs d'impôt courant s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compensation entre les actifs et passifs d'impôt courant et que le Groupe ou la Société a l'intention de régler ses actifs d'impôt courant et ses passifs d'impôt courant sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Les actifs et passifs d'impôt différé se compensent s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compensation entre les actifs et passifs d'impôt courant et si ces actifs et passifs concernent les impôts sur les bénéfices perçus par la même autorité fiscale et que le Groupe entend régler ses actifs et passifs d'impôt courant sur une base nette.

L'incidence fiscale des distributions est comptabilisée dans le compte de résultat consolidé, en autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, en fonction de la façon dont les transactions passées ayant généré les bénéfices distribuables ont été reconnues. L'effet fiscal des coupons des instruments AT1 comptabilisés comme des distributions est reconnu dans le compte de résultat consolidé.

Le Groupe est soumis à la législation des règles du Modèle Pilier Deux de l'OCDE, qui est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2024. Le Groupe a appliqué l'exception obligatoire à la reconnaissance et à la communication de l'impôt différé, comme prévu dans les amendements à la norme IAS 12 : Réforme fiscale internationale - Règles du Modèle Pilier Deux.

j. – Provisions, passifs éventuels et engagements

Les provisions sont reconnues lorsque le Groupe ou la Société a une obligation actuelle identifiée résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources incorporant des avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et lorsqu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite.

Un passif éventuel est une obligation possible qui découle d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne dépendent pas entièrement du contrôle du Groupe, ou une obligation actuelle qui découle d'événements passés mais qui n'est pas reconnue parce qu'une sortie d'avantages économiques n'est pas probable ou que le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré de manière fiable.

Un engagement est toute obligation légale de potentiellement effectuer ou recevoir des paiements en espèces ou de transférer des liquidités.

k. – Compensation entre actifs et passifs financiers

Lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de faire ou de recevoir un tel paiement net ou de recouvrer l'actif et de régler le passif simultanément, les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et figurent dans l'état consolidé de la situation financière pour leur montant net. Si ces conditions ne sont pas remplies, les actifs financiers et les passifs financiers sont présentés sur une base brute.

l. – Régimes de rémunération des salariés

Régimes de rémunération fondés sur des actions et réglés en actions

Morgan Stanley octroie des attributions aux salariés du Groupe Morgan Stanley pour les services qu'ils rendent au Groupe et à la Société en leur attribuant des unités d'actions assujetties à des restrictions (restricted stock units ou « RSU »). Les attributions sont réglées en actions et le coût des transactions fondées sur des actions effectuées avec les salariés est mesuré en fonction de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur des RSU est basée sur le prix du marché de l'action ordinaire de Morgan Stanley, évalué comme étant le prix moyen pondéré par les volumes à la date d'attribution (« VWAP »). La juste valeur des RSU n'ayant pas droit aux dividendes jusqu'à la conversion est évaluée au VWAP diminué de la valeur actualisée des dividendes censés être payés sur les actions sous-jacentes avant la date de conversion prévue.

Les primes contiennent généralement des dispositions de récupération et d'annulation. Certaines attributions confèrent à Morgan Stanley le pouvoir discrétionnaire de récupérer ou d'annuler tout ou partie de l'attribution dans des circonstances déterminées. Lorsque les termes de l'attribution sont considérés comme subjectifs, une date d'attribution ne peut pas être établie, et la rémunération de ces attributions est ajustée en fonction des variations de la juste valeur de l'action ordinaire de Morgan Stanley jusqu'à la conversion. À partir d'avril 2023, suite aux modifications visant à clarifier les termes subjectifs des attributions, une date d'attribution a été fixée. Ainsi, la charge de rémunération pour ces attributions n'est plus ajustée en fonction des variations de la juste valeur de l'action ordinaire de Morgan Stanley.

Le Groupe et la Société comptabilise les coûts de rémunération sur la période d'acquisition des droits concernée pour chaque tranche d'attribution distincte de l'attribution. Une estimation des droits qui seront perdues avant l'acquisition en raison du non-respect des conditions de service est prise en compte dans le calcul du coût total de la rémunération à amortir sur la période d'acquisition des droits pertinente.

En vertu des accords de refacturation du groupe Morgan Stanley, le Groupe et la Société paient l'acquisition des actions à Morgan Stanley. Le Groupe et la Société paient à Morgan Stanley la juste valeur à la date d'attribution.

La charge de rémunération fondée sur des actions est comptabilisée en « Charges d'exploitation » du compte de résultat consolidé.

m. – Avantages postérieures à l'emploi

Le Groupe et la Société gèrent des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies et à prestations définies.

Les cotisations dues au titre des régimes de régime d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies sont comptabilisées en « Charges directs du personnel » au sein des « Charges d'exploitation » du compte de résultat consolidé à leur date d'exigibilité.

En ce qui concerne le régime d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies du Groupe et de la Société, les obligations du régime sont comptabilisées sur une base actuarielle conformément aux conseils d'un actuair indépendant qualifié, selon la méthode des unités de crédit projetées et actualisées à un taux qui reflète le règlement estimé des obligations de prestations postérieures à l'emploi. Les actifs du régime sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de clôture. Pour chaque régime à prestations définies, un excédent ou un déficit des actifs du régime par rapport aux passifs est reconnu dans l'état consolidé et l'état de la situation financière de la Société en tant qu'actif ou passif respectivement. Si la juste valeur des actifs du régime est supérieure à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, l'évaluation de l'actif à prestations définies résultant est limitée à la valeur actuelle des avantages économiques disponibles sous forme de remboursements du régime ou de réductions des cotisations futures au régime. Les coûts des services rendus et le coût des services passés, ainsi que les intérêts nets sur l'obligation/l'actif net à prestations définies, sont imputés aux « Frais directs du personnel » de la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat consolidé. Les réévaluations qui découlent du calcul des obligation du Groupe et de la Société au titre d'un régime sont constatées en autres éléments du résultat global, au cours de la période où elles se produisent.

Le Groupe et la Société participent à un régime à prestations définies géré par une autre filiale de Morgan Stanley. Le Groupe et la Société reconnaissent les refacturations pour le coût net à prestations définies du régime dans son ensemble en vertu d'accords contractuels entre filiales.

Les détails des régimes sont fournis à la note 33 des états financiers.

4. – Plus-values nettes sur instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultat

(En millions de dollars.)	2024	2023
Actifs et passifs détenus à des fins de négociation	6 820	7 047
Actifs financiers non détenus à des fins de négociation à la FVPL		
Financement garanti	370	293
Prêts et avances - prêts aux entreprises	29	65
Créances d'exploitation et autres créances - contrats OTC prépayés	76	75
Total des actifs financiers non détenus à des fins négociation à FVPL	475	433
Passifs financiers désignés à FVPL		
Emprunts garantis	-733	-503
Dettes d'exploitation et autres - Contrats négociés de gré à gré payés	-92	-40
Emprunts et dettes financières - Obligataires structurées émises	488	-1 315
Total des passifs financiers désignés à FVPL	-337	-1 858
Profits nets sur instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultat	6 958	5 622

Les actifs financiers non détenus à des fins de négociation à la FVPL et les passifs financiers désignés à la FVPL sont souvent couverts économiquement par les instruments financiers de négociation. En conséquence, les gains ou pertes qui sont rapportés dans le résultat net provenant d'autres instruments financiers détenus à la juste valeur peuvent être partiellement compensés par des gains ou pertes rapportés dans les « Actifs et passifs détenus à des fins de négociation ».

5. – Produits des commissions

(En millions de dollars.)	2024	2023
Investment banking (1)	938	626
Produits des commissions	834	706
Fiducies et autres activités fiduciaires	149	129
Autres produits des honoraires et commissions	360	368
Total des frais et revenus de commission	2281	1 829
Dont produits des contrats avec les clients	2491	1 941
<i>(1) Comprend les revenus de conseil et souscription</i>		

Le total des produits de commissions et honoraires est constatés après le transfert de produits d'un montant total de 210 millions de dollars (2023 : 112 millions de dollars) à d'autres entités du groupe Morgan Stanley. Ces transferts sont effectués conformément à la politique de prix de transfert global du groupe Morgan Stanley et ne concernent pas les produits de contrats avec des clients (voir la note 34).

6. – Produits financiers et charges financières

Le tableau ci-dessous présente les produits et charges d'intérêts par classification comptable. Les produits et charges d'intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour les actifs financiers et les passifs financiers évalués au coût amorti.

(En millions de dollars.)	2024	2023
Actifs financiers évalués au coût amorti	4 123	5 025
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	411	399
Actifs financiers non détenus à des fins de négociation désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	8 163	6 036
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	8 574	6 435
Produits d'intérêts nets	12 697	11 460
Dont produits d'intérêts négatifs	-118	-44
Passifs financiers évalués au coût amorti	8 763	8 645
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	5 622	3 729
Autres charges d'intérêt	14 385	12 374
Dont charges d'intérêts positives	-135	-16

La comptabilisation des produits d'intérêts négatifs et des charges d'intérêts positives peut résulter de transactions dans certaines devises qui peuvent parfois avoir des taux d'intérêt négatifs. De plus, les « Produits d'intérêts » intègrent les

commissions payées sur les transactions de titres empruntés. Les « Charges d'intérêts » incluent les commissions reçues sur les titres prêtés et les frais des clients de la prime brokerage pour les transactions de prêt de titres réalisées en couvertures des positions vendeuses des clients.

7. – Charges d'exploitation

(En millions de dollars.)	2024	2023
Charges de personnel directes	1 200	1 188
Frais de gestion refacturés par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley relatifs aux charges de personnel	604	614
Frais de personnel	1 804	1 802
Frais de gestion refacturés par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley relatifs à d'autres services	1 491	1 431
Frais de courtage	994	795
Frais généraux et statutaires	101	94
Services Professionnels	127	143
Taxe bancaire au Royaume-Uni	51	44
Autres impôts et taxes	710	664
Commissions et autres accords similaires	255	256
Rémunération du commissaire aux comptes :		
Honoraires dus au commissaire aux comptes de la Société et à ses collaborateurs au titre de l'audit des états financiers annuels de la Société	3	4
Honoraires dus au commissaire aux comptes de la Société et à ses collaborateurs au titre d'autres services rendus au Groupe (1)		
Autres	2	1
Charges hors personnel	79	47
Total des charges d'exploitation	3 813	3 479
Total des charges d'exploitation	5 617	5 281

(1) Les honoraires dus au commissaire aux comptes de la société pour d'autres services en 2024 comprennent 44 000 \$ pour l'audit des filiales de la société (2023 : 45 000 \$) et 1,7 million \$ pour d'autres services de certification (2023 : 483 000 \$).

Le Groupe emploie directement du personnel et fait appel aux services de salariés d'autres entités du Groupe Morgan Stanley.

Des informations supplémentaires concernant les plans de rémunération des employés sont fournies à la note 32.

Le nombre moyen d'employés du Groupe, y compris les administrateurs, est analysé ci-dessous :

Nombre	2024	2023
Gestion des titres institutionnels et des investissements	2 006	2 111
Services de support	86	83
	2 092	2 194

Les coûts de personnel directs, y compris les Administrateurs, sont analysés ci-dessous :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Salaires et rémunérations	1 007	1 018
Charges sociales	161	140
Charges de retraite	32	30
	1 200	1 188

Le Groupe supporte des frais de gestion au titre des services admissibles des administrateurs par des employés d'autres entités du Groupe Morgan Stanley, inclus dans les « Frais de gestion d'autres entités du Groupe Morgan Stanley relatifs aux coûts du personnel ».

Le montant de la rémunération perçue par les administrateurs au titre des services rendus au Groupe est divulgué à la note 34.

8. – Impôt sur le résultat

(En millions de dollars.)	2024	2023
Impôt courant		
Charge d'impôt sur les sociétés R.-U.		
- exercice courant	445	252
- exercice précédent	-20	-24
Crédit de double imposition		
- exercice courant	-191	-135
Impôt étranger		
- exercice courant	294	189
- exercice précédent	1	-47
Total impôt courant	529	235
Charge d'impôt différé/(crédit)		
- exercice courant	5	4
- exercice précédent		
Effet de la variation des taux d'imposition	5	4
Total impôts différés	534	239

Rapprochement du taux d'imposition effectif

Le taux d'imposition effectif du Groupe est sensible à la répartition géographique des bénéfices et aux taux d'imposition dans les juridictions hors du Royaume-Uni (y compris l'incidence des retenues à la source étrangères supportées par le Groupe), à la surtaxe bancaire britannique supplémentaire de 3 %, ainsi qu'à la non-déductibilité fiscale de certains frais.

La loi de finances de 2021 a augmenté le taux principal de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni de 19 % à 25 % à compter du 1^{er} avril 2023. Cela impacte la charge fiscale de l'année en cours.

La loi de finances de 2022 a ramené le taux de la surtaxe sur l'impôt sur les sociétés de 8 % à 3 % à compter du 1^{er} avril 2023 et a augmenté l'abattement de surtaxe de 25 millions de livres à 100 millions de livres. Cela impacte la charge fiscale de l'année en cours.

La charge d'impôt courant est inférieure (2023 : inférieure) que la charge qui résultant de l'application du taux moyen standard de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises bancaires au Royaume-Uni pour l'année. Les principales différences sont :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Résultat avant impôt	1 959	1 288
Charge d'impôt sur le résultat au taux standard de l'impôt sur les sociétés pour les banques au Royaume-Uni de 27 % (2021 : 27 %)	549	358
Impact sur l'impôt des éléments suivants :		
Coupons déductibles fiscalement sur instruments de fonds propres AT1	-83	-90
Taxe bancaire britannique non déductible	14	12
Autres charges :		
Autres différences permanentes	6	-15
Variation de la provision pour impôt	1	-48
Dégrèvement de groupe obtenu sans contrepartie en espèces	-	16
Incidence des différences de taux d'imposition sur le taux de consolidation	-6	-
Incidence nette des retenues à la source étrangères	79	42
Montants surprovisionnés lors d'exercices antérieurs	-19	-24
Bénéfice exonéré d'impôt	-7	-12
Incidence de la variation du taux d'impôt différé et autres ajustements d'impôts différés	-	-
Charge totale d'impôt portée au compte de résultat consolidé	534	239

Le Groupe a mis en place une politique de cession des pertes fiscalement déductibles (« pertes fiscales du Groupe ») aux autres membres du groupe fiscal Morgan Stanley au Royaume-Uni (qui se compose d'entités appartenant au Groupe et du

Groupe Morgan Stanley élargi). Les cessions se font sans contrepartie en espèces, sauf pour certaines entités cédant à la Société, où la contrepartie en espèces est égale au montant de l'allègement fiscal reçu.

Au sein du Groupe, un certain nombre de filiales ont généré des pertes fiscalement déductibles qui ont été cédées à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Groupe au cours de l'exercice courant et des exercices antérieurs.

Outre le montant porté en charge au compte de résultat consolidé, le montant cumulé des impôts courants et différés relatif à chaque composant des autres éléments du résultat global se présente ainsi :

(En millions de dollars .)	2024		
	Avant taxe	Impôt frais (1)	Net de taxe
Provisions pour retraites :			
Réévaluation des engagements nets des régimes à prestations définies	-1	-	-1
Réserve pour écarts de change :			
Écarts de change sur opérations à l'étranger	-75	-	-75
Montant net reclassé au compte de résultat consolidé lors du transfert de filiale	-	-	-
Écarts de réévaluation de la dette :			
Variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre pour les passifs désignés à la juste valeur	-94	24	-70
Autres éléments du résultat global	-170	24	-146

(1) La charge d'impôt comprend une charge de zéro million USD liée à l'incidence de la variation du taux d'imposition différé

(En millions de dollars .)	2023		
	Avant taxe	Impôt frais (1)	Net de taxe
Provisions pour retraites :			
Réévaluation des engagements nets des régimes à prestations définies	-1	-	-1
Réserve pour écarts de change :			
Écarts de change sur opérations à l'étranger	-8	-	-8
Montant net reclassé au compte de résultat consolidé lors du transfert de filiale	-	-	-
Écarts de réévaluation de la dette :			
Variations de juste valeur attribuable au risque de crédit propre pour les passifs désignés à la juste valeur	-258	69	-189
Autres éléments du résultat global	-267	69	-198

(1) La charge d'impôt comprend une charge de zéro million USD liée à l'incidence de la variation du taux d'imposition différé

Outre le montant passé en charges du résultat consolidé et à l'état consolidé du résultat global, un avantage de 47 millions de dollars (2023 : avantage de 25 millions de dollars) en relation avec l'impôt sur les paiements fondés sur des actions et d'autres éléments divers est reconnu directement dans l'état consolidé des variations des capitaux propres.

Le Groupe n'a pas d'exposition fiscale actuelle en relation avec les règles du modèle Pilier Deux de l'OCDE.

9. – Actifs et passifs financiers par catégorie d'évaluation

Le tableau suivant analyse les actifs et passifs financiers présentés dans les états consolidés de la situation financière et l'état de la situation financière de la Société selon le Classifications IFRS 9 au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

2024 (En millions de dollars.)	Groupe				Société			
	FVPL	FVPL désigné	Coût amorti	Total	FVPL	FVPL désigné	Coût amorti	Total
Trésorerie et dépôts à court terme	-	-	16 711	16 711	-	-	16 336	16 336
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	369 853	-	-	369 853	369 629	-	-	369 629
Financements garantis :								
Garanties en espèces sur les titres empruntés	13 161	-	-	13 161	13 161	-	-	13 161
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	89 833	-	-	89 833	89 833	-	-	89 833
Autres financements garantis	12 459	-	-	12 459	12 459	-	-	12 459
Prêts et avances	7	-	76	83	-	-	33	40

Titres de placement	27	-	-	27	-	-	26
Créances d'exploitation et autres	559	-	74 578	75 137	559	-	75 321
Total des actifs financiers	485 899	-	91 365	577 264	485 674	-	576 805
Prêts et découverts bancaires	-	-	2	2	-	-	2
Passifs financiers détenus à des fins de négociation	319 056	-	-	319 056	319 056	-	319 056
Emprunts garantis :							
Garanties en espèces sur des prêts de titres	-	20 688	6 852	27 540	-	20 688	27 540
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	-	19 198	26 804	46 002	-	19 198	46 002
Autres passifs financiers	-	26 851	4 674	31 525	-	26 851	31 300
Dettes d'exploitation et autres	-	348	77 554	77 902	-	348	77 911
Dettes et autres emprunts	-	16 014	23 509	39 523	-	16 014	39 537
Dettes subordonnée	-	-	11 798	11 798	-	-	11 798
Total des passifs financiers	319 056	83 099	151 193	553 348	83 099	150 991	553 146

2023 (En millions de dollars.)	Groupe				Société			
	FVPL	FVPL désigné	Coût amorti	Total	FVPL	FVPL désigné	Coût amorti	Total
Trésorerie et dépôts à court terme	-	-	18 403	18 403	-	-	18 070	18 070
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	336 893	-	-	336 893	336 646	-	-	336 646
Financements garantis :								
Garanties en espèces sur les titres empruntés	14 502	-	-	14 502	14 502	-	-	14 502
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	90 195	-	-	90 195	90 129	-	-	90 129
Autres financements garantis	15 271	-	-	15 271	15 271	-	-	15 271
Prêts et avances	-	-	133	133	-	-	103	103
Titres de placement	126	-	-	126	125	-	-	125
Créances d'exploitation et autres	905	-	72 806	73 711	905	-	72 898	73 803
Total des actifs financiers	457 892	-	91 342	549 234	457 578	-	91 071	548 649
Prêts et découverts bancaires	-	-	2	2	-	-	2	2
Passifs financiers détenus à des fins de négociation	274 538	-	-	274 538	274 538	-	-	274 538
Emprunts garantis :								
Garanties en espèces sur des prêts de titres	-	22 578	7 925	30 503	-	22 578	7 925	30 503
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	-	19 284	33 016	52 300	-	19 284	33 016	52 300
Autres passifs financiers	-	19 513	3 062	22 575	-	19 513	2 748	22 261
Dettes d'exploitation et autres	-	395	85 313	85 708	-	395	85 308	85 703
Dettes et autres emprunts	-	15 523	32 417	47 940	-	15 523	32 378	47 901
Dettes subordonnée	-	-	11 796	11 796	-	-	11 796	11 796
Total des passifs financiers	274 538	77 293	173 531	525 362	274 538	77 293	173 173	525 004

Passifs financiers désignés à la FVPL

Garantie en espèces sur des prêts de titres et des titres mis en pension : Ces soldes sont classés comme « Désignés à FVPL » où le passif financier fait partie d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers, qui sont gérés, évalués et déclarés en interne sur une base de la juste valeur ; sinon, ils sont classés comme « Passifs financiers au coût amorti ».

Autres passifs financiers : Passifs résultant de la comptabilisation de certains actifs financiers et de la comptabilisation d'un passif financier associé. Ces passifs financiers sont désignés à la FVPL afin d'éliminer ou réduire de manière significative une disparité comptable qui pourraient survenir autrement ou, lorsque les passifs financiers font partie d'un groupe de actifs et passifs financiers qui sont gérées, évaluées et rapportées en interne sur la base de la juste valeur.

Contrats OTC prépayés (inclus dans les contrats autres dettes) : Le risque sur ces instruments financiers est principalement couvert par des instruments financiers de trading, notamment des titres de participation et des swaps de taux d'intérêt. Les passifs des contrats prépayés sont désignés à la FVPL dans la mesure où ils font partie d'un groupe d'actifs et de passifs financiers qui sont gérés, évalués et rapportés en à la juste valeur.

Obligations structurés émis (inclus dans « Dette and d'autres emprunts ») : Elles concernent les passifs financiers issus de la vente de produits structurés, généralement sous la forme d'obligations ou de certificats. Les obligations structurées sont désignées à la FVPL car les risques auxquels est exposé le Groupe en tant que partie au contrat sont gérés à la base de la juste valeur dans le cadre du portefeuille de négociation du Groupe, et le risque fait l'objet d'un rapport principaux dirigeants sur cette même base. Veuillez-vous référer à la note 16 pour plus d'informations.

La variation cumulative de la juste valeur reconnue dans les autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre pour les passifs financiers désignés à la FVPL au 31 décembre 2024 est une perte de 512 millions de dollars (2023 : perte de 425 millions de dollars). Au cours de l'année, une perte de 8 millions de dollars (2023 : perte de 8 millions

de dollars) a été réalisée suite à la décomptabilisation de ces passifs financiers et a été transférée de la « réserve d'ajustement de la valorisation de la dette » aux « bénéfices non répartis ».

Le Groupe détermine le montant des variations de la juste valeur attribuables aux changements du risque de crédit de la contrepartie ou du risque de crédit propre, en ce qui concerne les passifs financiers désignés à la FVPL, en déterminant d'abord la juste valeur incluant l'impact du risque de crédit de la contrepartie ou du risque de crédit propre, puis en déduisant ces variations de juste valeur représentant le risque de marché géré. Lors de la détermination de la juste valeur, le Groupe prend en compte l'impact des variations des écarts de crédit propres en se basant sur les observations des écarts de marché obligataire secondaire lors de la mesure de la juste valeur des titres structurés émis. Le Groupe considère que cette approche représente le plus fidèlement le montant de la variation de la juste valeur due à la fois au risque de crédit de la contrepartie et au risque de crédit propre du Groupe.

La valeur comptable des passifs financiers désignés à la FVPL pour lesquels l'effet des variations du risque de crédit de ces passifs est présenté dans les autres éléments du résultat global était inférieure de 781 millions de dollars au montant contractuel dû à l'échéance (2023 : inférieure de 630 millions de dollars).

10. – Actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation

Groupe (En millions de dollars.)	2024		2023	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Emprunts d'État	12 176	6 164	8 725	8 357
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	7 905	2 672	14 922	5 100
Actions de sociétés	68 566	24 902	75 508	22 321
Instruments dérivés (voir note 11)	281 206	285 318	237 738	238 760
	369 853	319 056	336 893	274 538

Société (En millions de dollars.)	2024		2023	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Emprunts d'État	12 176	6 164	8 725	8 357
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	7 681	2 672	14 673	5 100
Actions de sociétés	68 566	24 902	75 508	22 321
Instruments dérivés (voir note 11)	281 206	285 318	237 740	238 760
	369 629	319 056	336 646	274 538

11. – Instruments dérivés

Groupe (En millions de dollars.)	2024				2023			
	OTC bilatéraux	OTC compensés	Instruments dérivés cotés	Total	OTC bilatéraux	OTC compensés	Instruments dérivés cotés	Total
Actifs dérivés :								
Contrats sur taux d'intérêt	70 787	23	8	70 818	72 669	7853	41	80563
Contrats sur crédit	8 963	1522	-	10485	7068	2100	-	9 168
Contrats de charge et sur l'or	133 536	4425	-	137961	92967	2575	-	95542
Contrats sur actions	49 622	-	7658	57 280	39533	-	6937	46470
Contrats sur matières premières	4 193	-	469	4 662	5399	-	596	5995
	267 101	5970	8135	281 206	217 636	12 528	7574	237738
Passifs dérivés :								
Contrats sur taux d'intérêt	71 659	37	14	71 710	75755	6409	50	82214
Contrats sur crédit	8 295	1634	-	9929	7414	2135	-	9549
Contrats de charge et sur l'or	132 847	4090	10	136947	87979	2738	16	90733
Contrats sur actions	55 618	-	6282	61 900	44279	-	5891	50170
Contrats sur matières premières	4 359	-	473	4832	5177	-	917	6094
	272 778	5761	6779	285318	220 604	11282	6874	238760

Société (En millions de dollars.)	2024				2023			
	OTC bilatéraux	OTC compensés	Instruments dérivés cotés	Total	OTC bilatéraux	OTC compensés	Instruments dérivés cotés	Total
Actifs dérivés :								

Contrats sur taux d'intérêt	70 787	23	8	70 818	72 669	7853	41	80563
Contrats sur crédit	8 963	1522	-	10485	7 068	2100	-	9 168
Contrats de charge et sur l'or	133 536	4425	-	137961	92 969	2575	-	95 544
Contrats sur actions	49 622	-	7658	57 280	39 533	-	6937	46 470
Contrats sur matières premières	4193	-	469	4 662	5 399	-	596	5 995
	267 101	5970	8135	281 206	217 638	12 528	7574	237 740
Passifs dérivés :								
Contrats sur taux d'intérêt	71 659	37	14	71 710	75 755	6409	50	82 214
Contrats sur crédit	8 295	1634	-	9929	7 414	2135	-	9 549
Contrats de charge et sur l'or	132 847	4090	10	136947	87 979	2738	16	90 733
Contrats sur actions	55 618	-	6282	61 900	44 279	-	5891	50 170
Contrats sur matières premières	4 359	-	473	4832	5 177	-	917	6 094
	272 778	5761	6779	285318	220 604	11282	6874	238 760

12. – Créances d'exploitation et autres

(En millions de dollars .)	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
Créances d'exploitation et autres (coût amorti)				
Créances clients				
Contrats avec les clients	162	122	162	122
Montants dus par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley.	36 017	33 026	36 378	33 336
Créances clients	34 622	36 200	34 536	36 151
Moins : PCA	-44	-50	-44	-50
	70 757	69 298	71 032	69 559
Autres créances (1)				
Détenus en bourse	3 613	3 340	3 389	3 132
Montants dus par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley.	202	168	335	207
Autres créances	107	114	66	114
	3 922	3 622	3 790	3 453
	74 679	72 920	74 822	73 012
Créances d'exploitation et autres (FVPL)				
Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	223	387	223	387
Autres	336	518	336	518
	559	905	559	905
Total	75 238	73 825	75 381	73 917

(1) Il n'y avait pas d'ECL sur ces montants au 31 décembre 2024 ou 31 décembre 2023.

13. – Participations dans des filiales

Composition du Groupe

Le détail de toutes les filiales est présenté dans l'Annexe, y compris les changements apportés aux participations dans des filiales.

Société (En millions de dollars.)	2024	2023
Coût		
Au 1 ^{er} janvier	1 257	1 268
Injection de capitaux propres	97	-
Sorties	-	-
Dissolution	-	-11
Au 31 décembre	1 354	1 257
Provisions pour dépréciation		
Au 1 ^{er} janvier	-1 129	-1 136
Injection de capitaux propres	-86	-4
Sorties	-	-
Dissolution	-	11

Au 31 décembre	-1 215	-1 129
Valeurs comptables		
Au 31 décembre	139	128

Le 19 septembre 2024, les Administrateurs ont approuvé une injection de capital de 87 millions de dollars à Morgan Stanley Langton Limited, une filiale directe du Société. La société a déprécié son investissement dans cette filiale de 86 millions de dollars. Ce changement n'a eu aucun impact sur le Groupe.

Toutes les filiales sont incluses dans les états financiers consolidés.

14. – Participations dans des entités structurées

Le Groupe est impliqué dans diverses entités à vocation spéciale dans le cours normal de ses activités. Dans la plupart des cas, ces entités sont considérées comme des entités structurées. Les participations du Groupe dans des entités structurées incluent certaines dettes et capitaux propres, des engagements, des garanties et des instruments dérivés.

L'implication du Groupe avec des entités structurées provient principalement de :

- Prêts consentis à et investissements dans des entités structurées qui détiennent de la dette, des capitaux propres, de l'immobilier ou d'autres actifs ;
- Participations acquises dans le cadre d'activités de tenue de marché et participations conservées détenues à la suite d'opérations de titrisation, y compris des opérations de re-titrisation ;
- Structuration d'obligations à durée indéterminée adossées à des actifs (asset-repackaged notes) conçues pour répondre aux objectifs d'investissement des clients ;
- Certains dérivés conclus avec des entités structurées.

Les risques liés aux dérivés conclus avec des entités structurées sont essentiellement les mêmes que ceux liés à des dérivés similaires avec des contreparties non structurées et sont gérés dans le cadre de l'exposition globale aux produits dérivés de la Société.

Le Groupe détermine s'il contrôle une entité structurée, et doit donc la consolider, lors de sa participation initiale dans l'entité structurée, et réévalue la question de savoir s'il doit continuer de la consolider de manière continue, tant qu'il détient une participation dans l'entité structurée. Le contrôle est la capacité à diriger les activités de l'entité qui affectent le plus significativement les rendements de l'entité et de déterminer les parties qui bénéficient de ces rendements. Le contrôle peut être exercé par divers mécanismes, notamment la capacité à diriger les activités de l'entité au moment de sa constitution, à gérer les actifs de l'entité et à déterminer le moment et la méthode de sa cessation. L'identification du contrôle repose sur une analyse de la conception de l'entité structurée, y compris la structure et les activités de l'entité structurée ; l'évaluation de l'importance des pouvoirs de prendre des décisions économiques détenus par le Groupe et ses parties liées et si ces pouvoirs peuvent être utilisés pour influencer les rendements des investisseurs ; et la considération de l'importance des participations directs et indirects dans l'entité structurée détenus par le Groupe et ses parties liées.

Entités structurées consolidées

Le tableau ci-dessous présente les informations sur les entités structurées que le Groupe a consolidées. Actifs consolidés d'entités structurées et les passifs sont présentés après les éliminations de l'entreprise interne et incluent les actifs financiers sur un sans recours.

(En millions de dollars.)	Intermédiation clients	Titrisations hypothécaires et titrisations adossées à des actifs	Total
2024			
Actifs d'entités structurées		316	316
Passifs d'entités structurées		224	224
2023			
Actifs d'entités structurées	94	471	565
Passifs d'entités structurées	93	248	341

Entités structurées non consolidées

Le Groupe détient des participations dans des entités structurées qu'il ne contrôle pas et qui ne sont donc pas consolidées.

Le tableau ci-dessous présente certaines entités structurées non consolidées dans lesquelles le Groupe détenait une participation au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. Le tableau présente toutes les entités structurées pour lesquelles le Groupe considère que son exposition maximale de perte est supérieure à certains seuils spécifiques ou répond à certains autres critères. De plus, le tableau comprend les entités structurées sponsorisées par des parties non liées, ainsi que les entités structurées sponsorisées par le Groupe ; ses activités de tenue de marché secondaire sont un exemple d'implication du Groupe dans ces entités structurées.

L'exposition maximale du Groupe aux pertes dépend de la nature de la participation du Groupe dans les entités structurées et est limitée aux montants notionnels de certaines facilités de liquidité, swaps de rendement total, ainsi qu'à la juste valeur de certains autres dérivés et investissements que le Groupe a réalisés dans l'entité structurée. L'exposition déclarée n'inclut pas le bénéfice de compensation des couvertures, notamment les swaps de rendement total relatifs aux investissements dans des fonds et d'autres entités, ni les réductions associées aux garanties détenues dans le cadre d'une transaction avec l'entité structurée ou avec toute partie à l'entité structurée. Lorsque des montants notionnels sont utilisés pour quantifier l'exposition maximale liée aux dérivés, ces montants ne reflètent pas les modifications de juste valeur déjà comptabilisées par le Groupe. Les passifs émis par les entités structurées sont généralement sans recours envers le Groupe.

(En millions de dollars.)	Intermédiation clients	Titrisations de prêts hypothécaires et adossés à des actifs	Titres de créance collatéralisés (Collateralised debt obligations ou	Total
31 décembre 2024				
Actifs de l'entité structurée	15 768	7 253	850	23 871
Risque maximal de perte :				
Titres de créance et de capitaux propres	237	349	17	603
Contrats dérivés et autres	3 347	—	—	3 347
Total du risque maximal de perte	3 584	349	17	3 950
Valeur comptable des participations - actifs (1) :				
Titres de créance et de capitaux propres	237	349	17	603
Contrats dérivés et autres	1 609	—	—	1 609
Valeur comptable totale du risque maximal de perte - actifs	1 846	349	17	2 212
Valeur comptable des participations - passif (1) :				
Contrats dérivés et autres	1 335	—	—	1 335
Engagements, garanties et autres	420	—	—	420
Valeur comptable totale du risque de perte - passifs	1 755	—	—	1 755
Participations supplémentaires dans des entités structurées (2)				397

(1) La valeur comptable des intérêts dans les entités structurées est reconnue dans l'état consolidé de la situation financière sous les actifs financiers de négociation ou les passifs financiers de négociation - dérivés ou les passifs financiers de négociation - Dette d'entreprise et autres.

(2) Principalement en raison de ses activités de tenue de marché sur le marché secondaire, le Groupe détenait des titres supplémentaires émis par des entités structurées de titrisation pour lesquelles l'exposition maximale à la perte est inférieure aux seuils spécifiques mentionnés précédemment.

(En millions de dollars.)	Intermédiation clients	Titrisations de prêts hypothécaires et adossés à des actifs	Titres de créance collatéralisés (Collateralised debt obligations ou	Total
31 décembre 2023				
Actifs de l'entité structurée	18 699	8 335	709	27 743
Risque maximal de perte :				
Titres de créance et de capitaux propres	949	457	26	1 432
Contrats dérivés et autres	4 066	—	—	4 066
Total du risque maximal de perte	5 015	457	26	5 498
Valeur comptable des participations - actifs (1) :				
Titres de créance et de capitaux propres	948	457	26	1 431
Contrats dérivés et autres 1 609	1 310	—	—	1 310
Valeur comptable totale du risque maximal de perte - actifs	2 258	457	26	2 741
Valeur comptable des participations - passif (1) :				
Contrats dérivés et autres	1 363	—	—	1 363
Engagements, garanties et autres	446	—	—	446
Valeur comptable totale du risque de perte - passifs	1 809	—	—	1 809
Participations supplémentaires dans des entités structurées (2)				631

(1) La valeur comptable des intérêts dans les entités structurées est reconnue dans l'état consolidé de la situation financière sous les actifs financiers de négociation ou les passifs financiers de négociation - dérivés ou les passifs financiers de négociation - Dette d'entreprise et autres.

(2) Principalement en raison de ses activités de tenue de marché sur le marché secondaire, le Groupe détenait des titres supplémentaires émis par des entités structurées de titrisation pour lesquelles l'exposition maximale à la perte est inférieure aux seuils spécifiques mentionnés précédemment.

Les opérations d'intermédiation clients représentent une gamme de transactions visant à rémunérer les investisseurs à partir de la performance de titres sous-jacents, d'actifs de référence ou d'indices. L'implication du Groupe dans ces

transactions consiste à agir en tant qu'intermédiaire entre l'entité structurée et le client, généralement soit par le biais d'un produit dérivé, soit en intermédiaire le financement.

Les transactions de titrisation impliquent généralement des entités structurées. Principalement en raison de ses activités de tenue de marché secondaire, le Groupe détenait des titres supplémentaires émis par des entités structurées de titrisation pour lesquelles l'exposition maximale de perte est inférieure au seuil spécifique mentionné précédemment.

Un titre de créance collatéralisé (« CDO ») est un véhicule structuré qui achète un portefeuille d'actifs composé de prêts aux entreprises (« obligations de prêts adossées à des créances »), d'obligations de sociétés, de titres adossés à des actifs (« ABS ») ou d'expositions synthétiques sur des actifs similaires via des produits dérivés, et qui émet plusieurs tranches de dette et de titres de capitaux propres à l'intention d'investisseurs. Bien qu'il n'y soit pas tenu, le Groupe agit généralement comme teneur de marché pour les titres émis par des entités structurées dans le cadre de ces opérations et il est susceptible de conserver des titres invendus. Ces intérêts bénéficiaires sont inclus dans le poste « Actifs financiers détenus à des fins de négociation » et sont évalués à la juste valeur.

Le principal risque d'exposition du Groupe concerne les titres émis par l'entité structurée détenue par le Groupe, le risque le plus élevé provenant des intérêts bénéficiaires de rang le plus bas. Ces titres sont généralement inclus dans les « Actifs financiers détenus à des fins de négociation – dette d'entreprise et autre ». Le Groupe n'apporte pas de soutien supplémentaire à ces transactions par le biais de facilités contractuelles, telles que des facilités de liquidité, des garanties ou des dérivés similaires. L'exposition maximale du Groupe à la perte équivaut généralement à la juste valeur des titres détenus.

Le Groupe n'apporte aucun soutien financier à une entité structurée consolidée, pas plus qu'il n'en a accepté la responsabilité

Entités structurées non consolidées parrainées

Le Groupe se considère comme le sponsor de certaines entités structurées non consolidées lorsqu'il a été impliqué dans l'établissement d'une entité structurée, et en outre, Le groupe a été impliqué dans le transfert des actifs ; la prestation de service pour les des actifs ; capacité d'accès les actifs ; le marketing ; la gestion des activités ; protection des achats ou fournir une protection explicite garanties ; lorsque le nom de Morgan Stanley est associé à l'entité structurée ou lorsque les participants au marché peuvent généralement s'attendre à ce que Morgan Stanley à associer à la structure entité.

En ce qui concerne certaines entités structurées, le Groupe a été impliqué dans la création de l'entité structurée, la commercialisation de produits liés à l'entité structurée en son propre nom, et/ou l'élaboration de la structure de l'entité structurée. Le Groupe ne détient aucune participation dans ces entités ni n'est exposé à aucune perte en provenance de celles-ci au 31 décembre 2024 (2023 : 0 USD).

En 2024, des actifs d'une valeur de 2 287 millions de dollars (2023 : 666 millions de dollars) ont été transférés aux entités structurées sponsorisées. Il s'agit des investisseurs une entité structurée, plutôt que le Groupe, qui sont exposés à la valeur comptable des actifs transférés. L'exposition du Groupe aux entités sponsorisées est limitée aux montants des créances nettes de swaps avec l'entité et n'est pas directement liée aux actifs transférés. La perte subie par le Groupe en relation avec les transactions avec les entités sponsorisées.

En 2024, elle s'élevait à 144 millions USD (2023 : perte de 45 USD millions). Les plus-values ou moins-values sont déclarées dans en « Net des instruments financiers à la FVPL' au compte de résultat consolidé. Le Groupe peut couvrir son exposition à ces transactions et les gains ou pertes de cette activité de couverture sont également présentés en « Gains nets issus des instruments à FVPL', compensant les gains ou les pertes subies.

15. – Dettes d'exploitation et autres

(En millions de dollars .)	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
Dettes d'exploitation et autres (coût amorti)				
Dettes fournisseurs	76 946	84 664	76 933	84 640
Autres dettes				
Montants dus à d'autres entités du Groupe Morgan Stanley	1 054	1 003	1 210	1 050
Autres montants dus	69	120	60	109
Autres impôts et sécurité social	22	23	22	23

Revenu cumulé et différé	446	368	443	366
	78 537	86 178	78 668	86 188
Dettes d'exploitation et autres (désigné à FVPL)				
Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	348	395	348	395
	348	395	348	395
Total	78 885	86 573	79 016	86 583

16. – Dette et autres emprunts

Groupe (En millions de dollars.)	2024	2023
Dettes financières et autres emprunts (coût amorti)		
Autres emprunts (1)	23509	32417
Dette et autres emprunts (FVPL désigné)		
Titres structurés émis	16 014	15 523
Total	39 523	47 940

(1) Il existe une charge flottante sur un pool d'actifs en faveur de MSIUK pour garantir certains prêts inter sociétés dont MSIUK a fournis à la Société et qui sont présentés dans « Autres emprunts. La valeur des actifs soumis à cette charge au 31 décembre 2024 s'est élevée à 23 363 millions USD (2023 : 29 967 millions USD). La charge flottante est limitée au montant du 18 138 millions USD (2023 : 32 086 USD million) étant le montant du financement reçu par MSI à la baisse la chaîne de participation dans la Société.

Société (En millions de dollars.)	2024	2023
Dettes et autres emprunts		
Autres emprunts (1)	23 523	32 378
Dette et autres emprunts (FVPL désigné)		
Titres structurés émis	16 014	15 523
Total	39 537	47 901

(1) Il existe une charge flottante sur un pool d'actifs en faveur de MSIUK pour garantir certains prêts inter sociétés dont MSIUK a fournis à la Société et qui sont présentés dans « Autres emprunts. La valeur des actifs soumis à cette charge au 31 décembre 2024 s'est élevée à 23 363 millions USD (2023 : 29 967 millions USD). La charge flottante est limitée au montant du 18 138 millions USD (2023 : 32 086 USD million) étant le montant du financement reçu par MSI à la baisse la chaîne de participation dans la Société.

17. – Dette subordonnée

Groupe (En millions de dollars.)	2024	2023
Dettes financières et autres emprunts (coût amorti)		
Dettes subordonnées	5 098	5 096
Dettes subordonnées senior	6 700	6 700
Total	11 798	11 796

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, la dette subordonnée de la Société était comme pour le Groupe.

Les montants soumis à la dette subordonnée les contrats sont entièrement remboursables comme indiqué ci-dessous :

Contrepartie	Date de remboursement	Taux d'intérêt	Intérêts Courus (En millions de dollars.)	Solde remboursement (En millions de dollars.)
2024				
MSIUK	11 août 2032	SOFR (1) plus 1,44 %	35	1 400
MSIUK	13 juin 2033	SOFR (1) plus 2,34 %	103	2 500
MSIUK	15 décembre 2034	SOFR (1) plus 2,29 %	4	1 200
2023				
MSIUK	11 août 2032	SOFR111 plus 1,44 %	38	1400
MSIUK	13 juin 2033	SOFR111 plus 2,34 %	106	2 500
MSIUK	15 décembre 2034	SOFR111 plus 2,29 %	4	1 200

(1) Taux de financement au jour le jour garanti (« SOFR »)

Les montants soumis à la dette subordonnée senior les contrats sont entièrement remboursables comme indiqué ci-dessous :

Contrepartie	Date de remboursement	Taux d'intérêt	Intérêts Courus (En millions de dollars.)	Solde (En millions de dollars.)
2024 MSIUK	30 janvier 2026 (1)	SEP Procuration (2)	-	6 700
2023 MSIUK	29 janvier 2025 (1)	SEP Procuration (2)	-	6 700

(1) La date de remboursement peut être prolongée de 395 jours pour chaque jour ouvrable mais pas plus de 49 ans à compter de la date d'utilisation.

(2) Taux d'intérêt auquel Morgan Stanley offre des prêts, dans la devise concernée, aux membres du groupe Morgan Stanley sur ce jour-là, dont les contreparties ont reconnu et convenu à appliquer à tout prêt, en agissant dans des conditions de pleine concurrence.

Le prêt subordonné senior, y compris les intérêts courus, peut être renfloué par la BOE dans certaines circonstances.

Le groupe n'a fait défaut ni sur le principal ni sur les intérêts, et n'a violé aucune condition de ses prêts subordonnés ou de ses prêts subordonnés senior au cours de l'exercice.

Tous les montants restant dus au titre des contrats de prêts subordonnés sont remboursables à la date de remboursement. Tout remboursement avant l'échéance contractuelle de l'instrument de 2 500 millions de dollars l'instrument, de 1 400 millions de dollars et de 1 200 millions USD d'instruments est aux discrétions à compter de la date d'option d'achat contractuelle. Le consentement de PRA est requis avant tout remboursement.

18. – Provisions et passifs éventuels

Groupe (En millions de dollars.)	Immobilier	Contentieux	Impôts	Total
Au 1 ^{er} janvier 2024	2	123	-	125
Dotations aux provisions	-	5	23	28
Provisions utilisées	-	-14		-14
Provisions non utilisées inversé	-	-24	-22	-46
Réévaluation de change	-	-3	1	-2
2024	2	87	2	91

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, les dispositions de la Société et du Groupe pour les litiges étaient les mêmes que dans le tableau ci-dessus. Au 31 décembre 2024, les dispositions pour les affaires immobilières de la Société s'élevaient à 2 USD millions (31 décembre 2023 : 1 million de dollars).

Contentieux

En plus des questions décrites ci-dessous, dans le cours normal de ses activités, le Groupe a été cité, de temps en temps, comme défendeur dans diverses actions en justice, notamment des arbitrages, des actions collectives et d'autres litiges, découlant de ses activités en tant qu'établissement mondiale de services financiers. Certaines des actions judiciaires réelles ou imminentes comportent des demandes d'indemnisation et/ou de dommages punitifs substantiels ou des demandes pour des dommages indéterminés. Dans certains cas, les entités tierces qui sont, ou seraient autrement, les défendeurs primaires dans de tels cas sont en faillite, en difficulté financière, ou peuvent ne pas honorer les obligations d'indemnisation applicables. Ces actions ont inclus, sans s'y limiter, des réclamations antitrust et des questions découlant des activités de vente et de négociation du Groupe et des activités sur les marchés de capitaux.

Le Groupe est également impliqué, occasionnellement, dans d'autres examens, enquêtes et procédures (formels et informels) menés par des organismes gouvernementaux et de réglementation concernant les activités du Groupe et portant, entre autres, sur des questions relatives aux activités de la vente, la négociation, le financement, les services de courtage principal, les activités de tenue de marché, les services de conseil en banque d'investissement, les activités sur les marchés de capitaux, les produits ou offres financiers parrainés, souscrits ou vendus par le Groupe, les services de gestion de patrimoine et d'investissement, ainsi que les questions comptables et opérationnelles, dont certaines peuvent aboutir à des jugements défavorables, des règlements, des amendes, des pénalités, des restitutions, des confiscations, des injonctions, des limitations sur la capacité du Groupe à mener certaines activités commerciales, ou d'autres forme de réparation.

Le Groupe conteste sa responsabilité et/ou le montant des dommages, en fonction de l'affaire concernée. Lorsque les informations disponibles indiquent qu'il est probable qu'un passif a été encouru à la date des états financiers et que le Groupe peut raisonnablement estimer le montant de cette perte, ou la fourchette de perte, le Groupe comptabilise la perte

estimée comme une charge au compte de résultat, y compris en ce qui concerne certaines des procédures ou enquêtes individuelles décrites ci-dessous.

Les frais juridiques futurs du Groupe peuvent, varier d'une période à l'autre, compte tenu de l'environnement actuel concernant les enquêtes gouvernementales ou de réglementation et les contentieux privés affectant les entreprises mondiales de services financiers, dont le Groupe.

Dans de nombreuses procédures judiciaires et enquêtes, il est intrinsèquement difficile de déterminer si une perte est probable ou même possible, ou d'estimer le montant d'une éventuelle perte. De plus, même lorsque le Groupe a déterminé qu'une perte est probable ou plus qu'éventuellement possible, il se peut que le Groupe ne puisse pas estimer de manière fiable le montant de la perte ou la fourchette de perte. Il est particulièrement difficile de déterminer si une perte est probable ou même possible, ou d'estimer de manière fiable le montant de la perte, lorsque le dossier factuel est en cours d'élaboration ou contesté, ou lorsque les plaignants ou les entités gouvernementales réclament des dommages-intérêts substantiels ou indéterminés, des restitutions, des confiscations, des restitutions de profits ou des pénalités. De nombreuses questions peuvent devoir être résolues dans une enquête ou une procédure avant qu'une détermination puisse être faite qu'une perte ou une perte supplémentaire (ou une fourchette de perte ou une fourchette de perte supplémentaire) est probable ou plus qu'éventuellement possible, ou pour estimer de manière fiable le montant de la perte, y compris par le biais d'une découverte potentiellement longue ou de la détermination de questions factuelles importantes, de la détermination de questions liées à la certification de classe, du calcul des dommages-intérêts ou d'autres mesures de redressement, et de la prise en compte de questions juridiques nouvelles ou non résolues applicables aux procédures ou enquêtes en question.

Le Groupe a identifié ci-dessous toute procédure ou enquête individuelle où il estime qu'une sortie économique significative est plus qu'éventuellement possible. Dans certaines procédures judiciaires, le Groupe a déterminé qu'une sortie économique significative est plus qu'éventuellement possible, le Groupe est incapable d'estimer de manière fiable la perte ou la fourchette de perte. Il existe d'autres affaires dans lesquelles le Groupe a déterminé qu'une perte ou une fourchette de perte est plus qu'éventuellement possible, mais le Groupe ne croit pas, sur la base des connaissances actuelles et après consultation avec ses avocats, que ces pertes pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les états financiers du Groupe dans leur ensemble, bien que l'issue de ces procédures ou enquêtes puisse avoir un impact significatif sur les activités du Groupe ou les résultats d'exploitation pour une période de rapport particulière, ou causer un préjudice réputationnel important.

La communication par le Groupe de l'impact financier contentieux est effectuée par affaire individuelle, lorsque cela est significatif, sauf lorsque cela n'est pas praticable ou qu'il est gravement préjudiciable de le faire.

Bien que le Groupe ait identifié ci-dessous certaines procédures ou enquêtes qu'il estime significatives, individuellement ou collectivement, il n'est pas garanti que des pertes importantes ne seront pas encourues à partir de réclamations qui n'ont pas encore été formulées ou de celles où les pertes potentielles n'ont pas encore été déterminées comme probables ou plus qu'éventuellement possibles.

Le 5 octobre 2017, divers investisseurs institutionnels ont déposé une à l'encontre du Groupe et une autre banque dans une affaire désormais intitulée Affaire numéro B-803-18 (précédemment BS 99-6998/2017), devant le tribunal de la ville de Copenhague, au Danemark, concernant leurs rôles en tant que souscripteurs de l'offre publique initiale (« IPO ») en mars 2014 de la société danoise OW Bunker A/S. La demande cherche à obtenir des dommages-intérêts d'environ 529 millions DKK (environ 76 millions de dollars) plus les intérêts au titre des pertes alléguées découlant de l'investissement dans des actions d'OW Bunker, qui a fait faillite en novembre 2014. Par ailleurs, le 29 novembre 2017, un autre groupe d'investisseurs institutionnels a rejoint le Groupe et une autre banque en tant que défendeurs dans des procédures en cours devant la Haute Cour de l'Est du Danemark contre diverses autres parties impliquées dans l'IPO dans une affaire intitulée Affaire numéro B-2073-16. La demande introduite à l'encontre du Groupe et l'autre banque a reçu son propre numéro d'affaire B-2564-17. Les investisseurs réclament des dommages-intérêts d'environ 767 millions DKK (environ 111 millions de dollars) plus les intérêts du Groupe et de l'autre banque sur une base conjointe et solidaire avec les défendeurs de ces procédures. Les deux demandes invoquent la responsabilité présumée du prospectus ; la deuxième demande allègue également la responsabilité professionnelle des banques agissant en tant qu'intermédiaires financiers. Le 8 juin 2018, le tribunal de la ville de Copenhague, au Danemark, a ordonné que les affaires désormais intitulées Affaire numéro B-803-18, Affaire numéro B-2073-16, et Affaire numéro B-2564-17 (les « Affaires ») soient entendues ensemble devant la Haute Cour de l'Est du Danemark. Le 1^{er} juillet 2024, les défendeurs ont conclu un accord de règlement conditionnel avec les plaignants dans les Affaires. Un accord de règlement conditionnel a été conclu dans une réclamation connexe supplémentaire à laquelle le Groupe Morgan Stanley n'est pas partie mais qui faisait partie du complexe d'affaires en cours devant la Haute Cour de l'Est du Danemark en lien avec la faillite d'OW Bunker (Affaire numéro B-407-17). Les accords de règlement conditionnels étaient subordonnés à l'approbation du règlement de l'Affaire numéro B-407-17 par la 14^e Division de la Cour

d'appel de l'Est du Danemark. L'approbation a été accordée le 26 août 2024, et les accords de règlement sont désormais définitifs.

Le Groupe et d'autres institutions financières répondent à un certain nombre d'enquêtes gouvernementales et de litiges civils liés à des allégations de conduite anticoncurrentielle dans divers aspects de l'industrie des services financiers, y compris les affaires décrites ci-dessous.

À partir de février 2016, le Groupe et certaines filiales du Groupe Morgan Stanley ont été désignés comme défendeurs dans plusieurs actions collectives antitrust présumées, désormais consolidées en une seule procédure devant le tribunal de district des États-Unis pour le district sud de New York (« SDNY ») intitulée *In Re : Interest Rate Swaps Antitrust Litigation*. Les plaignants allèguent, entre autres, que le Groupe et certaines filiales du Groupe Morgan Stanley, ainsi qu'un certain nombre d'autres institutions financières défenderesses, ont violé les lois antitrust des États-Unis et de l'État de New York de 2008 à décembre 2016 en lien avec leurs efforts présumés pour empêcher le développement de plateformes électroniques basées sur des échanges pour la négociation de swaps de taux d'intérêt. Des plaintes ont été déposées à la fois au nom d'une prétendue classe d'investisseurs ayant acheté des swaps de taux d'intérêt auprès des défendeurs, ainsi qu'au nom de trois opérateurs de plateformes d'exécution de swaps qui auraient été contrecarrés par les défendeurs dans leurs efforts pour développer de telles plateformes. Les plaintes consolidées demandent, entre autres, la certification de la classe d'investisseurs plaignants et des dommages-intérêts triples. Le 28 juillet 2017, le tribunal a partiellement accordé et partiellement rejeté la requête des défendeurs visant à rejeter les plaintes. Le 15 décembre 2023, le tribunal a rejeté la requête des plaignants de la classe pour la certification de la classe. Le 29 décembre 2023, les plaignants de la classe ont demandé à la Cour d'appel des États-Unis pour le deuxième circuit l'autorisation de faire appel de cette décision. Le 28 février 2024, les parties ont conclu un accord de principe pour régler les réclamations de la classe. Le 11 juillet 2024, le tribunal a accordé une approbation préliminaire du règlement.

Le 21 février 2025, l'Autorité de la concurrence et des marchés du Royaume-Uni a annoncé un règlement avec la Société et Morgan Stanley, ainsi qu'avec d'autres institutions financières, dans le cadre de son enquête sur des arrangements anticoncurrentiels présumés dans le secteur des services financiers, concernant spécifiquement les activités de la Société et de Morgan Stanley relatives à certains produits à revenu fixe liquide entre 2009 et 2012.

Par ailleurs, le 16 juin 2023, la Société et une entité du Groupe Morgan Stanley ont été désignées comme défenderesses dans une action collective antitrust présumée devant le tribunal de district des États-Unis pour le SDNY intitulée *Oklahoma Firefighters Pension and Retirement System v. Deutsche Bank Aktiengesellschaft, et al.*, alléguant, entre autres, que la Société et une entité du Groupe Morgan Stanley, ainsi qu'un certain nombre d'autres institutions financières défenderesses, ont violé les lois antitrust américaines en lien avec leur effort présumé pour fixer les prix des gilts négociés aux États-Unis entre 2009 et 2013. La plainte demande, entre autres, la certification de la classe des plaignants et des dommages-intérêts triples. Le 16 septembre 2024, le tribunal a accordé la requête conjointe des défendeurs pour rejeter la plainte, et celle-ci a été rejetée sans préjudice. La Société, l'entité du Groupe Morgan Stanley et certains autres défendeurs ont conclu un accord de principe pour régler le litige aux États-Unis. Le 17 mars 2025, le tribunal a accordé une approbation préliminaire du règlement.

Questions fiscales

Le Groupe répond à des demandes d'informations et de documents émanant des autorités en Allemagne concernant la période de 2006 à 2022, y compris de l'Office fédéral des impôts et du procureur de Cologne, en relation avec certaines transactions sur actions autour des dates de détachement de dividendes et des questions fiscales connexes. Le Groupe coopère avec les autorités compétentes.

Dans les affaires intitulées Affaire numéro 15/3637 et Affaire numéro 15/4353, l'Autorité fiscale néerlandaise (« Autorité néerlandaise ») a contesté devant les tribunaux néerlandais la compensation antérieure par une filiale du Groupe d'environ 124 millions d'euros (environ 128 millions de dollars) plus les intérêts courus de crédits d'impôt sur les retenues à la source contre les obligations fiscales de la filiale du Groupe pour les années fiscales 2007 à 2012. L'Autorité néerlandaise alléguait que la filiale du Groupe n'avait pas droit aux crédits d'impôt sur les retenues à la source, notamment parce qu'elle ne détenait pas le titre légal de certaines valeurs mobilières soumises à la retenue à la source aux dates pertinentes. Le 26 avril 2018, le tribunal de district d'Amsterdam a rendu une décision rejetant les réclamations de l'Autorité néerlandaise pour certaines des années fiscales en litige. Le 12 mai 2020, la Cour d'appel d'Amsterdam a accueilli l'appel de l'Autorité néerlandaise dans les affaires renommées Affaire numéro 18/00318 et Affaire numéro 18/00319. Le 19 janvier 2024, la Haute Cour néerlandaise a accueilli l'appel de la filiale du Groupe dans les affaires renommées Affaire numéro 20/01884 et a renvoyé l'affaire à la Cour d'appel de La Haye. Le 11 novembre 2024, le Groupe Morgan Stanley a conclu un accord pour régler les contestations de l'Autorité néerlandaise pour les années fiscales 2007 à 2012, et a effectué le paiement des montants de compensation antérieurs et des intérêts indiqués ci-dessus. L'affaire a été retirée.

Le 22 juin 2021, les autorités criminelles néerlandaises ont demandé divers documents dans le cadre d'une enquête sur la filiale du Groupe, en lien avec les réclamations civiles formulées par l'Autorité néerlandaise concernant l'exactitude des déclarations fiscales de la filiale du Groupe et la tenue de ses livres et registres pour la période de 2007 à 2012. Les autorités criminelles néerlandaises ont demandé des informations supplémentaires, et le Groupe continue de leur répondre dans le cadre de leur enquête en cours, et collabore avec elles au fur et à mesure de l'avancement du processus pénal.

La préparation des états financiers consolidés du Groupe nécessite que la direction fasse des jugements, des estimations et des hypothèses concernant l'issue de questions incertaines, y compris celles relatives à la fiscalité. Le Groupe a constitué des réserves pour un certain nombre de questions fiscales incertaines, pour lesquelles la direction a fait des jugements et des interprétations sur l'application de lois fiscales intrinsèquement complexes lors de la détermination de ces réserves. Bien qu'une gamme de résultats soit prévisible, la direction considère que le montant réservé est une estimation fiable des passifs futurs attendus après examen de tous les faits pertinents.

Veuillez-vous référer à la note de politique comptable 3(k) pour plus de détails sur la politique comptable du Groupe concernant les provisions. Les provisions fiscales sont incluses dans les passifs fiscaux courants. Veuillez-vous référer à la note 8 pour plus de détails.

19. – Impôts différés actifs et passifs

Les impôts différés sont calculés sur la base de tous les différences temporaires selon la méthode du passif. Les variations du compte d'impôt différé sont ci-dessous :

(En millions de dollars.)	Groupe		Société	
	2024 Impôt différé actif/(passif)	2023 Impôt différé actif/(passif)	2024 Impôt différé actif/(passif)	2023 Impôt différé actif/(passif)
Au 1 ^{er} janvier	231	151	230	150
Montant comptabilisé au compte de résultat consolidé	-5	-4	-5	-4
Total des montants constatés dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global	24	69	24	69
Montant comptabilisé directement en capitaux propres	38	15	38	15
Incidence des variations des taux d'imposition comptabilisée dans le compte de résultat consolidé				
Incidence des variations des taux d'imposition comptabilisée dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global				
Au 31 décembre	288	231	287	230

Aux fins de la présentation de l'état consolidé de la situation financière, certains actifs et passifs d'impôts différés ont été compensé conformément à la norme IAS 12.

Le tableau ci-dessous détaille l'impôt différé figurant dans l'état consolidé de situation financière et les variations comptabilisées en « Charge d'impôt » :

Groupe - 2024 (En millions de dollars.)	Impôt différé actif/(passif)	Compte de résultat consolidé	Autres éléments du résultat global / Capitaux propres
Amortissement accéléré	1		
Rémunération différée	148	8	-36
Ajustement transitoire	-4		-2
Différences temporelles dues aux modifications du risque de crédit propre de la Société	143		-24
Plus-values/(Moins-values) latentes		-3	
	288	5	-62

Groupe - 2023 (En millions de dollars.)	Impôt différé actif/(passif)	Compte de résultat consolidé	Autres éléments du résultat global / Capitaux propres
Amortissement accéléré	1		
Rémunération différée	120	5	-14
Ajustement transitoire	-6		-1
Différences temporelles dues aux modifications du risque de crédit propre de la Société	119	-1	-69
Plus-values/(Moins-values) latentes	-3		
	231	4	-84

Société - 2024 (En millions de dollars.)	Impôt différé actif/(passif)	Compte de résultat consolidé	Autres éléments du résultat global / Capitaux propres
Amortissement accéléré	1	—	—
Rémunération différée	147	8	-36
Ajustement transitoire	-4	—	-2
Différences temporelles dues aux modifications du risque de crédit propre de la Société	143	—	-24
Plus-values/(Moins-values) latentes	—	-3	—
	287	5	-62

Société - 2023 (En millions de dollars.)	Impôt différé actif/(passif)	Compte de résultat consolidé	Autres éléments du résultat global / Capitaux propres
Amortissement accéléré	1	—	—
Rémunération différée	119	5	-14
Ajustement transitoire	-6	—	-1
Différences temporelles dues aux modifications du risque de crédit propre de la Société	119	-1	-69
Plus-values/(Moins-values) latentes	-3	—	—
	230	4	-84

Le taux statutaire mixte du Royaume-Uni est de 28 % pour l'exercice, y compris une surtaxe d'impôt sur les sociétés de 3 % sur les bénéfices des sociétés bancaires.

L'actif d'impôt différé net indiqué ci-dessus a été comptabilisé sur la base de l'évaluation de la direction selon laquelle il est probable que le Groupe dégagera des bénéfices imposables suffisants pour utiliser les différences temporelles.

20. – Engagements

Au 31 décembre 2024 et 2023, les engagements en cours et les passifs éventuels du Groupe et de la Société résultant d'instruments financiers hors bilan ressortaient comme suit :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Engagements (1)		
Engagements de prêts	207	19
Garanties	357	340
Titres non réglés achetés en vertu de conventions de prise en pension (2)	47 788	45 568
Titres non réglés vendus en vertu de conventions de mise en pension (2)	36 467	30 618
Autres engagements	16	42

(1) Certains engagements de prêt, titres à terme vendus dans le cadre d'accords de rachat et garanties sont classés comme des instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat conformément aux notes 3(c)(i) et 3(c)(ii).

(2) Les titres non réglés achetés dans le cadre d'accords de revente et vendus dans le cadre d'accords de rachat ont une date de transaction au 31 décembre ou avant et sont réglés après la fin de l'année. Les montants indiqués reflètent l'obligation de transférer ou de recevoir des paiements en espèces à une date future.

21. – Instruments de capitaux propres

(En millions de dollars.)	2024	2023
Émises et entièrement libérées :		
Actions ordinaires d'une valeur unitaire de 1 USD	10 935	10 935
Actions ordinaires de 1 GBP chacun (1)	30	30
Actions ordinaires de catégorie A d'une valeur unitaire de 1 USD :	1 500	1 500
Fonds propres AT1(2)	4 300	4 300
Total des instruments de capitaux propres 31 décembre	16 765	16 765
(1) Les actions ordinaires d'un dollar chacune portent 99,8 % des droits de vote (2023 : 99,8 %)		
Les actions ordinaires de 1 GBP chacune représentent 0,2 % des droits de vote (2023 : 0,2 %)		
Les actions ordinaires sont pari passu les unes avec les autres, indépendamment devise.		
(2) Les actions ordinaires de classe A et le capital supplémentaire de niveau 1 ne sont pas porteurs tout droit de vote (2023 : sans droit de vote)		

Instruments de capitaux propres

Au 31 décembre 2024, le total des instruments de capitaux propres que la Société a autorisés et émis s'élevait à 16 765 millions de dollars (31 décembre 2023 : 16 765 millions de dollars), comprenant 10 935 105 148 actions ordinaires d'une valeur unitaire de 1 USD, 17 615 107 actions ordinaires d'une valeur unitaire de 1 GBP, 1 500 000 000 actions ordinaires de classe A sans droit de vote d'une valeur unitaire de 1 USD et des instruments de fonds propres Additional Tier 1 de 4 300 millions de dollars (31 décembre 2023 : 4 300 millions de dollars). Tous les instruments de capitaux propres sont entièrement libérés. Aucun changement dans les instruments de capitaux propres de la Société depuis le 1^{er} janvier 2024 (2023 : aucun changement).

Actions ordinaires

Les porteurs des actions ordinaires ont droit à recevoir des dividendes tels que déclarés de temps à autre et, à l'exclusion des détenteurs de la classe A ordinaire actions, ont droit, à main levée, à un vote et, au scrutin, un vote par action assemblées des actionnaires de la Société. Tous les actions ont rang égal égale en ce qui concerne Actifs nets résiduels de la Société. Toutes les actions ordinaires sont comptabilisées aux taux de change décision à la date du paiement d es actions.

Fonds propres AT1

Les fonds propresAT1 émis par la Société comprend trois instruments distincts, avec des soldes de 2 200 millions de dollars, 1 300 millions de dollars et 800 millions de dollars, respectivement. Les instruments incluent un mécanisme de déclenchement selon lequel, si le ratio de fonds propres Common Equity Tier 1 de la Société ou du groupe MSI tombe en dessous de 7 %, la BOE, en tant qu'autorité de résolution du Royaume-Uni, a également le pouvoir de déclencher la réduction de la valeur des instruments en exerçant des pouvoirs statutaires dans un scénario de résolution. Dans cette situation, Morgan Stanley International Limited, le porteur de l'AT1, n'aurait plus aucun droit contre le Groupe en ce qui concerne l'AT1.

Les instruments n'ont pas d'échéance définie et sont subordonnés aux créanciers seniors et aux créanciers subordonnés de la Société. Les instruments ne donnent aucun droit à participation à l'actifs nets résiduels de la Société. Les instruments peuvent être appelés à la discrétion de la Société, à partir du 30 novembre 2023 pour l'instrument de 2 200 millions de dollars, à partir du 30 novembre 2025 pour l'instrument de 1 300 millions de dollars et à partir du 30 novembre 2027 pour l'instrument de 800 millions de dollars.

Les coupons sur les instruments sont non cumulatifs. Les coupons sont payables à un taux fixe de 7,5 % par an pour l'instrument de 2 200 millions de dollars, 5,45 % par an pour l'instrument de 1 300 millions de dollars et 7,42 % par an pour l'instrument de 800 millions de dollars. Le paiement du coupon est entièrement à la discrétion de la Société.

Les intérêts des coupons sur les instruments de 2 200 millions de dollars, 1 300 millions de dollars et 800 millions de dollars ont été payés le 2 décembre 2024 (voir note 22).

Réserves**Prime d'émission d'actions**

Le compte « Prime d'émission d'actions » correspond aux capitaux levés lors d'une émission d'actions pour un montant supérieur la valeur nominale des actions.

Réserve de conversion

La « réserve de conversion » comprend toutes les différences de change qui résultent de la conversion du montant des actifs totaux moins les passifs totaux des activités à l'étrangères. L'incidence fiscale de ces mouvements est également incluse dans la « réserve de conversion ».

Réserve d'apport de capital

La « réserve d'apport de capital » comprend les apports en capital faits par la société mère du Groupe aux filiales du Groupe.

Réserve de remboursement du capital

La « réserve de remboursement du capital » représente les transferts du report à nouveau effectués les exercices précédents, conformément à la législation en vigueur.

Réserve pour les retraites

La « réserve pour les retraites » comprend les profits ou pertes actuariels cumulés sur les actifs et obligations du régime, nets de l'impôt actuel et de l'impact du plafond de surplus d'actifs (voir note 33).

Réserve pour les écarts de réévaluation de la dette

La « réserve pour les écarts de réévaluation de la dette » inclut la variation cumulée de la juste valeur de certaines dettes financières désignées à la juste valeur par le biais du compte de résultat, attribuable aux changements du risque de crédit de ces dettes à la date de clôture, ainsi que l'effet fiscal de ces mouvements.

22. – Dividendes

Dividendes sur actions ordinaires versés à MSIUK

2024 (En millions de dollars.)

Type	Date		Par Part du montant (USD)
Ordinaire	18-avr-24	180	0.014
Ordinaire	19-sept-24	345	0.028
Extraordinaire	19-sept-24	500	0.040
		1 025	

2023 (En millions de dollars.)

Type	Date		Par Part du montant (USD)
Ordinaire	18-avr-24	1 000	0.080
Ordinaire	19-sept-24	180	0.014
		1 180	

Le 18 mai 2023, le Conseil d'Administration a approuvé que la Société vise un dividende ordinaire de 50 % du bénéfice non distribué, après l'impact des distributions AT1, sous réserve des opportunités stratégiques évolutives et des exigences en matière de capital. Voir la note 21 pour plus de détails.

Le 3 avril 2025, le Conseil d'Administration a approuvé un dividende final de 160 millions de dollars (0,013 \$ par action ordinaire) conformément à la politique.

Coupons sur les instruments AT1

Les dividendes AT1 ont été versés à MSI à partir des réserves disponibles pour distribution le 2 décembre 2024 et le 30 novembre 2023.

Instrument (En millions de dollars.)	2024	2023
2 200 millions USD AT1	165	165
1 300 millions USD AT1	71	71
800 millions USD AT1	59	87
	295	323

23. – Informations complémentaires sur les flux de trésorerie**a. – Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes suivants, qui ont une échéance inférieure à trois mois à compter de la date d'acquisition :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Trésorerie et dépôt à court terme	16 711	18 403
Prêts et découverts bancaires	-2	-2
	16 709	18 401

Le poste « Trésorerie et dépôts à court terme » du Groupe et de la Société comprend un montant de 6 758 millions de dollars (2023 : 8 334 millions de dollars) représente des fonds clients ségrégués, détenus conformément aux règles de la FCA sur les fonds des clients. De plus, un montant de 172 millions de dollars pour le Groupe (2023 : 239 millions de dollars) et de 93 millions de dollars pour la Société (2023 : 149 millions de dollars) qui correspondent à d'autres avoirs clients non disponibles pour utilisation. La dette correspondante est comptabilisée et incluse dans la rubrique « Dettes d'exploitation et autres dettes ».

b. – Rapprochement des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

(En millions de dollars.)	Note	2024	2023
Résultat de l'exercice		1 425	1 049
Retraitements pour :			
Perte/(reprise) de valeur nette sur instruments financiers		-1	—
Amortissement des immobilisations corporelles		7	6
Provisions	18	-18	-5
Produits financiers	6	-12 697	-11 460
Charges financières	6	14 385	12 374
Charge d'impôt sur le résultat	8	534	239
Paielements fondés sur des action		47	25
Gain sur modification des dettes subordonnées		2	-2
Flux de trésorerie d'exploitation avant variations des actifs et passifs d'exploitation		3 684	2 226
Variation des actifs d'exploitation			
Augmentation nette des financements garantis		4 515	9 811
Diminution nette des prêts et avances		50	-70
(Augmentation)/diminution nette des créances d'exploitation et autres		-1 576	7 920
Diminution/(augmentation) nette des titres de placement		99	16
Diminution nette des actifs financiers détenus à des fins de négociation		-32 960	-7 511
Augmentation nette des autres actifs		-374	-291
		-30 246	9 875
Variation des passifs d'exploitation			
(Diminution)/augmentation nette des emprunts garantis		-311	11 412
Augmentation nette des Dettes d'exploitation et autres		-7 588	-10 797
Diminution nette de la dette et des autres emprunts		-8 487	14 868

Diminution nette des passifs financiers détenus à des fins de négociation		44 518	-24 152
Diminution nette des autres passifs		-48	-38
Augmentation/(diminution) nette des provisions		-14	-7
		28 070	-8 714
Intérêts reçus		12 866	11 494
Intérêts versés		-13 601	-11 939
Impôt sur les bénéfices payé		-169	-159
Effet des variations de change		613	-190
Flux de trésorerie nets des activités d'exploitation		1 217	2 593

c. – Rapprochement des capitaux propres et des passifs résultant des activités de financement

(En millions de dollars.)	Note	AT1	Prêts subordonnés seniors	Prêts Subordonnés	Total des capitaux propres et passifs provenant des activités de financement
Solde au 1 ^{er} janvier 2023		4 300			
Émission	17	—	2 800	1 200	4 000
Remboursement	17	—	—	-5 000	-5 000
Profit sur la modification de la dette subordonnée		—	—	-2	-2
Solde au 31 décembre 2023 et au 1 ^{er} janvier 2024		4 300	6 700	5 096	16 096
Émission	17	—	—	—	—
Remboursement	17	—	—	—	—
Perte sur modification de la dette subordonnée		—	—	2	2
Solde au 31 décembre 2024		4 300	6 700	5 098	16 098

24. – Échéance prévue des actifs et des passifs

Le tableau ci-dessous présente une analyse des actifs et des passifs en fonction du moment où ils devraient être récupérées, réalisées ou réglées.

Groupe (En millions de dollars.)	2024			2023		
	Inférieur ou égal à douze mois	Plus de douze mois	Total	Inférieur ou égal à douze mois	Plus de douze mois	Total
Actifs						
Financements garantis	115 154	299	115 453	119 692	276	119 968
Prêts et avances	26	57	83	90	43	133
Titres de placement	—	27	27	—	126	126
Créances d'exploitation et autres	75 103	135	75 238	73 045	780	73 825
Actifs d'impôt différé	58	230	288	46	185	231
Immobilisations corporelles	—	35	35	—	33	33
Autres	386 952	2	386 954	355 732	2	355 734
	577 293	785	578 078	548 605	1 445	550 050
Passifs						
Emprunts garantis	102 796	2 271	105 067	103 263	2 115	105 378
Dettes d'exploitation et autres	78 662	223	78 885	86 240	333	86 573
Dettes et autres emprunts	7 142	32 381	39 523	12 586	35 354	47 940
Dette subordonnée	—	11 798	11 798	—	11 796	11 796
Engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	—	5	5	—	4	4
Autres	319 167	21	319 188	274 753	—	274 753
	507 767	46 699	554 466	476 842	49 602	526 444

Société (En millions de dollars.)	2024			2023		
	Inférieur ou égal à douze mois	Plus de douze mois	Total	Inférieur ou égal à douze mois	Plus de douze mois	Total
Actifs						

Financements garantis	115 154	299	115 453	119 626	276	119 902
Prêts et avances	26	14	40	90	13	103
Titres de placement	—	26	26	—	125	125
Créances d'exploitation et autres	75 264	117	75 381	73 153	764	73 917
Actifs d'impôt différé	58	229	287	46	184	230
Immobilisations corporelles	—	139	139	—	128	128
Investissements dans des filiales	—	21	21	—	16	16
Autres	386 514	2	386 516	355 197	2	355 199
	577 016	847	577 863	548 112	1 508	549 620
Passifs						
Emprunts garantis	102 796	2 046	104 842	103 198	1 866	105 064
Dettes d'exploitation et autres	78 793	223	79 016	86 250	333	86 583
Dettes et autres emprunts	7 142	32 395	39 537	12 587	35 314	47 901
Dettes subordonnée	—	11 798	11 798	—	11 796	11 796
Engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	—	2	2	—	1	1
Autres	319 156	21	319 177	274 684	—	274 684
	507 887	46 485	554 372	476 719	49 310	526 029

25. – Informations sectorielles

Les informations sectorielles concernant le Groupe sont présentées pour les différentes entités commerciales et zones géographiques du Groupe. La segmentation par secteur d'activité et la segmentation par zone géographique reprennent la structure de gestion et de reporting interne du Groupe. Les opérations effectuées entre les secteurs d'activité se font à des conditions commerciales normales.

Segments d'activité

Morgan Stanley structure ses segments d'activité principalement en fonction de la nature des produits et services financiers fournis aux clients et de la structure de gestion interne de Morgan Stanley. Les segments d'activités du Groupe sont cohérents avec ceux de Morgan Stanley.

Le Groupe doit présenter un secteur d'activité, le secteur Valeurs mobilières institutionnelles, qui comprend les activités suivantes ; services de conseil financier et de levée de fonds, prêts aux entreprises, activités de vente, de négoce, de financement et de tenue de marché relatives aux actions, aux titres à revenu fixe et aux produits connexes, notamment « global macro », le crédit et les matières premières, et les activités de placement. Le Groupe est un contributeur clé à l'exécution de la stratégie mondiale du segment Institutional Securities du groupe Morgan Stanley.

Segments géographiques

Le Groupe opère dans trois régions géographiques, la région EMEA, les Amériques et l'Asie.

Le tableau suivant présente des quelques éléments du compte de résultat consolidé et l'état consolidé de la situation financière des opérations du Groupe par zone géographique. Les revenus nets, le bénéfice avant impôt et le total des actifs rapportés dans les tableaux ci-dessous sont basés sur les informations financières utilisées pour produire les états financiers du Groupe. Cela reflète la vision régionale gérée des opérations du Groupe basée sur le lieu où les transactions sont enregistrées.

Informations Géographique (En millions de dollars.)	Produit net		Résultat avant impôt		Total des actifs	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
EMEA	4 699	4 300	751	506	274 204	291 853
Asie	2 324	1 833	938	615	116 143	113 131
Amériques	552	436	270	167	187 731	145 066
Total	7 575	6 569	1 959	1 288	578 078	550 050

26. – Gestion des risques

26.1. – Risque de marché

Le risque de marché fait référence au risque de variation d'un ou plusieurs cours du marché, taux, écarts, indices, volatilités implicites (la volatilité des prix de l'instrument sous-jacent imputée à partir des prix des options), corrélations ou d'autres facteurs de marché, tels que la liquidité du marché, entraîne des pertes pour une position ou un portefeuille.

Des informations supplémentaires sur les principales expositions au risque de marché, la gestion du risque de marché ainsi que la méthodologie VaR, les hypothèses et les limitations sont présentées dans la sous-section 'Risque de marché' de la section 'Gestion des risques' du Rapport Stratégique.

26.1.1. – Expositions au risque de marché primaire

Au cours de l'exercice, la Société a été exposée à un large éventail de risque de marché liés aux marchés mondiaux sur lesquels elle mène ses activités de négociation. Ces facteurs de risque de marché comprennent les risques de taux d'intérêt et de spread de crédit, de cours des actions, de taux de change et de prix des matières premières ainsi que les volatilités implicites associées.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt et de spread de crédit, ainsi qu'aux risques de volatilité implicite associés, en raison de ses activités de tenue de marché sur des instruments financiers sensibles aux taux d'intérêt ou au crédit (par exemple, le risque découlant de la variation du niveau des taux d'intérêt, de la forme de la courbe des taux et des écarts de crédit). Les activités donnant lieu à ces expositions et les marchés sur lesquels la Société est active incluent, sans s'y limiter : les dérivés de taux d'intérêt et de crédit, la dette d'entreprise et d'État sur les marchés développés et émergents et la dette adossée à des actifs (y compris les titres liés aux hypothèques).

La Société est exposée au risque de cours des actions et de volatilité implicite en raison de ses activités de tenue de marché sur les actions et instruments dérivés ainsi que d'autres positions (notamment des positions sur des entités non cotées). Les positions sur des entités non cotées peuvent inclure, mais sans s'y limiter, des expositions au capital-investissement, au capital-risque, aux partenariats privés, aux fonds immobiliers et à d'autres fonds. Ces positions sont moins liquides, ont un horizon d'investissement plus longs et sont plus difficiles à couvrir que les actions cotées.

La Société est exposée au risque de taux de change et de volatilité implicite en raison de ses activités de tenue de marché sur les devises étrangères et les dérivés de change, de ses positions de change et de la détention d'instruments financiers libellés dans des devises autres que le dollar américain.

La Société a une exposition aux matières premières. Cette exposition est due au risque de prix et de volatilité implicite résultant des activités de tenue de marché sur le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés, le gaz naturel, l'électricité, les émissions, ainsi que les métaux précieux et de base.

26.1.2. – Gestion des Risques

La Société gère ses positions de de marché en recourant à un ensemble de stratégies d'atténuation du risque. Ces stratégies comprennent la diversification des expositions au risque et la couverture. Les activités de couverture consistent à acheter ou à vendre des positions sur des titres et instruments financiers connexes, y compris une variété de produits dérivés (par exemple, contrats à terme, contrats à terme fermes, swaps et options). Les activités de couverture ne permettent pas toujours d'atténuer de manière efficace contre les pertes de trading dues à des différences de clauses, à des caractéristiques particulières ou à tout autre risque de base pouvant exister entre l'instrument de couverture et le risque couvert. Les modèles de risque sont conçus pour s'assurer que ces différences sont prises en compte et correctement capitalisées.

La Société gère et surveille ses expositions au risque de marché, notamment les risques directs et de base, de manière à avoir un portefeuille que la Société juge correctement diversifié dans l'ensemble au regard des facteurs de risque de marché et qui reflète la tolérance globale au risque de la Société, telle qu'établie par le Conseil d'administration. L'efficacité des couvertures et des mesures d'atténuation est surveillée à l'aide de processus tels que le reporting des risques et des limites.

Des limites globales de risque de marché ont été approuvées pour la Société conformément à l'appétit pour le risque défini par le Conseil d'administration. Des limites supplémentaires de risque de marché sont attribuées, le cas échéant, aux bureaux de négociation, aux produits et/ou aux régions et sont proportionnelles aux limites globales. Le MRD surveille les indicateurs du risque de marché par rapport aux limites conformément aux politiques établies par le Conseil d'administration de MSI et les instances dirigeantes.

26.1.3. – Évaluation - Valeur à Risque

La Société utilise, entre autres outils, la technique statistique dite de la VaR (Value at Risk) pour mesurer, surveiller et examiner les expositions au risque de marché de ses portefeuilles de trading. Le MRD calcule et transmet quotidiennement les mesures de risque fondées sur la VaR aux divers niveaux de la direction.

Pour calculer la VaR, la Société utilise un modèle basé sur la simulation historique, ajustée par la volatilité, des principaux facteurs de risque de marché, les risques de fonds propres de signature spécifiques, et une simulation de Monte Carlo pour le risque propre à des signatures de certaines actions de sociétés, obligations, prêts et dérivés connexes. Les mouvements quotidiens des facteurs de risque de marché sont modélisés la forme de variation des écarts ou de taux d'évolution, en fonction du processus stochastique le plus approprié (processus de diffusion normal ou log-normal) pour décrire les changements quotidiens des facteurs de risque. Le modèle construit une distribution de variations quotidiens hypothétiques dans la valeur des portefeuilles de trading basée sur : l'observation historique des variations quotidiennes dans les principaux indices de marché ou d'autres facteurs de risque de marché ; et des informations sur la sensibilité des valeurs des portefeuilles à ces variations de facteurs de risque de marché.

26.1.4. – Méthodologie VaR, hypothèses et limites

La méthodologie de la VaR au sein du groupe Morgan Stanley est la simulation historique sur un an. Les profits et pertes de la VaR sont fondées sur les sensibilités exprimées en lettres grecques et les grilles de réévaluation complète, en combinaison avec des profits et pertes basés sur une réévaluation complète. Les simulations historiques couvrent à la fois les composantes de risque systématique et spécifique. Les données des séries chronologiques sont mises à jour chaque semaine, à l'exception des facteurs de risque idiosyncratiques qui sont mis à jour trimestriellement.

Un ensemble de processus et de contrôles internes garantit que toutes les positions de marché prises par la Société sont incluses dans la VaR. La VaR de gestion est calculée pour un niveau de confiance de 95 % sur un horizon d'une journée, ce qui est un indicateur utile des pertes potentielles de trading résultant de mouvements défavorables quotidiens du marché. La VaR à 95 % sur un horizon d'une journée correspond à la moins-value latente de la valeur du portefeuille qui, basée sur l'observation historique des mouvements des facteurs de risque de marché, aurait été dépassée avec une fréquence de cinq fois tous les 100 jours de négociation, si le portefeuille était resté constant sur une journée.

La Société utilise la VaR comme l'un des nombreux outils de gestion des risques. Entre autres avantages, les modèles de la VaR permettent d'estimer l'exposition globale d'un portefeuille au risque de marché, en intégrant une gamme de risques de marché et d'actifs de portefeuille. Un élément clé du modèle de VaR est qu'il reflète la diversification du portefeuille ou les activités de couverture.

Cependant, la VaR présente plusieurs limites, notamment : l'utilisation de variations historiques des facteurs de risque de marché, qui peuvent ne pas être des indicateurs exacts des conditions futures du marché, et peuvent ne pas intégrer totalement le risque d'événements de marché extrêmes sur le marché qui sont hors normes par rapport au comportement historique observé sur le marché ou reflètent la répartition historique des résultats au-delà de l'intervalle de confiance de 95 % ; de plus, elle mesure les pertes d'une seule journée, ce qui ne reflète pas le risque des positions qui ne peuvent être liquidées ou couvertes en un seul jour. La VaR n'inclut pas une faible part du risque de marché généré par les positions de trading.

La modélisation des caractéristiques de risque de certaines positions repose sur des approximations qui, dans certains cas, peuvent engendrer des résultats significativement différents de ceux obtenus à l'aide de mesures plus précises. La VaR convient particulièrement en tant que mesure de risque pour les positions de trading sur les marchés financiers liquides et sous-estime le risque associé à des événements graves, tels que des périodes d'illiquidité extrême. Conscient de ces limites, la Société considère la VaR uniquement comme une composante parmi d'autres de son processus de contrôle de la gestion des risques. Ce processus intègre également des tests de résistance et des analyses de scénarios, ainsi qu'une surveillance, une analyse et une quantification approfondies des risques non capturés par la VaR, et un contrôle au niveau des bureaux de négociation, des divisions, des entités et de la Société.

La Société analyse et améliore régulièrement les méthodologies et les hypothèses de la VaR afin de capturer les risques évolutifs associés aux modifications de la structure et de la dynamique du marché. Dans le cadre de l'amélioration régulière des processus, des facteurs de risque systématiques et spécifiques peuvent être ajoutés pour améliorer la capacité du modèle de VaR à estimer plus précisément les risques liés à des secteurs ou catégories d'actifs spécifiques.

Les statistiques de VaR indiquées ci-dessous sont des estimations fondées sur des données historiques, la VaR ne doit pas être considérée comme un moyen de prévoir le chiffre d'affaires ou les performances financières à venir de la Société ni son aptitude à assurer la gestion du risque. Rien ne garantit que les pertes réelles de la Société pour un jour donné n'excéderont pas les montants de VaR indiqués dans les paragraphes suivants ou que de telles pertes ne se produiront

pas plus de cinq fois en 100 jours de négociation pour une VaR à 95 % sur une journée. La VaR ne permet pas de prévoir l'ampleur des pertes qui, si elles se produisent, peuvent être significativement supérieures au montant de la VaR.

Les statistiques de VaR ne sont pas facilement comparables entre les entreprises du fait des différences entre les portefeuilles des entreprises, les hypothèses de modélisation et les méthodologies. Ces différences peuvent entraîner des estimations sensiblement différentes de VaR entre les entreprises pour des portefeuilles similaires. L'impact de ces différences varie en fonction des hypothèses historiques des facteurs, de la fréquence de mise à jour de l'historique des facteurs et du niveau de confiance. En conséquence, les statistiques de VaR sont plus utiles lorsqu'elles sont interprétées en tant qu'indicateurs de tendances du profil de risque d'une entreprise plutôt que comme un indicateur absolu du risque à comparer entre les entreprises.

26.1.5. – la VaR pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Le tableau ci-dessous présente la VaR de gestion pour le portefeuille de négociation de la Société à la fin d'année, la valeur moyenne, et les niveaux annuels les plus élevés et les plus bas pour le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023.

(En millions de dollars.)	% VaR d'un jour pour l'exercice clos le 31 décembre 2024				% VaR d'un jour pour l'exercice clos le 31 décembre 2023			
	A la clôture	Moyenne	Haute	Basse	A la clôture	Moyenne	Haute	Basse
Catégorie de risque de marché :								
Taux d'intérêt et spread de crédit	10	13	21	9	13	17	25	13
Cours des actions	12	16	23	10	12	18	24	11
Taux de change	14	7	15	3	5	6	13	3
Prix des matières premières	1	2	10	—	1	9	13	1
Moins gain de diversification (1)(2)	-16	-15	S.O.	S.O.	-13	-26	S.O.	S.O.
Principales catégories de risque de marché	21	23	28	17	18	24	30	17
Portefeuille de crédit (3)	4	5	6	4	6	8	12	6
Moins gain de diversification (1)(2)	-5	-4	S.O.	S.O.	-4	-5	S.O.	S.O.
VaR de gestion totale	20	24	30	18	20	27	36	20

(1) Le gain de diversification correspond à la différence entre la VaR totale de trading et la somme des VaR pour les quatre catégories de risque. Ce gain tient au fait que les pertes simulées sur une journée pour chacune des quatre principales catégories de risque de marché primaire se produisent à des jours différents ; des gains de diversification similaires sont également pris en compte au sein de chaque catégorie.

(2) N/A – Non applicable. Les valeurs minimales et maximales de VaR pour la VaR totale et chacune des VaR composantes peuvent avoir eu lieu à des jours différents au cours de l'année et, par conséquent, le bénéfice de diversification n'est pas une mesure applicable.

(3) La VaR du portefeuille de crédit est présentée comme une catégorie distincte des principales catégories de risque primaire et comprend les prêts qui sont comptabilisés à la valeur et les couvertures associées, ainsi que les ajustements de valorisation de crédit de contrepartie et les couvertures connexes.

26.1.6. – Risques non liés à la négociation pour l'exercice terminée le 31 décembre 2024

La Société estime que l'analyse de sensibilité constitue une représentation appropriée des risques hors trading de la Société. Cette analyse, qui couvre la quasi-totalité des risques hors trading du portefeuille de la Société, à l'exception des ajustements liés à l'évaluation de crédit des contreparties, qui sont couverts dans la section précédente, est présentée ci-dessous.

26.1.7. – Risques de taux d'intérêt

La VaR de la Société exclut certains passifs de financement et opérations sur le marché monétaire qui sont dans le portefeuille bancaire.

L'application d'un déplacement parallèle des taux d'intérêt de 200 points de base à la hausse ou à la baisse sur ces positions entraînerait une perte ou un gain net, respectivement, de 46,5 millions de dollars au 31 décembre 2024. Cela se compare à une perte ou un gain net de 64,2 millions de dollars au 31 décembre 2023.

26.1.8. – Obligations de financement

La sensibilité au risque des spread de crédit sur ses obligations de financement en valeur de marché de la Société correspond à une augmentation de valeur d'environ 6,8 millions de dollars et 6,9 millions de dollars pour chaque augmentation d'un point de base du spread de crédit du Groupe au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, respectivement.

26.1.9. – Risque de prix des investissements en actions

Le Groupe et la Société sont exposés au risque de cours des actions résultant des variations de la juste valeur de leurs investissements dans des actions cotées et privées classées comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat (« FVPL »). Ces investissements sont principalement des positions en actions avec une perspective d'investissement à long terme, dont la majorité est détenue à des fins de facilitation des affaires. Le risque de marché lié à ces investissements est mesuré en estimant la réduction potentielle des revenus nets associée à une baisse de 10 % des valeurs des actifs, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

(En millions de dollars.)	2024 - Sensibilité de 10 %	2023 - Sensibilité de 10 %
Titres de placement	3	13

26.1.10. – Risque de change

Le Groupe et la Société sont exposés au risque de change résultant de ses activités à l'étranger. La majorité de ce risque de change a été couvert par d'autres membres du Groupe Morgan Stanley, principalement Morgan Stanley, à l'aide de contrats de change à terme.

Le Groupe et la Société sont également exposés au risque de change résultant de leurs activités de trading en monnaies autres que le dollar américain. Le Groupe et la Société gèrent activement cette exposition en se couvrant avec d'autres entités du Groupe Morgan Stanley.

L'analyse ci-dessous présente en détail l'exposition au risque de change pour le Groupe et la Société, par devise étrangère, relatif à la conversion des états financiers de ses succursales et filiales qui ne sont pas libellées en dollars des États-Unis. Les plus grandes expositions au risque de change du Groupe et de la Société sont déterminées par la succursale sud-coréenne de la Société et à Morgan Stanley Taiwan Limited, une filiale directe de la Société. L'analyse calcule l'impact sur le résultat global total d'une évolution parallèle raisonnablement possible de la devise étrangère par rapport au dollar des États-Unis, toutes les autres variables restantes inchangées par ailleurs. Cette analyse ne prend pas en compte l'effet des couvertures de change détenues par d'autres membres du Groupe Morgan Stanley.

Groupe (En millions de dollars.)	2024 - Sensibilité à la variation appliquée en pourcentage en devise (+/-)			2023 - Sensibilité à la variation appliquée en pourcentage en devise (+/-)		
	Exposition aux devises étrangères	Variation en pourcentage appliqué	Autres éléments du résultat global	Exposition aux devises étrangères	Variation en pourcentage appliqué	Autres éléments du résultat global
Euro	64	9 %	6	-34	9 %	-3
Nouveau dollar de Taïwan	211	11 %	23	199	11 %	22
Won sud-coréen	394	14 %	55	400	9 %	38
Franc suisse	45	9 %	4	45	9 %	4
	714		88	610		61

Société (En millions de dollars.)	2024 - Sensibilité à la variation appliquée en pourcentage en devise (+/-)			2023 - Sensibilité à la variation appliquée en pourcentage en devise (+/-)		
	Exposition aux devises étrangères	Variation en pourcentage appliqué	Autres éléments du résultat global	Exposition aux devises étrangères	Variation en pourcentage appliqué	Autres éléments du résultat global
Euro	52	9 %	5	55	9 %	5
Won sud-coréen	394	14 %	55	400	9 %	38
Franc suisse	45	9 %	4	45	9 %	4
	491		64	500		47

Le pourcentage raisonnablement possible de variation du taux de change entre la devise et le dollar US a calculé en fonction de la plus grande variation en pourcentage sur la période de 5 ans par rapport à 1 janvier 2019 au 31 décembre 2024 (2023 : 1 janvier 2018 au 31 décembre 2023).

Le Groupe a également une exposition au risque de change découlant de ses activités de trading sur actifs et passifs libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis, qu'il gère activement en le couvrant auprès d'autres Société du groupe Morgan Stanley.

26.2. – Risque de crédit

Le risque de crédit concerne le risque de perte lorsqu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations financières envers le Groupe MSI. Le risque de crédit comprend le risque pays, qui est décrit plus en détail ci-dessous. Des informations supplémentaires sur la surveillance, le contrôle et l'atténuation du risque de crédit sont présentées dans la sous-section

'Risque de crédit' de la section 'Gestion des risques' du Rapport stratégique. La sous-section 'Exposition au risque pays et souverain' ne fait pas partie des états financiers audités.

26.2.1. – Gestion et évaluation des risques

26.2.1.1. – Surveillance et contrôle

Afin de contribuer à protéger le Groupe contre des pertes résultant de ses activités commerciales, le Département de gestion du risque de crédit évalue, surveille, contrôle et escalade le risque de crédit au niveau des transactions, des débiteurs et des portefeuilles. Le Département de gestion du risque de crédit veille également à ce que la solvabilité des contreparties du Groupe soit examinée régulièrement. L'évaluation des contreparties comprend une évaluation de la probabilité qu'un débiteur fasse défaut sur ses obligations financières et des pertes éventuelles qui pourraient survenir en cas de défaut. L'exposition au risque de crédit est également gérée activement par divers comités de risque, dont les membres incluent des individus du Département de gestion du risque de crédit.

Le référentiel de limites de crédit du Groupe MSI est l'un des principaux outils utilisés pour surveiller, gérer et contrôler les expositions au risque de crédit. Le Conseil d'administration de MSI approuve des limites qui reflètent la tolérance au risque de crédit du Groupe MSI et servent de base à l'établissement de limites plus détaillées. Le cadre des limites de crédit comprend des limites par nom unique et des limites de concentration de portefeuille par pays, industrie et type de produit. Les limites sont attribuées en fonction de plusieurs facteurs, y compris la taille de la contrepartie et la probabilité de défaut de la contrepartie.

Le Département de gestion du risque de crédit travaille également en étroite collaboration avec le Département de gestion du risque de marché et les unités opérationnelles concernées afin de surveiller les expositions aux risques et effectuer des tests de résistance pour identifier, analyser et contrôler les concentrations de risque de crédit découlant des activités de prêt et de trading du Groupe. Les tests de résistance soumettent à des chocs les facteurs de marché (par exemple, les taux d'intérêt, les cours des matières premières, les spreads de crédit) et les paramètres de risque (par exemple, les probabilités de défaut et les pertes en cas de défaut) pour évaluer l'impact des tensions sur les expositions, les profits et pertes, et la position en capital du Groupe. Les tests de résistance sont effectués conformément aux politiques et procédures établies du Groupe MSI.

26.2.1.2. – Évaluation du crédit

L'évaluation des contreparties comprend l'attribution aux débiteurs de notes de crédit, qui reflètent une évaluation de la probabilité de défaut et des pertes en cas de défaut d'un débiteur. Les évaluations de crédit impliquent généralement l'évaluation des états financiers, de l'endettement, de la liquidité, de la solidité du capital, de la composition et de la qualité des actifs, de la capitalisation boursière, de l'accès aux marchés de capitaux, et dans le cas de certains prêts, des projections de flux de trésorerie et des obligations au titre de service de la dette. Le Département de gestion du risque de crédit évalue également la stratégie, la position sur le marché, la dynamique du secteur, la gestion et autres facteurs qui pourraient affecter le profil de risque du débiteur. En plus, le Département de gestion du risque de crédit évalue la position relative de l'exposition du Groupe dans la structure de capital de l'emprunteur et les perspectives de recouvrement relatives, ainsi que l'adéquation des garanties (si applicable) et d'autres éléments structurels de la transaction particulière.

En plus d'évaluer et de surveiller son exposition et son risque de crédit au niveau individuel des débiteurs, le Groupe examine également son exposition et son risque de crédit par région géographique. Au 31 décembre 2024, le Groupe n'avait pas de concentration géographique de risque significative mais avait une exposition au crédit en Amérique du Nord, en Asie et en Europe occidentale. En plus, le Groupe accorde une attention particulière aux expositions de moindre importance sur les marchés émergents compte tenu de leur profil de risque spécifique. Les notes maximales pays, c'est-à-dire les notes de crédit maximale qui peut être attribuée à une contrepartie avec un pays de risque désigné, sont calculées en utilisant des méthodologies généralement cohérentes avec celles employées par les agences de notation externes.

Au 31 décembre 2024, les expositions de crédit importantes du Groupe concernaient les entreprises, les institutions financières (notamment les contreparties centrales de compensation), les gouvernements centraux et les banques centrales par le biais de son segment d'activité des titres institutionnels. Le risque peut être encouru par une variété d'activités, y compris, mais sans s'y limiter, les suivantes :

- conclure des contrats dérivés en vertu desquels les contreparties peuvent avoir des obligations de paiement envers le Groupe ;
- accorder du crédit aux clients par le biais d'engagements de prêt ;
- fournir un financement à court ou à long terme garanti par des garanties physiques ou financières dont la valeur peut parfois être insuffisante pour couvrir entièrement le montant du remboursement ;
- déposer des marges et/ou des garanties auprès de chambres de compensation, d'agences de compensation, de bourses, de banques, de sociétés de valeurs mobilières et d'autres contreparties financières ;

- placer des fonds en dépôt dans d'autres institutions financières pour soutenir les obligations de compensation et de règlement du Groupe ;
- investir ou négocier des titres et des pools de prêts, dont la valeur de ces actifs peut fluctuer en fonction des défauts réalisés ou attendus sur les obligations ou prêts sous-jacents.

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, le risque du Groupe pour les industries identifiées comme ayant un risque élevé de transition climatique et physique n'était pas significatif.

26.2.2. – Atténuation des risques

Le Département de gestion du risque de crédit s'efforce d'atténuer le risque de crédit lié à ses activités de prêt et de trading de plusieurs façons. Au niveau des transactions, le Département de gestion du risque de crédit s'emploie à atténuer le risque par la gestion des composantes clés du risque tels que la taille, l'échéance, les clauses financières, la priorité, la compensation et les garanties. Au niveau des débiteurs, le Groupe peut réduire le risque de crédit envers un débiteur direct par le biais de garanties de tiers. En plus, le Groupe peut couvrir activement son exposition au crédit à l'aide de divers instruments financiers qui peuvent inclure des produits dérivés de crédit sur un seul nom, de portefeuille et structurés. Le Groupe peut également vendre, céder ou syndiquer des prêts financés et des engagements de prêt sur les marchés primaires et secondaires des prêts.

26.2.2.1. – Compensation

Le groupe MSI a mis en place des politiques pour l'évaluation de la validité, de l'applicabilité et traitement des accords de netting avec les clients connexion avec ses activités de négociation de produits dérivés et les transactions de type repo. Afin d'établir une exposition similaire avec une contrepartie, un accord de netting validée juridiquement exécutoire doit être en place entre le Groupe et la contrepartie.

26.2.2.2. – Nantissement

Le montant et le type de nantissement requis par le Groupe dépend d'une évaluation des solvabilités de la contrepartie, et toute réglementation pertinente. Les principaux types de garanties détenus sont des liquidités ou des actifs hautement liquides. Le Groupe MSI a des politiques internes sur l'acceptabilité de certaines catégories de garanties ou de mesures d'atténuation du risque de crédit. Le Groupe surveille de près les garanties détenues pour des actifs financiers considérés comme être dépréciés, en termes de crédit, car dans de tels cas, il est jugé plus probable que le Groupe prenne possession des garanties pour atténuer les pertes potentielles sur crédit

26.2.2.3. – Garanties

Une garantie peut réduire le risque de crédit du Groupe à un débiteur direct par le biais d'un accord dans lequel un tiers accepte d'être responsable d'une partie ou de la totalité de la dette ou obligation d'une contrepartie. Le groupe MSI maintien des politiques et des procédures qui définissent le processus de détermination de l'éligibilité des garanties. Seules les garanties éligibles peuvent être utilisées des fins d'atténuation des risques.

26.2.2.4. – Participations

Le Groupe peut également utiliser la participation comme risque technique d'atténuation. Une participation est un accord documenté par lequel un prêteur transfère à un tiers (qui peuvent inclure une société affiliée), certains droits et obligations du prêteur en vertu des accords de crédit applicables, ou une partie de celle-ci, sans transfert d'enregistrement la propriété.

26.2.2.5. – Titres achetés sous Accords de revente et emprunt de titres

Le Groupe gère l'exposition au crédit découlant des titres achetés dans le cadre d'accords de rachat et des transactions de titres empruntés en concluant, dans des circonstances appropriées, des accords de compensation et des accords de garantie avec des contreparties qui fournissent au Groupe, en cas de défaut de la contrepartie, le droit de compenser les droits et obligations d'une contrepartie en vertu de ces accords et de liquider et compenser les garanties détenues par le Groupe contre le montant net dû par la contrepartie. Dans le cadre de ces transactions de titres achetés dans le cadre d'accords de rachat et de titres empruntés, le Groupe reçoit des garanties, y compris des titres du gouvernement des États-Unis et des agences, d'autres obligations de gouvernements souverains, des dettes d'entreprises et autres, et des actions d'entreprises. Le Groupe surveille également la juste valeur des titres sous-jacents par rapport à la créance ou à la dette associée, y compris les intérêts accumulés, et, si nécessaire, demande des garanties supplémentaires pour s'assurer que ces transactions sont adéquatement garanties.

26.2.2.6. – Dérivés

Dans le cadre de ses activités de négociation de dérivés, le Groupe peut conclure des accords de compensation et des arrangements de garantie avec des contreparties. Ces accords de compensation et arrangements de garantie peuvent fournir au Groupe la capacité de demander des garanties, ainsi que de liquider des garanties et de compenser les créances

et dettes couvertes par le même accord de compensation en cas de défaut de la contrepartie. Le Groupe surveille de manière continue la solvabilité des contreparties à ces transactions et demande des garanties supplémentaires conformément aux arrangements de garantie lorsque cela est jugé nécessaire.

26.2.3. – Exposition au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit (« exposition au crédit brute ») du Groupe au 31 décembre 2024 est présenté ci-dessous, sur la base de la valeur comptable des actifs financiers et le montant maximum que le Groupe être amenés à payer concernant des instruments, qui, selon le Groupe, sont soumis au risque de crédit. Le tableau comprend les données financières instruments soumis à la perte de crédit prévue (« ECL ») et non soumis à l'ECL.

Lorsque le Groupe et la Société mettent en place des rehaussements de crédit, notamment la réception de dépôts d'espèces et de titres en garantie et des accords-cadres de compensation, afin de gérer le risque de crédit sur ces instruments financiers, l'effet financier des rehaussements de crédit est décrit ci-dessous. Le risque de crédit net correspond au risque de crédit restant après l'effet des rehaussements de crédit.

La d'actifs financiers détenus à des fins de négociation sont assujettis au risque de crédit par l'exposition à l'émetteur d'actif financier ; le Groupe gère ce risque de crédit émetteur par le biais de son infrastructure de gestion du risque de marché et ce risque crédit négocié est intégrées dans les mesures de risque basées sur la VaR figurant dans la communication du risque de marché. Cependant, les produits dérivés répertoriés sont inclus ci-dessous car ils sont comptabilisés comme ayant une exposition au risque de crédit sur les contreparties centrales.

Exposition au risque de crédit par catégorie

Group Classe (En millions de dollars.)	2024			2023		
	Exposition au crédit : crédit brute	Rehaussements de crédit	Exposition au crédit nette (1)	Exposition au crédit : crédit brute	Rehaussements de crédit	Exposition au crédit nette (1)
Sujets à l'ECL :						
Trésorerie et dépôts à court terme	16 711	—	16 711	18 403	—	18 403
Prêts et avances	76	—	76	133	—	133
Créances commerciales et autres créances (2)	74 578	—	74 578	72 806	—	72 806
Non sujets à l'ECL :						
Négociier des actifs financiers :						
Produits dérivés	281 206	-270 311	10 895	237 738	-228 506	9 232
Financement garanti	115 453	-114 572	881	119 968	-119 365	603
Prêts et avances	7	—	7	—	—	—
Créances commerciales et autres créances (2)	559	-181	378	905	-283	622
	488 590	-385 064	103 526	449 953	-348 154	101 799
Instruments financiers non comptabilisés Non soumis à l'ECL :						
Engagements de prêts	207	-103	104	19	—	19
Titres non réglés achetés en vertu de conventions de prise en pension (3)	47 788	—	47 788	45 568	—	45 568
Total des instruments financiers non comptabilisés	47 995	-103	47 892	45 587	—	45 587
	536 585	-385 167	151 418	495 540	-348 154	147 386

(1) Sur l'exposition résiduelle nette au risque de crédit, des accords de compensation intragroupe entre produits sont en place, ce qui permettrait au groupe de compenser un montant 11 886 millions de dollars sur un montant disponible de 36 067 millions de dollars (au 31 décembre 2023 : 7 835 millions de dollars sur un montant disponible de 31 933 millions de dollars) en cas de défaillance de certaines contreparties de Morgan Stanley.

(2) Les créances d'exploitation et autres comprennent principalement les garanties en espèces nanties par rapport aux créances sur des positions de produits dérivés de gré à gré. Ces passifs dérivés sont inclus dans les passifs financiers de négociation dans l'état consolidé de la situation financière.

(3) Pour les titres non réglés achetés dans le cadre de conventions de prise en pension, une garantie sous forme de titres sera reçue au moment du règlement. Étant donné que la valeur de la garantie est déterminée à une date ultérieure, elle est actuellement impossible de la quantifier et ne figure pas dans le tableau.

Société Classe (En millions de dollars.)	2024			2023		
	Exposition au crédit : crédit brute	Rehaussements de crédit	Exposition au crédit nette (1)	Exposition au crédit : crédit brute	Rehaussements de crédit	Exposition au crédit nette (1)
Sujets à l'ECL :						
Trésorerie et dépôts à court terme	16,336	—	16,336	18,070	—	18,070
Prêts et avances	33	—	33	103	—	103
Créances commerciales et autres créances (2)	74,762	—	74,762	72,898	—	72,898

Non sujets à l'ECL :						
Négociier des actifs financiers :						
Produits dérivés	281,206	-270,311	10,895	-237,740	228,208	9,232
Financement garanti	115,453	-114,572	881	119,902	-119,298	603
Créances commerciales et autres créances (2)	559	-181	378	905	283	622
	488,356	-385,064	103,292	449,618	-348,089	101,529
Instruments financiers non comptabilisés						
Non soumis à l'ECL :						
Engagements de prêts	207	-103	104	19	—	19
Titres non réglés achetés en vertu de conventions de prise en pension (3)	47,788	—	47,788	45,568	—	45,568
Total des instruments financiers non comptabilisés	47,995	-103	47,892	45,587	—	45,587
	536,351	-385,167	151,184	495,205	-348,089	147,116

(1) Sur l'exposition résiduelle nette au risque de crédit, des accords de compensation intragroupe entre produits sont en place, ce qui permettrait de compenser un montant 11 867 millions de dollars sur un montant disponible de 36 027 millions de dollars (au 31 décembre 2023 : 7 813 millions de dollars sur un montant disponible de 31 933 millions de dollars) en cas de défaillance par certaines contreparties de Morgan Stanley.

(2) Les créances d'exploitation et autres comprennent principalement les garanties en espèces nanties sur les positions sur dérivés de gré à gré. Ces passifs dérivés sont inclus dans les passifs financiers de négociation dans l'état de la situation financière.

(3) Pour les titres non réglés achetés dans le cadre d'accords de conventions de prise en pension, des garanties sous forme de titres seront reçues au moment du règlement. Étant donné que la valeur des garanties est déterminée à une date ultérieure, elle est actuellement impossible de la quantifier et ne figure pas dans le tableau.

L'effet des accords de compensation globale et d'accords similaires sur la capacité du Groupe à compenser les actifs financiers et les passifs financiers est présenté à la note 29.

Exposition au risque de crédit par échelon de notation interne

La note de crédit internes est établie à l'aide de méthodologies généralement cohérentes avec celles utilisées par les agences externes :

Catégorie d'investissement : AAA - BBB

Catégorie Non-investissement : BB - CCC

Défaut : D

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable/nominal brut par échelon de notation interne. Toutes les expositions soumises à la perte de crédit attendue (ECL) relèvent de niveau 1, sauf indication contraire.

Groupe - 31 décembre 2024 (En millions de dollars.)	Catégorie investissement				Non-Investissement Classe	Non noté (1)/ Défaut (2)	Total	Net d'ECL
	AAA	AA	A	BBB				
Sous réserve de l'ECL :								
Trésorerie et court terme dépôt								
Étape 1	—	7 268	8 469	830	144	—	16 711	16 711
Étape 3	—	—	—	—	64	—	64	—
Prêts et avances								
Étape 1	—	—	76	—	—	—	76	76
Créances d'exploitation et autres								
Étape 1	2 053	4 577	47 574	10 753	8 411	1 195	74 563	74 563
Étape 3	2	3	7	2	2	43	59	15
	2 055	11 848	56 126	11 585	8 621	1 238	91 473	91 365
Non soumis à l'ECL :								
Actifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	3 630	14 809	207 837	41 066	13 427	437	281 206	281 206
Financement garanti	921	6 941	91 030	5 610	10 930	21	115 453	115 453
Prêts et avances	—	—	—	—	7	—	7	7
Créances d'exploitation et autres	295	—	251	9	—	4	559	559
	4 846	21 750	299 118	46 685	24 364	462	397 225	397 225
Finances non reconnues instruments non concernés à l'ECL								
Titres non réglés achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	—	6 928	34 127	1 313	5 420	—	47 788	47 788
Engagements de prêts	—	3	—	—	145	59	207	207
	—	6 931	34 127	1 313	5 565	59	47 995	47 995

(1) Pour les créances commerciales non notées, une perte de crédit attendue (ECL) sur la durée de vie est calculée sans considérer si une augmentation significative du risque de crédit (SICR) s'est produite.

(2) Au 31 décembre 2024, le défaut de paiement s'élevait à zéro pour l'étape 3.

La provision pour pertes sur la trésorerie et les dépôts à court terme au 31 décembre 2024 s'élève à 64 millions de dollars (31 décembre 2023 : 77 millions de dollars) et la provision pour pertes sur les créances d'exploitation et autres au 31 décembre 2024 est de 41 millions de dollars (31 décembre 2023 : 50 millions de dollars).

Groupe 31 décembre 2023 (En millions de dollars.)	Qualité d'investissement				Non- Investissement Classe	Non noté (1)/ Défaut (2)	Total	Net d'ECL
	AAA	AA	A	BBB				
Sous réserve de l'ECL :								
Trésorerie et court terme dépôt								
Étape 1	—	6 922	10 445	870	166	—	18 403	18 403
Étape 3	—	—	—	—	70	7	77	—
Prêts et avances								
Étape 1	—	—	133	—	—	—	133	133
Créances d'exploitation et autres								
Étape 1	1 362	6026	43 865	12 209	8 793	528	72 783	72 783
Étape 3	2	2	5	5	2	57	73	23
	1 364	12 950	54 448	13 084	9 031	592	91 469	91 342
Non soumis à l'ECL :								
Actifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	3 488	17 959	161 181	41 158	13 872	80	237 738	237 738
Financement garanti								
Prêts et avances	453	9 286	86 280	15 643	8 306	—	119 968	119 968
Créances d'exploitation et autres	518	—	382	—	5	—	905	905
	4 459	27 245	247 843	56 801	22 183	80	358 611	358 611
Finances non reconnues instruments non concernés à l'ECL								
Titres non réglés achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	—	5 498	35 972	646	3 452	—	45 568	45 568
Engagements de prêts	—	2	—	—	17	—	19	19
	—	5 500	35 972	646	3 469	—	45 587	45 587

(1) Pour les créances commerciales non notées, une perte de crédit attendue (ECL) sur la durée de vie est calculée sans considérer si une augmentation significative du risque de crédit (SICR) s'est produite.

(2) Au 31 décembre 2024, il n'y avait aucun montant en défaut de niveau 3.

Société 31 décembre 2024 (En millions de dollars.)	Qualité d'investissement				Non- Investissement Classe	Non noté (1)/ Défaut (2)	Total	Net d'ECL
	AAA	AA	A	BBB				
Sous réserve de l'ECL :								
Trésorerie et court terme dépôt								
Étape 1	—	7 264	8 440	490	142	—	16 336	16 336
Étape 3	—	—	—	—	64	—	64	—
Prêts et avances								
Étape 1	—	—	33	—	—	—	33	33
Créances d'exploitation et autres								
Étape 1	2 053	4 577	47 736	10 753	8 411	1 217	74 747	74 747
Étape 3	2	3	7	2	2	43	59	15
	2 055	11 844	56 216	11 245	8 619	1 260	91 239	91 131
Non soumis à l'ECL :								
Actifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	3 630	14 809	207 837	41 066	13 427	437	281 206	281 206
Financement garanti	921	6 941	91 030	5 610	10 930	21	115 453	115 453
Prêts et avances	—	—	—	—	7	—	7	7
Créances d'exploitation et autres conventions de prise en pension	295	—	251	9	—	4	559	559
	4 846	21 750	299 118	46 685	24 364	462	397 225	397 225
Finances non reconnues instruments non concernés à l'ECL								
Titres non réglés achetés dans le cadre de	—	6 928	34 127	1 313	5 420	—	47 788	47 788
Engagements de prêts	—	3	—	—	145	59	207	207
	—	6 931	34 127	1 313	5 565	59	47 995	47 995

(1) Pour les créances d'exploitation non notées, une perte de crédit attendue (ECL) sur la durée de vie est calculée sans considérer si une augmentation significative du risque de crédit (SICR) s'est produite.

(2) Au 31 décembre 2023, le défaut de paiement s'élevait à zéro de l'étape 3.

26.3. – Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la condition financière ou la solidité globale du groupe MSI soit affectée négativement par une incapacité ou une incapacité perçue à honorer ses obligations financières en temps opportun. Le risque de liquidité englobe les risques de financement associés déclenchés par des événements de stress, qui peuvent entraîner des changements inattendus dans les besoins de financement ou une incapacité à lever de nouveaux financements. Des

informations supplémentaires sur la surveillance, le contrôle et l'atténuation du risque de liquidité sont présentées dans la sous-section 'Risque de liquidité' de la section 'Gestion des risques' du Rapport stratégique.

26.3.1. – Référentiel de liquidité réglementaire

Le référentiel de limite de risque de liquidité du groupe MSI est essentiel pour aider à garantir que la société conserve des réserves de liquidité suffisantes et des sources de financement durables pour honorer ses obligations quotidiennes et résister face à des situations de tensions imprévus. Les principales composantes du référentiel de gestion du risque de liquidité sont le Référentiel de liquidité réglementaire, qui prend en compte les tests de résistance de la liquidité et des ressources de liquidité. Le département du risque de liquidité (« LRD »), en tant que deuxième ligne de défense, dispose d'un référentiel complet de limites et d'indicateurs clés de risque (KRI).

Le Référentiel de liquidité reflète le montant de la liquidité que la société doit conserver dans des environnements normaux et stressés afin d'assurer que la condition financière et la solidité globale de l'entité ne soient pas affectées négativement par une incapacité (ou une incapacité perçue) à honorer ses obligations financières en temps voulu.

Le Référentiel de liquidité réglementaire s'assure que l'entité conserve une liquidité suffisante pour répondre aux exigences des tests de stress réglementaires et internes au niveau de l'entité juridique. Afin d'évaluer le risque de liquidité, le groupe MSI utilise une gamme d'approches (ponctuelles, prospectives et rétrospectives) aux niveaux des produits et des unités opérationnelles.

La société conserve des réserves de liquidité suffisantes pour couvrir les besoins de financement quotidiens et atteindre les objectifs stratégiques de liquidité définis par le Référentiel de liquidité réglementaire et les tests de résistance de liquidité. Le montant total des ressources de liquidité est géré activement en tenant compte des éléments suivants : profil d'échéance, taille et composition du bilan ; besoins de financement dans un environnement stressé, y compris les sorties de trésorerie contingentes ; devise de financement, exigences en matière de garanties et exigences réglementaires.

26.3.2. – Limites de liquidité

Le Groupe dispose d'une panoplie complète de limites, d'indicateurs clés de risque (KRI) et d'objectifs pour gérer le risque de liquidité dans le cadre de l'appétit pour le risque de liquidité défini. Le référentiel des limites de risque de liquidité et des KRI est détenu par le département du risque de liquidité (LRD), qui recommande et fixe ensuite les limites de risque de liquidité et les KRI de la société en tenant compte du profil de risque, de la complexité, des activités et de la taille. Le LRD maintient des limites à divers niveaux de la structure de gouvernance pour assurer la cohérence entre la tolérance globale au risque, qui est déterminé par le conseil d'administration de MSI, et les décisions et activités plus détaillées de prise de risque. Les limites de liquidité sont définies pour atténuer divers facteurs de risque, par exemple les exigences minimales de liquidité, les exigences minimales de trésorerie, le financement garanti, le financement non garanti, le courtage principal, les dérivés et le risque de change.

Le LRD assure la transparence des risques de liquidité importants, le respect des limites de risque établies et les KRI, ainsi que la remontée des concentrations de risque aux dirigeants concernés. Les indicateurs et limites de risque de liquidité sont résumés dans des rapports produits par le LRD qui sont diffusés et discutés avec la région EMEA ALCO, le comité des risques EMEA et le comité des risques MSI, selon le cas.

26.3.3. – Analyse des échéances

Dans l'analyse suivantes des échéances contractuelles des passifs financiers, les contrats sur instruments dérivés et autres passifs financiers détenus dans le cadre des activités de trading du Groupe et de la Société sont présentés à leur juste valeur, de manière cohérente avec le mode de gestion de ces passifs financiers. Les dérivés non détenus par le Groupe dans le cadre des activités de trading et les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat qui contiennent un dérivé incorporé sont divulgués selon leur première échéance contractuelle ; tous les montants sont présentés à leur juste valeur, de manière cohérente avec le mode de gestion de ces passifs financiers. Tous les autres montants représentent les flux de trésorerie non actualisés payables par le Groupe ou la Société et découlant de ses passifs financiers jusqu'à l'échéance contractuelle la plus proche, au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. Les remboursements de passifs financiers soumis à un préavis immédiat sont traités comme si le préavis était donné immédiatement et sont classés comme étant à vue. Le Groupe et la Société estiment que cette présentation reflète correctement le risque de liquidité découlant de ces passifs financiers et qu'elle est conforme à la manière dont le Groupe et la Société gèrent le risque de liquidité au titre de ces mêmes passifs financiers.

Groupe (En millions de dollars.)	À vue	Moins d'un mois	1 mois - 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 années	A plus de 5 ans	Total
31 décembre 2024							
Passifs financiers							
Prêts et découverts bancaires	2	—	—	—	—	—	2
Passifs financiers détenus à des fins de négociation							
Instruments dérivés	285 318	—	—	—	—	—	285 318
Autres	33 738	—	—	—	—	—	33 738
Emprunts garantis	83 144	9 358	3 976	6 692	2 301	106	105 577
Dettes d'exploitation et autres	77 412	—	41	412	15	22	77 902
Dettes et autres emprunts	2 557	356	1 853	3 355	26 445	6 017	40 583
Dette subordonnée	—	235	64	475	7 936	6 231	14 941
Total des passifs financiers	482 171	9 949	5 934	10 934	36 697	12 376	558 061
Instruments financiers non comptabilisés							
Garanties	357	—	—	—	—	—	357
Engagements de prêts	207	—	—	—	—	—	207
Autres engagements	16	—	—	—	—	—	16
Titres non réglés achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	43 249	1 905	275	1 280	1 079	—	47 788
Total des instruments financiers non comptabilisés	43 829	1 905	275	1 280	1 079	—	48 368
31 décembre 2023							
Passifs financiers							
Prêts et découverts bancaires	2	—	—	—	—	—	2
Passifs financiers détenus à des fins de négociation							
Instruments dérivés	238 760	—	—	—	—	—	238 760
Autres	35 778	—	—	—	—	—	35 778
Emprunts garantis	73 750	13 322	7 563	9 094	2 083	152	105 964
Dettes d'exploitation et autres	85 214	—	33	299	148	14	85 708
Dettes et autres emprunts	2 521	398	8 656	2 709	29 049	6 446	49 779
Dette subordonnée	—	39	71	532	7 796	6 315	14 753
Total des passifs financiers	436 025	13 759	16 323	12 634	39 076	12 927	530 744
Instruments financiers non comptabilisés							
Garanties	340	—	—	—	—	—	340
Engagements de prêts	19	—	—	—	—	—	19
Autres engagements	42	—	—	—	—	—	42
Titres non réglés achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	42 678	2 380	—	510	—	—	45 568
Total des valeurs financières non comptabilisées	43 079	2 380	—	510	—	—	45 969

(1) La Société conclut des accords de pension à terme (accords dont la date de négociation est au plus tard le 31 décembre ou avant, et qui sont réglés après la fin de la période).

Société (En millions de dollars.)	À vue	Moins d'un mois	1 mois - 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 années	A plus de 5 ans	Total
31 décembre 2024							
Passifs financiers							
Prêts et découverts bancaires	2	—	—	—	—	—	2
Total des passifs financiers							
Instruments dérivés	285 318	—	—	—	—	—	285 318
Autres	33 738	—	—	—	—	—	33 738
Emprunts garantis	83 144	9 358	3 976	6 692	2 183	—	105 353
Dettes d'exploitation et autres	77 422	—	41	412	15	22	77 912

Dettes et autres emprunts	2 557	357	1 854	3 364	26 460	6 017	40 609
Dettes subordonnée	—	235	64	475	7 936	6 231	14 941
Total des passifs financiers	482 181	9 950	5 935	10 943	36 594	12 270	557 873
Instruments financiers non comptabilisés							
Garanties	357	—	—	—	—	—	357
Engagements de prêts	207	—	—	—	—	—	207
Autres engagements	16	—	—	—	—	—	16
Titres non réglés achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	43 249	1 905	275	1 280	1 079	—	47 788
Total des instruments financiers non comptabilisés	43 829	1 905	275	1 280	1 079	—	48 368
31 décembre 2023							
Passifs financiers							
Prêts et découverts bancaires	2	—	—	—	—	—	2
Total des passifs financiers							
Instruments dérivés	238 760	—	—	—	—	—	238 760
Autres	35 778	—	—	—	—	—	35 778
Emprunts garantis	73 750	13 322	7 563	9 029	1 987	—	105 651
Dettes d'exploitation et autres	85 209	—	33	299	148	14	85 703
Dettes et autres emprunts	2 521	400	8 657	2 717	29 010	6 446	49 751
Dettes subordonnée	—	39	71	532	7 797	6 315	14 754
Total des passifs financiers	436 020	13 761	16 324	12 577	38 942	12 775	530 399
Instruments financiers non comptabilisés							
Garanties	340	—	—	—	—	—	340
Engagements de prêts	19	—	—	—	—	—	19
Autres engagements	42	—	—	—	—	—	42
Titres non réglés achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	42 678	2 380	—	510	—	—	45 568
Total des valeurs financières non comptabilisées	43 079	2 380	—	510	—	—	45 969

Le Groupe ne s'attend pas à ce que tous les flux de trésoreries liés aux garanties financières, lettres de crédit et engagements de prêt soient nécessaires.

26.4. – Risque opérationnel

26.4.1. – Risques non financiers prioritaires (« NFR ») Voies et risques finaux

Le Groupe a mis en place un processus structuré pour déterminer ses NFR prioritaires. L'équipe Morgan Stanley Risque opérationnel du Groupe International (« ORD ») examine les éléments de données sur les risques opérationnels et développe une compréhension des problèmes de risque au sein des unités opérationnelles et des zones d'infrastructure. L'ORD propose des ajouts, des modifications et des suppressions des NFRs prioritaires du Groupe MSI, soutenus par des informations et des analyses effectuées. Ces propositions sont présentées aux comités de gouvernance (voir la note 26.4.4) pour examen, contestation et, en fin de compte, recommandation pour adoption par le Conseil d'administration de MSI.

Les NFRs prioritaires sont définis comme i) Voies (un moyen ou une menace par lesquels un impact préjudiciable sur l'entreprise, les marchés ou les clients peut être généré), et ii) Risques Finaux (un événement avec une fréquence ou une ampleur ayant un impact commercial définitif).

Au 31 décembre 2024, les Voies et Risques Finaux des NFRs prioritaires approuvés par le Conseil du Groupe MSI sont les suivants :

- Voies :
 - Cyber
 - Tiers
 - Conduite

— Risques Finaux :

- Perturbation des activités et résilience
- Crimes financiers
- Sécurité de l'information
- Abus de marché et pratiques de négociation
- Erreurs de rapport
- Pratiques de vente, risque de produit et de conseil en investissement
- Traitement et exécution des transactions
- Négociation non autorisée, vol et fraude

26.4.2. – Gestion et Mesure des Risques

Une variété de processus de risque et de mesures d'atténuation sont utilisés pour gérer les expositions aux risques opérationnels. Ceux-ci incluent un cadre de gouvernance solide, un programme de gestion des risques complet et une assurance.

Les risques opérationnels et les expositions associées sont évalués par rapport à la tolérance au risque établie par le Conseil et sont priorisés en conséquence.

26.4.3. – Atténuation des Risques

L'ampleur et la variété des risques opérationnels sont telles que les types d'activités d'atténuation sont très variés. Des exemples de ces activités incluent le renforcement continu des défenses contre les cyberattaques ; l'utilisation d'accords juridiques et de contrats pour transférer et/ou limiter les expositions aux risques opérationnels ; la diligence raisonnable ; l'amélioration des politiques et procédures améliorées ; les contrôles de traitement des anomalies ; et la séparation des tâches.

L'ORD supervise la gestion des risques opérationnels et évalue, mesure et surveille de manière indépendante le risque opérationnel. L'ORD travaille avec les unités opérationnelles et les groupes de contrôle pour aider à garantir un cadre transparent, cohérent et complet pour la gestion des risques opérationnels dans chaque domaine et à travers le Groupe MSI. Le champ d'application de l'ORD inclut la supervision des programmes de gestion des risques technologiques et de données (par exemple, la cybersécurité), le programme de gestion et de prévention des risques de fraude et un programme de gestion des risques tiers.

26.4.4. – Gouvernance des Risques Opérationnels

Les responsabilités des personnes clés et des comités pour la gouvernance des risques opérationnels, jusqu'au Conseil de MSI inclus, sont clairement comprises et suivies dans tout le Groupe MSI. La mise en œuvre et le fonctionnement du référentiel de risque opérationnel sont supervisés par des forums à différents niveaux dans la structure de gouvernance du Groupe MSI. Les forums clés sont :

- Le Comité de Surveillance des Risques Opérationnels EMEA
- Le Comité de Gestion des Risques Non Financiers
- Le Comité des Risques EMEA
- Les Comités des Risques et d'Audit de MSI

Les comités et forums de gouvernance qui supervisent certains Risques Finaux NFR Prioritaires, Voies, Thèmes de Risque et l'efficacité de leurs cadres de gestion respectifs incluent :

- Le Comité de Gouvernance des Tiers EMEA
- Le Comité de Gouvernance du Trading Électronique EMEA

26.4.5. – Référentiel de Gestion des Risques Opérationnels

La Politique et les Procédures de Gestion des Risques Opérationnels du Groupe MSI sont renouvelées au moins une fois par an pour articuler clairement la conception et la mise en œuvre actuelles du Référentiel de Gestion des Risques Opérationnels. En particulier :

- La Politique de Gestion des Risques Opérationnels spécifique au Groupe MSI ;
- Les éléments clés du Référentiel couverts par la Politique incluent : l'Appétit et la Tolérance au Risque ; l'Évaluation et la Remédiation des Risques ; l'Analyse de Scénario ; la Gestion des Incidents de Risque Opérationnel ; les Données

d'Incidents de l'Industrie ; les Indicateurs de Risque Opérationnel ; la Mesure du Risque et la Modélisation des Risques Opérationnels ; et le Reporting et l'Escalade ;

- Les Procédures sous-jacentes détaillent les processus clés qui sous-tendent le cadre. En particulier : les procédures d'Escalade et de Notification EMEA ; l'Auto-évaluation du Contrôle des Risques (« RCSAs ») ; l'identification des Risques à l'Horizon et les ateliers d'Analyse de Scénario pour les NFRs prioritaires.

26.4.6. – Opérationnel Risque Rapports, Informations de gestion et remontée

Les informations de reporting et de gestion fournissent la connaissance de l'état du risque opérationnel tout au long de la chaîne de gouvernance, assure dépenses ciblées pour répondre à l'environnement de contrôle et permet aux dirigeants du Groupe et le Conseil d'administration de prendre des mesures si le risque opérationnel devient élevé dans risque tolérance niveaux. Les rapports d'information de gestion clés incluent :

- Incidents escaladés sur une base hebdomadaire ;
- Leçons apprises pour sélectionner incidents y compris les actions prévues ou prises pour atténuer le risque opérationnel à l'avenir ;
- Tendances globales des incidents, risques émergents et externalisation ;
- Mises à jour du capital de risque opérationnel ;
- Comparaison des niveaux de risque opérationnel par rapport à la tolérance et actions correctives clés avec leurs échéances.

26.4.7. – Gestion de la Continuité des Activités et Reprise après Sinistre

L'organisation de Résilience de Morgan Stanley est responsable de maintenir des programmes mondiaux de Gestion de la Continuité des Activités et de Reprise après Sinistre. Ces programmes sont conçus pour identifier les principaux risques et menaces à la résilience opérationnelle du Groupe afin de garantir que des stratégies de reprise et les ressources nécessaires sont en place pour la reprise des fonctions opérationnelles critiques après un sinistre ou une autre interruption des activités. Des plans de reprise après sinistre sont en place pour les actifs et ressources technologiques critiques à l'échelle du Groupe Morgan Stanley, et des redondances sont intégrées dans les systèmes selon ce qui est jugé approprié.

26.4.8. – Gestion des Risques des Tiers

Les expositions aux services fournis par des tiers, y compris les fournisseurs externes, sont gérées par divers moyens, tels que la réalisation de la diligence raisonnable, la prise en compte du risque opérationnel, la mise en œuvre d'accords de niveau de service et d'autres accords contractuels, ainsi que la surveillance continue des performances des tiers. Le Groupe maintient un programme de gestion des risques des tiers avec des politiques, une organisation, une gouvernance et une technologie de soutien qui s'alignent sur notre tolérance au risque et sont conçus pour répondre aux exigences réglementaires.

Le Groupe MSI, principalement à travers l'intermédiaire de la Division Juridique et Conformité du Groupe Morgan Stanley, a établi des procédures basées sur les exigences légales et réglementaires à l'échelle mondiale, conçues pour faciliter la conformité avec les exigences légales et réglementaires applicables et pour exiger que les politiques du Groupe MSI relatives à la conduite des affaires, à l'éthique et aux pratiques soient suivies à l'échelle mondiale.

En plus, le Groupe MSI a établi des procédures pour atténuer le risque que les obligations de performance d'une contrepartie soient inapplicables, y compris la prise en compte de l'autorité légale et de la capacité de la contrepartie, l'adéquation de la documentation légale, la permissibilité d'une transaction en vertu de la loi applicable et si les lois applicables en matière de faillite ou d'insolvabilité limitent ou modifient les recours contractuels.

27. – Transferts d'actifs financiers, y compris les nantissements des garanties

Actifs financiers transférés qui ne sont pas décomptabilisés dans leur intégralité

Dans le cours normal des affaires, le Groupe et la Société concluent divers accords, notamment la vente de titres dans le cadre de conventions de mise en pension, l'achat de titres dans le cadre de conventions de prise en pension, les titres empruntés et les titres prêtés pour, entre autres, acquérir des titres pour couvrir des positions courtes et régler d'autres obligations de titres, pour répondre aux besoins des clients et pour financer les positions d'inventaire du Groupe et de la Société.

Le Groupe et la Société engagent certains instruments financiers en garantie des accords de mise en pension et d'autres financements de valeurs mobilières. Les instruments financiers mis en gage qui peuvent être vendus ou remis en gage par

la partie sécurisée sont identifiés comme des instruments financiers de négociation (mis en gage à diverses parties) dans l'état de la situation financière. Le Groupe et la Société ont déterminé qu'ils conserveront la quasi-totalité des risques et avantages de ces instruments financiers, y compris le risque de crédit, le risque de règlement, le risque pays et le risque de marché, et par conséquent ne les ont pas décomptabilisés. En plus, ils comptabilisent un passif financier au titre de la contrepartie reçue.

D'autres actifs financiers transférés qui continuent d'être reconnus à des fins comptables incluent les gages de titres en garantie de transactions sur dérivés ou autrement, ainsi que certaines cessions de titres avec des transactions liées, notamment sur produits dérivés, aux termes desquelles le Groupe et la Société conservent la quasi-totalité des risques et avantages attachés aux actifs financiers transférés. De plus, le Groupe et la Société comptabilisent un passif financier au titre de la contrepartie reçue.

Ces transactions sont généralement réalisées dans le cadre d'accords standardisés utilisés par les participants du marché financier et sont entreprises avec des contreparties soumises aux processus normaux de contrôle du risque de crédit du Groupe et de la Société. Les expositions de crédit résultantes sont contrôlées journalièrement et les positions couvertes par des garanties. La valeur comptable des passifs financiers associés aux actifs financiers transférés qui continuent d'être reconnus est de 49 612 millions de dollars (2023 : 49 845 millions de dollars).

Le tableau suivant présente les actifs financiers qui ont été cédés ou autrement transférés, mais qui, d'un point de vue comptable, continuent de figurer dans l'état consolidé de la situation financière.

Il n'y avait aucune différence entre la Société et le Groupe en ce qui concerne les actifs présentés ci-dessous au 31 décembre 2024 ou au 31 décembre 2023.

(En millions de dollars.)	2024	2023
Actifs financiers détenus à des fins de négociation		
Titres de créance	15 809	14 910
Instruments d'actions	47 470	50 909
	63 279	65 819

28. – Actifs financiers acceptés en garantie

La politique du Groupe et de la Société est généralement de prendre possession des titres reçus en garantie, des titres achetés en vertu de conventions de prise en pension et des titres empruntés. Le Groupe et la Société surveillent également la juste valeur des titres sous-jacents par rapport à la valeur recevable ou payable correspondante, y compris les intérêts échus, et exigent, si nécessaire, des garanties supplémentaires pour s'assurer que ces transactions sont suffisamment couvertes. Lorsque cela est jugé approprié, les accords du Groupe et de la Société avec des tiers précisent leurs droits de demander des garanties supplémentaires. Ces opérations sont généralement réalisées dans le cadre d'accords standardisés utilisés par les participants du marché financier.

La juste valeur des garanties acceptées dans le cadre de ces accords pour le Groupe et la Société au 31 décembre 2024 était de 371 993 millions de dollars (2023 : 347 018 millions de dollars). De ce montant, 329 229 millions de dollars (2023 : 292 110 millions de dollars) ont été vendus ou réaffectés en garantie à des tiers dans le cadre d'activités de financement, ou pour se conformer aux engagements dans le cadre de transactions de vente à découvert.

29. – Actifs et passifs financiers soumis à compensation

Afin de gérer l'exposition au risque de crédit de ses activités, le Groupe et la Société appliquent diverses politiques et procédures de gestion du risque de crédit, voir la note 26 pour plus de détails. Principalement dans le cadre des titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension et de titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension, des opérations de titres empruntés et prêtés et des transactions sur produits dérivés, le Groupe et la Société concluent des accords de compensation et des accords de garantie avec leurs contreparties. Ces accords confèrent au Groupe et à la Société le droit, dans le cours normal des affaires et/ou en cas de défaillance d'une contrepartie (telle qu'une faillite ou un défaut de paiement ou d'exécution d'une contrepartie), de compenser les droits et obligations d'une contrepartie en vertu de cet accord et, en cas de défaillance de la contrepartie, de compenser les garanties détenues par le Groupe ou la Société contre le montant net dû par la contrepartie.

Cependant, dans certaines circonstances, le Groupe et la Société peuvent ne pas avoir conclu un accord de ce type en place ; la procédure d'insolvabilité applicable (qui est basé sur le type d'entité de la contrepartie et la juridiction d'organisation de la contrepartie) peut ne pas soutenir la force exécutoire de l'accord ; ou le Groupe et la Société peuvent ne pas avoir demandé de avis juridique pour soutenir la force exécutoire de l'accord.

Dans l'état de la situation financière, les actifs financiers et les passifs financiers ne sont compensés et présentés sur une base nette seulement s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de faire ou de recevoir un tel paiement net ou de recouvrer l'actif et de régler le passif simultanément. En l'absence de telles conditions, les actifs financiers et les passifs financiers sont présentés sur une base brute.

Les tableaux suivants présentent des informations sur la compensation des instruments financiers et les montants de garanties connexes. Les tableaux n'incluent pas d'informations sur les instruments financiers qui sont uniquement soumis à un accord de garantie. L'effet des accords-cadres de compensation, des accords de garantie et d'autres améliorations du crédit sur l'exposition du Groupe et de la Société au risque de crédit est divulgué dans la note 26.

Groupe (En millions de dollars.)	Compensation du montant (1)(2)				Montants non compensés Garantie par :		Exposition Nette	Non sujet à légalement exécutoire maître compensation
	Montants bruts	Montants compensés	Trésorerie collatéral compensation (1)	Net montants	Instruments financiers	Garantie en espèces		
31 décembre 2024								
Financement sécurisé :								
Garanties en espèces sur les titres empruntés	21 654	-8 493	—	13 161	-12 626	—	535	207
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	197 340	-107 507	—	89 833	-89 533	—	300	263
Actifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	15 627	-3 168	—	12 459	-12 413	—	46	—
Négociier des actifs financiers - dérivés	530 549	-228 594	-20 749	281 206	-242 205	-28 106	10 895	2 192
Total des actifs	765 170	-347 762	-20 749	396 659	-356,777	-28 106	11 776	2 662
Emprunts garantis :								
Garanties en espèces sur des prêts de titres	36 033	-8 493	—	27 540	-27 539	—	1	—
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	153 509	-107 507	—	46 002	-45 762	—	240	195
Autres emprunts garantis	30 019	-3 168	—	26 851	-26 807	—	44	—
Passifs financiers de négociation - dérivés	521 493	-228 593	-7 582	285 318	-243 995	-27 195	14 128	2 195
Total des passifs	741 054	-347 761	-7 582	385 711	-344 103	-27 195	14 413	2 390
31 décembre 2023								
Financement garanti :								
Garantie en espèces sur titres empruntés	20 955	-6 453	—	14 502	-14 120	—	382	85
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	190 110	-99 915	—	90 195	-89 988	—	207	205
Autres financements garantis	20 494	-5 223	—	15 271	-15 257	—	14	14
Actifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	530 089	-278 274	-14 077	237 738	-201 807	-26 699	9 232	1 564
Total des actifs	761 648	-389 865	-14 077	357 706	-321,172	-26 699	9 835	1 868
Emprunts garantis :								
Garanties en espèces sur des prêts de titres	36 956	-6 453	—	30 503	-30 501	—	2	—
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	152 215	-99 915	—	52 300	-52 150	—	150	37
Autres emprunts garantis	24 736	-5 223	—	19 513	-19 504	—	9	9
Passifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	520 963	-278 274	-3 929	238 760	-203 379	-23 678	11 703	3 001
Total des passifs	734 870	-389 865	-3 929	341 076	-305 534	-23 678	11 864	3 047

(1) La compensation des dérivés des nantissements en espèces concerne la marge déposée ou reçue qui est compensée avec le solde des dérivés lorsque tous les critères de compensation sont remplis. Tous les nantissements en espèces sont reconnus dans les créances commerciales et autres créances ainsi que dans les dettes commerciales et autres dettes, qu'elles soient compensées ou non, et représentent la marge de variation totale payée ou reçue par les contreparties.

(2) Des accords de compensation inter-sociétés légalement exécutoires sont en place, ce qui permettrait d'ajouter 11 886 millions de dollars (31 décembre 2023 : 7 835 millions de dollars) de l'état de la situation financière, à compenser dans le cours normal des affaires et/ou en cas de par défaut.

Société (En millions de dollars.)	Compensation du montant (1)(2)				Montants non compensés Garantie par :		Exposition Nette	Non sujet à légalement exécutoire maître compensation
	Montants bruts	Montants compensés	Trésorerie collatérale compensation (1)	Net montants	Instruments financiers	Garantie en espèces		
31 décembre 2024								
Financement sécurisé :								
Garanties en espèces sur les titres empruntés	21 654	-8 493	—	13 161	-12 626	—	535	207
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	197 340	-107 507	—	89 833	-89 533	—	300	263
Actifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	15 627	-3 168	—	12 459	-12 413	—	46	—
Négociation des actifs financiers - dérivés	530 549	-228 594	-20 749	281 206	-242 205	-28 106	10 895	2 192
Total des actifs	765 170	-347 762	-20 749	396 659	-356,777	-28 106	11 776	2 662
Emprunts garantis :								
Garanties en espèces sur des prêts de titres	36 033	-8 493	—	27 540	-27 539	—	1	—
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	153 509	-107 507	—	46 002	-45 762	—	240	195
Autres emprunts garantis	30 019	-3 168	—	26 851	-26 807	—	44	—
Passifs financiers de négociation - dérivés	521 493	-228 593	-7 582	285 318	-243 995	-27 195	14 128	2 195
Total des passifs	741 054	-347 761	-7 582	385 711	-344 103	-27 195	14 413	2 390
31 décembre 2023 Financement garanti :								
Garantie en espèces sur titres empruntés	20 955	-6 453	—	14 502	-14 120	—	382	85
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	190 044	-99 915	—	90 129	-89 921	—	208	205
Autres financements garantis	20 494	-5 223	—	15 271	-15 257	—	14	14
Actifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	530 091	-278 274	-14 077	237 740	-201 809	-26 699	9 232	1 004
Total des actifs	761 584	-389 865	-14 077	357 642	-321 107	-26 699	9 836	1 308
Emprunts garantis :								
Garanties en espèces sur des prêts de titres	36 956	-6 453	—	30 503	-30 501	—	2	—
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	152 215	-99 915	—	52 300	-52 150	—	150	37
Autres emprunts garantis	24 736	-5 223	—	19 513	-19 504	—	9	9
Passifs financiers détenus à des fins de négociation - dérivés	520 963	-278 274	-3 929	238 760	-203 379	-23 678	11 703	1 446
Total des passifs	734 870	-389 865	-3 929	341 076	-305 534	-23 678	11 864	1 492

(1) La compensation dérivée des nantissements en espèces concerne la marge publiée ou reçue compensée par rapport au solde de produits dérivés lorsque tous les critères de compensation sont satisfaits. Toutes les garanties en liquidités sont comptabilisées dans les créances commerciales et autres créances et les dettes commerciales et autres, qu'elles soient compensées ou non et représente la marge de variation totale payée ou reçue par les contreparties.

(2) Des accords de compensation inter-sociétés légalement exécutoires sont en place, ce qui permettrait d'ajouter 11 867 millions de dollars (31 décembre 2023 : 7 813 millions de dollars) de l'état de la situation financière, à compenser dans le cours normal des affaires et/ou en cas de par défaut.

30. – Instruments financiers évalués à la juste valeur

a. – Actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur de façon récurrente

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables des actifs financiers et des passifs financiers du Groupe comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, classés selon la hiérarchie de la juste valeur. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, il n'y avait pas de différences significatives entre le Groupe et la Société en ce qui concerne le tableau ci-dessous.

Groupe - 2024 (En millions de dollars.)	Prix cotés sur un marché actif (Niveau 1)	Données d'entrée observables (Niveau 2)	Données d'entrée non observables significatives (Niveau 3)	Total
Actifs financiers détenus à des fins de négociation :				
Emprunts d'État	6 293	5 867	16	12 176
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	—	7 115	790	7 905
Actions de sociétés	68 236	300	30	68 566
Instruments dérivés :				
Contrats sur taux d'intérêt	9	70 459	350	70 818
Contrats sur crédit	—	10 286	199	10 485
Contrats de change et sur l'or	—	137 251	710	137 961

Contrats sur actions	1 473	55 0009	798	57 280
Contrats sur matières premières	308	4 300	54	4 662
Total des actifs financiers	76 319	290 587	2 947	369 853
Financements garantis :				
Garanties en espèces sur les titres empruntés	—	13 161	—	13 161
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	—	89 122	711	89 833
Autres financements garantis	—	12 459	—	12 459
Total des financements garantis	—	114 742	711	115 453
Prêts et avances - Prêts aux entreprises	—	7	—	7
Titres de placement - actions d'entreprises	—	15	12	27
Créances d'exploitation et autres :				
Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	132	133	265
Autres	—	294	—	294
Créances d'exploitation et autres	—	426	133	559
Total des actifs financiers évalués à la juste valeur	76 319	405 777	3 803	485 899
Total des passifs financiers				
Emprunts d'État	4 625	1 529	10	6 164
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	—	2 669	3	2 672
Actions de sociétés	24 858	39	5	24 902
Instruments dérivés :				
Contrats sur taux d'intérêt	13	71 111	586	71 710
Contrats sur crédit	—	9 799	130	9 929
Contrats de change et sur l'or	7	136 226	714	136 947
Contrats sur actions	636	60 166	1 098	61 900
Contrats sur matières premières	207	4 572	53	4 832
Total des passifs financiers	30 346	286 111	2 599	319 056
Emprunt garanti :				
Garanties en espèces sur des prêts de titres	—	20 688	—	20 688
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	—	19 198	—	19 198
Autres emprunts garantis	—	26 851	—	26 851
Total des emprunts garantis	—	66 737	—	66 737
Dettes d'exploitation et autres - Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	215	133	348
Emprunts et dettes financières - Obligataires structurées émises	—	15 897	117	16 014
Total des passifs financiers évalués à la juste valeur	30 346	368 960	2 849	402 155

Société - 2024 (En millions de dollars.)	Prix cotés sur un marché actif (Niveau 1)	Données d'entrée observables (Niveau 2)	Données d'entrée non observables significatives (Niveau 3)	Total
Actifs financiers détenus à des fins de négociation :				
Emprunts d'État	6 293	5 867	16	12 176
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	—	6 898	783	7 681
Actions de sociétés	68 236	300	30	68 566
Instruments dérivés :				
Contrats sur taux d'intérêt	9	70 459	350	70 818
Contrats sur crédit	—	10 286	199	10 485
Contrats de change et sur l'or	—	137 251	710	137 961
Contrats sur actions	1 473	55 0009	798	57 280
Contrats sur matières premières	308	4 300	54	4 662
Total des actifs financiers	76 319	290 370	2 940	369 629
Financements garantis :				
Garanties en espèces sur les titres empruntés	—	13 161	—	13 161
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	—	89 122	711	89 833
Autres financements garantis	—	12 459	—	12 459
Total des financements garantis	—	114 742	711	115 453
Prêts et avances - Prêts aux entreprises	—	7	—	7
Titres de placement - actions d'entreprises	—	14	12	26
Créances d'exploitation et autres :				
Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	132	133	265
Autres	—	294	—	294
Créances d'exploitation et autres	—	426	133	559
Total des actifs financiers évalués à la juste valeur	76 319	405 559	3 796	485 674
Total des passifs financiers				
Emprunts d'État	4 625	1 529	10	6 164
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	—	2 669	3	2 672
Actions de sociétés	24 858	39	5	24 902
Instruments dérivés :				
Contrats sur taux d'intérêt	13	71 111	586	71 710
Contrats sur crédit	—	9 799	130	9 929
Contrats de change et sur l'or	7	136 226	714	136 947
Contrats sur actions	636	60 166	1 098	61 900
Contrats sur matières premières	207	4 572	53	4 832

Total des passifs financiers	30 346	286 111	2 599	319 056
Emprunt garanti :				
Garanties en espèces sur des prêts de titres	—	20 688	—	20 688
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	—	19 198	—	19 198
Autres emprunts garantis	—	26 851	—	26 851
Total des emprunts garantis	—	66 737	—	66 737
Dettes d'exploitation et autres - Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	215	133	348
Emprunts et dettes financières - Obligataires structurées émises	—	15 897	117	16 014
Total des passifs financiers évalués à la juste valeur	30 346	368 960	2 849	402 155

Groupe - 2023 (En millions de dollars.)	Prix cotés sur un marché actif (Niveau 1)	Données d'entrée observables (Niveau 2)	Données d'entrée non observables significatives (Niveau 3)	Total
Actifs financiers détenus à des fins de négociation :				
Emprunts d'État	4 207	4 457	61	8 725
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	—	13 584	1 338	14 922
Actions de sociétés	74 602	838	68	75 508
Instruments dérivés :				
Contrats sur taux d'intérêt	390	79 420	753	80 563
Contrats sur crédit	—	8 946	222	9 168
Contrats de change et sur l'or	—	95 09	533	95 542
Contrats sur actions	298	45 387	785	46 470
Contrats sur matières premières	—	5 978	17	5 995
Total des actifs financiers	79 497	253 619	3 777	336 893
Financements garantis :				
Garanties en espèces sur les titres empruntés	—	14 502	—	14 502
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	—	89 363	832	90 195
Autres financements garantis	—	15 271	—	15 271
Total des financements garantis	—	119 136	832	119 968
Prêts et avances - Prêts aux entreprises	—	—	126	126
Titres de placement - actions d'entreprises	—	—	—	—
Créances d'exploitation et autres :				
Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	237	150	387
Autres	—	518	—	518
Créances d'exploitation et autres	—	755	150	905
Total des actifs financiers évalués à la juste valeur	79 497	373 510	4 885	457 892
Total des passifs financiers				
Emprunts d'État	7 249	1 107	1	8 357
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	—	5 092	8	5 100
Actions de sociétés	22 169	140	12	22 321
Instruments dérivés :				
Contrats sur taux d'intérêt	420	81 160	634	82 214
Contrats sur crédit	—	9 318	231	9 549
Contrats de change et sur l'or	11	90 270	452	90 733
Contrats sur actions	265	48 668	1 237	50 170
Contrats sur matières premières	—	6 065	29	6 094
Total des passifs financiers	30 114	241 820	2 604	274 538
Emprunt garanti :				
Garanties en espèces sur des prêts de titres	—	22 578	—	22 578
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	—	19 284	—	19 284
Autres emprunts garantis	—	19 513	—	19 513
Total des emprunts garantis	—	61 375	—	61 375
Dettes d'exploitation et autres - Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	245	150	395
Emprunts et dettes financières - Obligataires structurées émises	—	15 347	176	15 523
Total des passifs financiers évalués à la juste valeur	30 114	318 787	2 930	351 831

Société 2023 (En millions de dollars.)	Prix cotés sur un marché actif (Niveau 1)	Données d'entrée observables (Niveau 2)	Données d'entrée non observables significatives (Niveau 3)	Total
Actifs financiers détenus à des fins de négociation :				
Emprunts d'État	4 207	4 457	61	8 725
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	—	13 366	1 307	14 673
Actions de sociétés	74 602	838	68	75 508
Instruments dérivés :				
Contrats sur taux d'intérêt	390	79 420	753	80 563
Contrats sur crédit	—	8 946	222	9 168
Contrats de change et sur l'or	—	95 011	533	95 544
Contrats sur actions	298	45 387	785	46 470

Contrats sur matières premières	—	5 978	17	5 995
Total des actifs financiers	79 497	253 403	3 746	336 646
Financements garantis :				
Garanties en espèces sur les titres empruntés	—	14 502	—	14 502
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	—	89 297	832	90 129
Autres financements garantis	—	15 271	—	15 271
Total des financements garantis	—	119 070	832	119 902
Prêts et avances - Prêts aux entreprises	—	—	125	125
Titres de placement - actions d'entreprises	—	—	—	—
Créances d'exploitation et autres :	—	237	150	387
Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	518	—	518
Autres	—	755	150	905
Créances d'exploitation et autres	79 497	373 228	4 853	457 578
Total des actifs financiers évalués à la juste valeur				
Total des passifs financiers	7 249	1 107	1	8 357
Emprunts d'État	—	5 092	8	5 100
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	22 169	140	12	22 321
Actions de sociétés	—	—	—	—
Instruments dérivés :	420	81 160	634	82 214
Contrats sur taux d'intérêt	—	9 318	231	9 549
Contrats sur crédit	11	90 270	452	90 733
Contrats de change et sur l'or	265	48 668	1 237	50 170
Contrats sur actions	—	6 065	29	6 094
Contrats sur matières premières	30 114	241 820	2 604	274 538
Total des passifs financiers				
Emprunt garanti :	—	22 578	—	22 578
Garanties en espèces sur des prêts de titres	—	19 284	—	19 284
Titres vendus dans le cadre de conventions de mise en pension	—	19 513	—	19 513
Autres emprunts garantis	—	61 375	—	61 375
Total des emprunts garantis	—	245	150	395
Dettes d'exploitation et autres - Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	—	15 347	176	15 523
Emprunts et dettes financières - Obligataires structurées émises	30 114	318 787	2 930	351 831
Total des passifs financiers évalués à la juste valeur	30 114	318 787	2 930	351 831

L'approche d'évaluation du Groupe et la hiérarchie de la juste valeur pour certaines classes importantes d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente sont les suivantes :

Emprunts d'État

Titres du Trésor américain

Technique d'évaluation :

- La juste valeur est déterminée en utilisant les prix de marché cotés.

Classification dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 1

Obligations gouvernementales non américaines

Technique d'évaluation :

- La juste valeur est déterminée en utilisant les prix cotés sur des marchés actifs lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne sont pas disponibles, des prix cotés sur des marchés moins actifs sont utilisés. En l'absence de prix cotés spécifiques à la position, la juste valeur peut être déterminée par comparaison avec des instruments comparables.

Classification de la hiérarchie d'évaluation :

- Niveau 1 – si les titres sont activement négociés et les données d'entrée sont observables
- Niveau 2 – si le marché est moins actif ou si les prix sont dispersés
- Niveau 3 – dans les cas où les prix sont non observables

Emprunts d'entreprises et autres emprunts et prêts aux entreprises

Titres adossés à des hypothèques et à des actifs (« MABS »)

Technique d'évaluation :

- Les MABS peuvent être valorisés en fonction du prix ou données sur les spreads constatés sur des transactions ou des parties externes indépendantes comme les fournisseurs ou les courtiers.

- Lorsque les données de prix externes spécifiques à la position ne sont pas observables, la détermination de la juste valeur peut exiger une comparaison avec des instruments comparables, et/ou l'analyse des pertes de crédit attendues (ECL), des taux de défaut et de recouvrement, et/ou l'application de techniques de flux de trésorerie actualisés. Lors de l'évaluation des instruments comparables pour l'évaluation de chaque titre, les attributs spécifiques au collatéral du titre, y compris la priorité de paiement, les niveaux de rehaussement de crédit, le type de collatéral, les taux de délinquance et la gravité des pertes, sont pris en compte. De plus, pour les emprunteurs de RMBS, les notes de la Fair Isaac Corporation et le niveau de documentation pour le prêt sont pris en compte.
- Des modèles de flux de trésorerie standard du marché peuvent être utilisés pour modéliser la composition spécifique du nantissement et la structure des flux de trésorerie de chaque transaction.

Les principales données d'entrée de ces modèles sont les écarts de marché, les pertes de crédit prévues, et les taux de défaut et de remboursement anticipé pour chaque catégorie d'actifs.

Les niveaux d'évaluation des indices RMBS et CMBS sont utilisés comme point de données supplémentaire pour des fins de comparaison ou pour évaluer directement les positions d'indices.

Classification de la hiérarchie d'évaluation :

- Niveau 2 – si la valeur est basée sur des données de marché observables pour des instruments comparables
- Niveau 3 – si les prix externes ou les données de spread sont non observables, ou si l'évaluation de la comparabilité implique une subjectivité significative liée aux différences de type de propriété, de flux de trésorerie, de performance ou d'autres données d'entrée

Obligations du secteur privé.

Techniques d'évaluation :

- La juste valeur est déterminée en utilisant des transactions récemment exécutées, des cotations de prix de marché, des spreads d'obligations et des spreads de CDS obtenus auprès de parties externes indépendantes, telles que des fournisseurs et des courtiers, ajustés pour toute différence de base entre les instruments en espèces et les instruments dérivés.
- Les données d'écart utilisées sont pour la même échéance que l'obligation. Si les données d'écart ne font pas référence à l'émetteur, alors des données se référant à des émetteurs comparables sont utilisées. Lorsque les données de prix externes spécifiques à la position ne sont pas observables, la juste valeur est déterminée soit par comparaison avec des instruments comparables, soit par des modèles de flux de trésorerie avec des courbes de rendement, des spreads d'obligations ou de CDS à nom unique et des taux de recouvrement comme données d'entrée significatives.

Classification de la hiérarchie d'évaluation :

- Niveau 2 – si la valeur est basée sur des données de marché observables pour des instruments comparables
- Niveau 3 – dans les cas où les prix ou les écarts significatifs ne sont pas observables ou si l'évaluation de comparabilité implique sensibilité significative

Titres de créance collatéralités (« CDO »)

Techniques d'Évaluation :

- Le Groupe détient des CDO de trésorerie qui se réfèrent généralement à une tranche d'un portefeuille synthétique sous-jacent de spreads de CDS à nom unique adossés par des obligations d'entreprise (« notes liées au crédit ») ou un portefeuille en espèces de titres/prêts adossés à des actifs (« CDO adossés à des actifs »).
- La corrélation de crédit, une donnée d'entrée principale utilisée pour déterminer la juste valeur des notes liées au crédit, est généralement non observable et dérivée en utilisant une technique de comparaison. D'autres données d'entrée du modèle, telles que les spreads de crédit, y compris les spreads de collatéral, et les taux d'intérêt sont généralement observables.
- Les CDO adossés à des actifs sont valorisés sur la base d'une évaluation des paramètres d'entrée du marché et du modèle provenant d'instruments comparables, comme indiqué par l'activité du marché. Chaque position de CDO adossé à des actifs est évaluée indépendamment en tenant compte des niveaux de marché comparables disponibles, de la performance et de la valorisation du collatéral sous-jacent, des structures de l'opération et de la liquidité.

Classification dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 2 – lorsque des transactions de marché comparables sont observables, ou lorsque les données d'entrée de corrélation de crédit sont négligeables
- Niveau 3 – lorsque des opérations de marché comparables sont non observables, ou lorsque la donnée d'entrée de corrélation de crédit est significative

Prêts et Engagements de Prêt

Techniques d'Évaluation :

- La juste valeur des prêts d'entreprise est déterminée par comparaison avec les transactions récemment exécutées, les cotations de prix de marché (lorsqu'elles sont observables), les taux implicites pour des prêts comparables, les niveaux de spread de CDS observables sur le marché obtenus auprès de parties externes indépendantes ajustés pour toute les différences de base entre les instruments en espèces et les instruments dérivés, ainsi que des modèles d'évaluation propriétaires et une analyse de recouvrement en cas de défaut lorsque ces transactions et cotations ne sont pas observables.
- La juste valeur des engagements de prêt d'entreprise conditionnels est déterminée par comparaison avec des transactions exécutées sur des prêts comparables et le prix de marché anticipé basé sur les indications de prix des banques de syndicat et des clients. L'évaluation des prêts et des engagements de prêt prend également en compte les revenus de frais considérés comme une caractéristique du contrat.

Classifications dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 2 – si la valeur est basée sur des données de marché observables pour des instruments comparables
- Niveau 3 – dans les cas où les données d'entrée significatives de spread ne sont pas observables ou si l'évaluation de la comparabilité implique une subjectivité importante

Actions de sociétés et Investissements en Actions

Techniques d'Évaluation :

- Les actions cotées en bourse sont généralement évaluées sur la base des prix cotés de la bourse. Dans la mesure où ces titres sont activement négociés, des ajustements d'évaluation ne sont pas appliqués.
- Les actions non cotées sont généralement évaluées sur la base d'une évaluation de chaque titre, en tenant compte des tours de financement et des transactions de tiers, des analyses de flux de trésorerie actualisés et des informations basées sur le marché, y compris des transactions comparables, des multiples de négociation et des changements dans les perspectives du marché, entre autres facteurs.
- Les unités de fonds cotées sont généralement marquées au prix négocié en bourse si elles sont activement négociées ou à la Valeur Nette d'Inventaire (« VNI ») sinon. Les unités de fonds non cotées sont généralement marquées à la VNI.

Classification dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 1 – titres cotés et parts de fonds faisant l'objet d'échanges actifs
- Niveau 2 – si les titres ne sont pas activement négociés, les données d'entrée sont observables, ou en cas d'événement récent de fusions et acquisitions ou d'action d'entreprise
- Niveau 3 – si s'ils ne sont pas négociés activement, les données d'entrée sont observables, ou en cas d'événement de fusions et acquisitions ancien ou d'action d'entreprise

Instruments dérivés

Contrats dérivés négociés en Bourse

Techniques d'Évaluation :

- Les dérivés négociés en bourse qui sont activement négociés sont évalués sur la base des prix cotés de la bourse.
- Les produits dérivés négociés en bourse qui ne sont pas activement négociés sont évalués en utilisant les mêmes techniques que celles appliquées aux dérivés de gré à gré (OTC).

Classification dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 1 – lorsqu'ils sont activement négociés.
- Niveau 2 – lorsqu'ils ne sont pas activement négociés.

Contrats sur dérivés négociés de gré à gré.

Techniques d'Évaluation :

- Les contrats de dérivés OTC incluent des contrats à terme, des swaps et des options liés aux taux d'intérêt, aux devises étrangères, à la solvabilité des entités de référence, aux prix des actions ou des matières premières.
- Selon le produit et les termes de la transaction, la juste valeur des produits dérivés OTC peut être modélisée en utilisant une série de techniques, y compris des formules analytiques fermées, comme le modèle de valorisation d'options de

Black-Scholes, des modèles de simulation ou une combinaison de ceux-ci. De nombreux modèles de valorisation n'impliquent pas de subjectivité matérielle car les méthodologies employées ne nécessitent pas de jugement significatif, puisque les données d'entrée du modèle peuvent être observées sur des marchés activement cotés, comme c'est le cas pour les swaps de taux d'intérêt génériques, de nombreuses options sur actions, matières premières et devises étrangères et certains swaps de défaut de crédit. Dans le cas de produits dérivés plus établis, les modèles de valorisation utilisés par le Groupe sont largement acceptés par l'industrie des services financiers.

- Les produits dérivés OTC plus complexes sont généralement moins liquides et nécessitent plus de jugement dans la mise en œuvre de la technique d'évaluation, car l'activité de négociation directe ou les cotations sont non observables. Cela inclut certains types de dérivés sur taux d'intérêt avec exposition à la fois à la volatilité et à la corrélation, des dérivés sur actions, matières premières ou devises étrangères qui sont soit à plus long terme, soit incluent une exposition à plusieurs sous-jacents et des dérivés de crédit, y compris les swaps de défaut de crédit sur certains titres hypothécaires ou adossés à des actifs, CDS paniers. Lorsque les données d'entrée requises sont non observables, des relations avec des données observables pour des points précis, basées sur des observations historiques et/ou implicites, peuvent être utilisées comme technique pour estimer les valeurs des données d'entrée du modèle.

Classification dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 2 – lorsqu'ils sont évalués en utilisant des données d'entrée observables, ou lorsque la donnée d'entrée non observable n'est pas jugée significative
- Niveau 3 – si la donnée d'entrée non observable est jugée significative

Titres Achetés dans le Cadre d'Accords de Rachat et Titres Vendus dans le Cadre d'Accords de Rachat et Garanties en Espèces sur Titres Empruntés et Titres Prêtés et Autres Financements Garantis et Emprunts Garantis

Techniques d'Évaluation :

- La juste valeur est calculée à l'aide d'une méthodologie standard de décote des flux de trésorerie.
- Les données d'entrée pour l'évaluation comprennent les flux de trésorerie contractuels et les spreads de financement de collatéral, qui sont le spread incrémental par rapport au taux de swap indexé du jour au lendemain (« OIS ») pour un taux de collatéral spécifique (qui désigne le taux applicable à un type spécifique de titre donné en garantie).

Classification dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 2 – lorsque les données d'entrée de l'évaluation sont observables et soutenues par la liquidité du marché
- Niveau 3 – dans les cas où la donnée d'entrée de l'évaluation est observable mais non soutenue par la liquidité du marché ou si des données d'entrée non observables sont jugées significatives

Contrats OTC prépayés et titres structurés émis

Techniques d'Évaluation :

- Le Groupe détient des obligations structurés et des contrats OTC prépayés qui sont principalement composés d'instruments dont les paiements et les valeurs de remboursement sont liés à la performance d'un indice spécifique, d'un panier d'actions, d'un titre spécifique, d'une matière première, d'une exposition au crédit ou d'un panier d'expositions au crédit, ainsi que d'instruments présentant diverses caractéristiques liées aux taux d'intérêt, notamment des augmentations, des diminutions et des coupons zéro.
- La juste valeur est déterminée à partir de modèles de valorisation des dérivées et des parts de dette des instruments. Ces modèles comprennent des données d'entrée observables se référant à des titres identiques ou comparables, y compris les prix auxquels les instruments sont liés, la courbe de rendement des taux d'intérêt, la volatilité des options et les taux de change, ainsi que les prix des matières premières ou des actions.
- Les prix indépendants, externes et négociés pour les instruments sont également pris en compte, ainsi que l'impact des spreads de crédit propres de la Société, qui sont basés sur les spreads observés sur le marché secondaire des obligations.

Classification dans la Hiérarchie d'Évaluation :

- Niveau 2 – lorsqu'ils sont évalués en utilisant des données d'entrée observables, ou lorsque la donnée d'entrée non observable n'est pas jugée significative.
- Niveau 3 – dans les cas où les données d'entrée non observables sont jugées significatives.

b. – Transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs d'actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur de façon récurrente

Au cours de l'année, le Groupe et la Société ont reclassé environ 330 millions de dollars (2023 : 673 millions de dollars) de titres de créance d'États du Niveau 2 au Niveau 1. Ces reclassements étaient dus à une activité de négociation accrue de ces instruments. Le Groupe et la Société ont reclassé environ 519 millions de dollars (2023 : aucun) de titres de créance d'États européenne du Niveau 1 au Niveau 2. Ces reclassements étaient dus à une activité de négociation réduite de ces instruments.

c. – Variations des actifs et passifs financiers de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur de façon récurrente

Les tableaux suivants présentent les variations dans la juste valeur des actifs et passifs financiers de Niveau 3 du Groupe pour les années que terminant le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023. Les instruments de Niveau 3 peuvent être couverts par des instruments classés dans les Niveaux 1 et 2. Les plus-values ou moins-values latentes et réalisées des actifs et passifs de la catégorie de Niveau 3 présentés dans les tableaux suivants ne reflètent pas les gains/(pertes) réalisés et non réalisés sur les instruments de couverture qui ont été classés par le Groupe dans les catégories de Niveau 1 et/ou Niveau 2.

À l'exception de la « Dette d'entreprise et autre » de 7 millions de dollars détenue par la filiale de la Société, il n'y avait pas de différences au 31 décembre 2024 ou au 31 décembre 2023 entre le Groupe et la Société en ce qui concerne le tableau ci-dessous.

Les plus-values ou moins-values latentes au cours de l'année pour les actifs et passifs de la catégorie de Niveau 3 présentés dans les tableaux ci-dessous peuvent inclure des changements de juste valeur au cours de la période qui étaient attribuables à la fois à des données d'entrée observables et non observables.

Le Groupe Morgan Stanley opère un certain nombre de politiques intra-groupe pour s'assurer que, lorsque cela est possible, les recettes couvrent les dépenses correspondantes. Lorsque les positions de trading indiquées dans le tableau ci-dessous sont gérées en termes de risque à l'aide d'instruments financiers détenus par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley, ces politiques peuvent potentiellement entraîner la constatation de produits ou de charges inverses au sein du Groupe.

(En millions de dollars.)	2024	2023
Actifs financiers détenus à des fins de négociation		
Titres de dette souveraine		
Solde début	61	133
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	-6	5
Achats	1	21
Ventes	-5	-65
Transferts bruts reçus	2	4
Transferts bruts émis	-37	-37
Solde fin	16	61
Moins-values latentes (3)	-3	3
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes		
Solde début	1 338	1 115
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	-279	-20
Achats	492	522
Ventes	-247	-356
Transferts bruts reçus	138	521
Transferts bruts émis	-652	-444
Solde fin	790	1 338
Moins-values latentes (3)	-150	-9
Contrats sur produits dérivés nets (4)		
Solde début	68	31
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	-65	41
Achats	20	19
Ventes	-7	-39
Transferts bruts reçus	34	21
Transferts bruts émis	-20	-5
Solde de clôture	30	68
Plus-values/(moins-values) latentes (3)	—	44
Contrats dérivés nets (4)		
Solde de départ	-273	264
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat (1)	-127	-204
Achats	321	118
Ventes	-541	-272

Règlements	194	-164
Transferts bruts reçus	36	10
Transferts bruts émis	-80	-25
Solde fin	-470	-273
Plus-values/(moins-values) latentes (3)	39	-468

(En millions de dollars.)	2024	2023
Financement sécurisé		
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension		
Solde début	832	962
Achats	711	832
Ventes	-832	-962
Transferts bruts reçus		
Transferts bruts émis		
Solde fin	711	832
Titres de placement		
Actions d'entreprises		
Solde de départ	126	142
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	—	-20
Achats	2	26
Ventes	-116	-22
Transferts bruts reçus	—	—
Transferts bruts émis	—	—
Solde fin	12	126
Moins-values latentes (3)	—	-20
Créances d'exploitation et autres		
Contrats négociés de gré à gré payés d'avance		
Solde début	150	192
Total des gains/(pertes) comptabilisés dans le compte de résultat consolidé (1)	-69	—
Achats	52	—
Ventes	—	-38
Transferts bruts reçus	—	—
Transferts bruts émis	—	-4
Solde fin	133	150
Plus-values/(Moins-values) latentes (3)	-69	—

(En millions de dollars.)	2024	2023
Passifs financiers détenus à des fins de négociation		
Emprunts d'État		
Solde début	1	2
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	-3	—
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	—	—
Achats	—	-1
Ventes	9	—
Transferts bruts reçus	3	—
Transferts bruts émis	—	—
Solde fin	10	1
Moins-values latentes (3)	-3	—
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes		
Solde début	8	3
Total des (pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	—	-4
Achats	-3	-2
Ventes	1	11
Transferts bruts reçus	—	1
Transferts bruts émis	-3	-1
Solde fin	3	8
Moins-values latentes (3)	—	-4
Actions de sociétés		
Solde début	12	19
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	-5	-3
Achats	-3	-13
Ventes	5	3
Transferts bruts reçus	1	19
Transferts bruts émis	-5	-13

Solde fin	5	12
Plus-values/(Moins-values) latents (3)	-4	-2
Commercial et autres paiements		
Contrats OTC prépayés		
Solde de départ	150	188
Total des pertes comptabilisées dans le compte de résultat consolidé (1)	-69	-37
Emissions	52	—
Règlements	—	-1
Transferts bruts en		—
Transferts bruts sortants		—
Solde fin	133	150
Moins-values latentes (3)	-69	-37

(En millions de dollars.)	2024	2023
Obligations structurées émises		
Titres structurés émis		
Solde de départ	176	77
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	-11	25
Total des profits/(pertes) comptabilisés à l'état consolidé du résultat global (1)	1	2
Achats	105	121
Ventes	-47	-32
Transferts bruts reçus	22	48
Transferts bruts émis	-129	-65
Solde de clôture	117	176
Moins-values latentes	-19	8

(1) Les plus-values ou moins-values totales sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé comme détaillé dans la politique comptable des instruments financiers (note 3c).

(2) Pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ont été transférés dans ou hors du Niveau 3 au cours de l'année, les gains ou (pertes) sont présentés comme si les actifs ou passifs avaient été transférés dans ou hors du Niveau 3 au début de l'année.

(3) Les montants correspondent aux plus ou moins-values latentes au 31 décembre 2024, liés aux actifs et passifs encore en cours au 31 décembre 2024. Les gains ou (pertes) non réalisés sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé ou l'état consolidé du résultat global comme détaillé dans la politique comptable des instruments financiers (note 3c).

(4) Les contrats sur instruments dérivés nets représentent les passifs financiers de négociation - contrats dérivés nets des actifs financiers de négociation - contrats sur instruments dérivés.

Au cours de l'exercice, le Groupe et la Société ont reclassé 652 millions de dollars de titres de dette d'entreprises et autres titres du niveau 3 à niveau 2 (2023 : non les transferts de matériaux du niveau 3 au niveau 2). Ces reclassements étaient dus à une activité de négociation accrue de ces instruments. Il n'y a eu aucun transfert significatif du Niveau 2 au Niveau 3 (2023 : aucun transfert significatif du Niveau 2 au Niveau 3).

d. – Évaluation des Actifs et Passifs Financiers de Niveau 3. – Reconnaissables à la Juste Valeur sur une Base Récurrente

Les communications suivantes fournissent des informations sur la sensibilité des mesures de la juste valeur aux principales données d'entrée et hypothèses.

i. Informations quantitatives et qualitatives sur la sensibilité dans le cas de données d'entrée non observables significatives

Le tableau suivant fournit des informations sur les techniques d'évaluation, les données d'entrée non observables significatives ainsi que leurs plages et moyennes pour chaque grande catégorie d'actifs et de passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente.

Le niveau d'agrégation et la diversité des produits entraînent une large gamme de données d'entrée qui ne sont pas uniformément réparties dans l'inventaire. De plus, la gamme des données d'entrée non observables peut différer entre les groupes de l'industrie des services financiers en raison de la diversité des types de produits inclus dans l'inventaire de chaque groupe. Les communications suivantes incluent également des informations qualitatives sur la sensibilité des mesures de la juste valeur aux changements dans les données d'entrée non observables significatives.

Il n'existe pas de relations prévisibles entre plusieurs données d'entrée non observables significatives attribuables à une technique d'évaluation donnée. Un seul montant est divulgué lorsqu'il n'y a pas de différence significative entre le minimum, le maximum et la moyenne (moyenne pondérée ou moyenne/médiane similaire).

31 décembre 2024	Juste valeur millions de dollars	Techniques de valorisation prédominantes/ Données d'entrée non observables significatives	Fourchette (moyenne)(1)
Actifs			
Actifs financiers détenus à des fins de négociation : Emprunts d'État	16	Prix comparables Prix des obligations comparables	N/M(N/M)
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes : Titres hypothécaires et adossés à des actifs	86	Prix comparables Prix comparable des obligations	0 à 81 pts (33 pts)
Obligations du secteur privé	547	Prix comparables Prix comparable des obligations	1 à 153 pts (66 pts)
Prêts et engagements de prêts	154	Prix comparables Prix de prêt comparable	50 à 121 pts (88 pts)
Autre dette	3	Prix comparables Prix comparable des obligations	N/M(N/M)
Actions de sociétés	30	Prix comparables Cours comparable des actions	100 % (100 %)
Titres de placement : Actions d'entreprise	12	Prix comparables Prix des actions comparable Flux de trésorerie actualisés Coût moyen pondéré implicite du capital (« WACC »)	100 % à 100 % (100 %) 16 % (16 %)
Financement garanti Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	711	Flux de trésorerie actualisés Spread de financement	32 bps to 107 bps (67 bps)
Créances d'exploitation et autres créances : Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	133	Flux de trésorerie actualisés Perte en cas de défaut	54 %-84 % (68 %/54 %)

31 décembre 2024	Juste valeur millions de dollars	Techniques de valorisation prédominantes/ Données d'entrée non observables significatives	Fourchette (moyenne)(1)
Responsabilités			
Dettes financières de trading Contrats dérivés nets : (2) Taux d'intérêt	-236	Modèle d'option Volatilité de l'inflation Corrélation de la courbe des taux d'intérêt Biais de volatilité des taux d'intérêt Base devises Probabilité conditionnelle de la transaction Volatilité des obligations	30 % à 68 % (44 %/38 %) 23 % à 94 % (76 %/81 %) 59 % à 86 % (69 %/67 %) N/M(N/M) N/M(N/M) 78 % à 148 % (92 %/92 %)
Crédit	69	Modèle de swap de crédit par défaut Spread de crédit Prix comparables Prix des obligations comparables Flux de trésorerie actualisés Spread de financement	2 à 299 pb (102 pb) 1 à 91 pts (46 pts) 99 à 113 pb (112 pb)
Devises et or (3)	-4	Modèle d'option Probabilité d'exécution de l'opération Base devises	90 % à 95 % (95 %/95 %) 5 % à 10 % (8 %/8 %)
Actions	-300	Modèle d'option Volatilité des actions Polarisation de la volatilité des actions Corrélation des actions Corrélation des taux de change des actions	1 % à 73 % (18 %) -3 % à 1 % (-1 %) 15 % à 100 % (60 %) -68 % à 60 % (-29 %)
Dettes et autres emprunts : Titres structurés émis	-117	Modèle d'option Volatilité des actions Polarisation de la volatilité des actions Corrélation des actions Corrélation des taux de change des actions	14 % à 71 % (26 %) -2 % à 0 % (-1 %) 38 % à 85 % (61 %) -52 % à -1 % (-11 %)
Créances commerciales et autres dettes : Contrats négociés de gré à gré payés d'avance	-133	Flux de trésorerie actualisés Perte en cas de défaut	54 %-84 % (62 %/54 %)
N/M - Non matériel			

(1) Un seul montant est indiqué pour la fourchette et la moyenne lorsqu'il n'y a pas de différence significative entre le minimum, le maximum et la moyenne. Les montants représentent des moyennes pondérées, sauf lorsque des moyennes simples et la médiane des données d'entrée sont respectivement fournies lorsqu'elles sont plus pertinentes.

(2) Les contrats dérivés nets représentent les passifs financiers détenus à des fins négociation – contrats dérivés nets des actifs financiers de négociation – contrats dérivés.

(3) Inclut les contrats dérivés avec des risques multiples (c'est-à-dire des produits hybrides).

31 décembre 2023	Juste valeur millions de dollars	Techniques de valorisation prédominantes/ Données d'entrée non observables significatives	Fourchette (moyenne) (1)
Actifs			
Négociation des actifs financiers :			
Titres de créance d'État	61	Prix comparables Prix des obligations comparables	50 à 199 pts (91 pts)
Dette d'entreprise et autres :			
Titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs	344	Prix comparables	
Obligations d'entreprises	797	Prix des obligations comparables Prix comparables	30 à 100 pts (76 pts) 38 à 138 pts (81 pts)
Prêts et engagements de prêt	139	Prix comparables Prix de prêt comparable	27 à 100 pts (75 pts)
Autre dette	58	Prix comparables Prix des obligations comparables	101 à 101 pts (101 pts)
Actions d'entreprise	68	Prix comparables Prix des actions comparable	100 % (100 %)
Titres de placement :			
Actions d'entreprise	126	Prix comparables Prix des actions comparable Flux de trésorerie actualisés Coût moyen pondéré implicite de capital (« WACC »)	95 % à 100 % (98 %) 16 % (16 %)
Financement garanti			
Titres achetés dans le cadre de contrats pour revendre	832	Flux de trésorerie actualisés Spread de financement	32 pb à 104 pb (63 pb)
Créances commerciales et autres créances :			
Contrats OTC prépayés	150	Flux de trésorerie actualisés Perte en cas de défaut	54 %-84 % (62 %/54 %)
Responsabilités			
Passifs financiers de négociation			
Contrats nets de produits dérivés : (2)			
Taux d'intérêt	120	Modèle d'option Volatilité de l'inflation Corrélation taux d'intérêt - taux de change Corrélation de la courbe des taux d'intérêt Courbe d'inflation Biais de volatilité des taux d'intérêt Base de la devise Probabilité conditionnelle de la transaction Volatilité obligataire	27 % à 70 % (43 %/39 %) N/M(N/M) 70 % à 93 % (76 %/77 %) N/M(N/M) 74 % à 90 % (79 %/81 %) 4 % à 4 % (1 %/1 %) 95 % à 95 % (95/95 %) 84 % à 152 % (108 %/103 %)
Crédit	-10	Modèle de swap de crédit par défaut Spread de crédit Prix comparables Prix des obligations comparables Flux de trésorerie actualisés Spread de financement	1 à 262 pb (89 pb) 7 à 99 pts (58 pts) 90 à 126 pb (118 pb)

31 décembre 2024	Juste valeur millions de dollars	Techniques de valorisation prédominantes/ Données d'entrée non observables significatives	Fourchette (moyenne) (1)
Devises et or (3)	81	Modèle d'option Taux d'intérêt - À l'étranger corrélation des taux de change Volatilité des taux d'intérêt biaisée Probabilité d'exécution de la transaction Volatilité des changes biais	N/M(N/M) N/M(N/M) 95 % à 95 % (95 %/95 %) N/M(N/M)
Actions	-452	Base de change Modèle d'option Volatilité des actions Biais de volatilité des actions Corrélation actions Corrélation des actions en devises	-4 % à -26 % (5 %/0 %) 4 % à 71 % (16 %) -3 % à 0 % (0 %) 17 % à 99 % (65 %) -74 % à 40 % (-26 %)
Dette et autres emprunts :			
Titres structurés émis	176	Modèle d'option	

		Volatilité des actions	6 % à 72 % (21 %)
		Polarisation de la volatilité des actions	-1,3 % à 0 % (-0,5 %)
		Corrélation des actions	41 % à 97 % (66 %)
		Corrélation des taux de change des actions	-65 % à 40 % (-35 %)
Créances commerciales et autres dettes : Contrats OTC prépayés	150	Flux de trésorerie actualisés Perte en cas de défaut	54 %-84 % (62 %/54 %)

(1) Un seul montant est indiqué pour la fourchette et la moyenne lorsqu'il n'y a pas de différence significative entre le minimum, le maximum et la moyenne. Les montants représentent des moyennes pondérées, sauf lorsque des moyennes simples et la médiane des données d'entrée sont respectivement fournies lorsqu'elles sont plus pertinentes.

(2) Les contrats dérivés nets représentent les passifs financiers de négociation – contrats dérivés nets des actifs financiers de négociation – contrats dérivés.

(3) Comprend les contrats dérivés avec des risques multiples (c'est-à-dire des produits hybrides).

Données non observables significatives – Description et sensibilité

En 2024, aucune révision significative n'a été apportée aux descriptions des entrées non observables significatives.

Une augmentation/(diminution) des entrées suivantes se traduirait généralement par une juste valeur plus élevée/ (plus faible) :

- Prix Comparable d'Obligation ou de Prêt : Une donnée de valorisation utilisée lorsque les prix pour l'instrument identique ne sont pas disponibles pour des instruments comparables. Une subjectivité significative peut être impliquée lorsque la juste valeur est déterminée en utilisant des données de valorisation disponible pour des instruments comparables. L'évaluation à l'aide d'instruments comparables peut être effectuée en calculant un rendement implicite (ou un spread par rapport à un indice de référence liquide) à partir du prix d'une obligation ou d'un prêt comparable, puis en ajustant ce rendement (ou écart) pour obtenir une valeur pour l'obligation ou le prêt. L'ajustement du rendement (ou écart) doit tenir compte des différences pertinentes entre les obligations ou les prêts, telles que la maturité ou la qualité de crédit. Alternativement, une base de prix à prix peut être supposée entre l'instrument comparable et l'obligation évaluée afin d'établir la valeur de l'obligation ou du prêt.
- Prix d'Action Comparable : Prix établi à partir de levées de capital, de rachats d'actions et des niveaux de soumissions externes, etc. Une décote ou une prime peut être incluse dans l'estimation de la juste valeur.
- Probabilité de Contingence : Probabilité associée à la réalisation d'un événement sous-jacent dont la valeur d'un actif occasionnelle.
- Perte en Cas de Défaut : Montant exprimé en pourcentage de la valeur nominale qui représente la perte attendue lorsqu'un événement de crédit se produit.
- CMPC (Coût Moyen Pondéré du Capital) : Le CMPC représente le taux de rendement théorique requis par les investisseurs en dette et en actions. Le CMPC est utilisé dans un modèle de flux de trésorerie actualisés qui calcule la valeur des capitaux propres. Le modèle suppose que les hypothèses de flux de trésorerie, y compris les projections, sont entièrement reflétées dans la valeur actuelle des capitaux propres, tandis que le ratio dette/capitaux propres est maintenu constant.

Une augmentation/(diminution) des données suivantes entraînerait généralement une juste valeur plus basse/ (plus élevée) :

- Spread de Crédit : L'écart de crédit reflète le rendement net supplémentaire qu'un investisseur peut obtenir d'un titre avec un risque de crédit plus élevé par rapport à un titre avec un risque de crédit moindre. L'écart de crédit d'un titre particulier est souvent cité par rapport au rendement d'un titre de référence sans risque de crédit ou à un taux de référence.
- Écart de Financement : Le coût d'emprunt défini comme l'écart supplémentaire par rapport au taux OIS pour un taux de garantie spécifique (qui se réfère au taux applicable à un type spécifique de titre mis en gage en tant que garantie).

Une augmentation/(diminution) des entrées suivantes entraînerait généralement un impact sur la juste valeur, mais l'ampleur et la direction de l'impact dépendraient de la position longue ou courte du Groupe sur l'exposition :

- Corrélation : Une donnée de valorisation où le paiement est influencé par plus d'un risque sous-jacent. La corrélation est une mesure de la relation entre les mouvements de deux variables (c'est-à-dire comment le changement d'une variable influence un changement dans l'autre variable).
- Courbe des Taux d'Intérêt : La structure par échéance des taux d'intérêt (relation entre les taux d'intérêt et le temps jusqu'à l'échéance) et une mesure du marché des taux d'intérêt futurs au moment de l'observation. Une courbe des taux d'intérêt est utilisée pour définir les flux de trésorerie des dérivés de taux d'intérêt et de change et est une donnée de valorisation utilisée pour l'actualisation de tout flux de trésorerie de dérivés OTC.
- Volatilité : La mesure de la variabilité des rendements possibles pour un instrument étant donné combien cet instrument change de valeur au fil du temps. La volatilité est une donnée de valorisation pour les options, et, en général, plus la

volatilité est faible, moins l'option est risquée. Le niveau de volatilité utilisé dans l'évaluation d'une option particulière dépend de plusieurs facteurs, y compris la nature du risque sous-jacent à cette option, la durée et le prix d'exercice de l'option.

- Skew de Volatilité : La mesure de la différence de volatilité implicite pour les options ayant des sous-jacents et des dates d'échéance identiques mais avec des prix d'exercice différents.
- Base de Devise : La base de change croisé reflète la différence entre l'intérêt payé pour emprunter une devise en l'échangeant contre une autre devise par rapport au taux d'emprunt direct de cette devise sur le marché monétaire respectif.

ii. Sensibilité des justes valeurs au remplacement des hypothèses significatives par des alternatives raisonnables

Comme détaillé dans la note 3, l'évaluation des instruments financiers de Niveau 3 nécessite l'exercice d'un jugement comptable critique, impliquant des estimations et des hypothèses, et il est reconnu qu'il pourrait y avoir une gamme de valeurs alternatives raisonnablement possibles.

Le Groupe a examiné les paramètres non observables pour identifier ceux qui changeraient significativement l'évaluation de la juste valeur s'ils étaient remplacés par une hypothèse alternative raisonnablement possible.

En estimant la variabilité potentielle, les paramètres non observables ont été variés individuellement en utilisant des techniques statistiques et des données historiques. La variabilité potentielle estimée est susceptible d'être supérieure à l'incertitude réelle liée aux instruments financiers, car tout effet de diversification a été exclu.

Le tableau suivant présente l'impact potentiel des changements favorables et défavorables, qui seraient tous deux reflétés dans le compte de résultat.

(En millions de dollars.)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Évolutions favorables	Évolutions défavorables	Évolutions favorables	Évolutions défavorables
Actifs financiers détenus à des fins de négociation :				
Emprunts d'État			—	—
Obligations d'émetteurs privés et autres dettes	25	-23	36	-34
Actions de sociétés	26	-26	23	-23
Contrats sur produits dérivés nets (1)(2)	180	-193	126	-135
Financement garanti :				
Titres achetés dans le cadre de conventions de prise en pension	—	—	1	-1
Titres de placement :				
Actions de sociétés	5	-3	11	-12
Emprunts et dettes financières :				
Obligations structurées émises	1	-2	1	-1
	237	-247	198	-206

(1) Les contrats dérivés nets représentent les actifs financiers de négociation – contrats dérivés nets des passifs financiers de négociation – contrats dérivés.

e. – Instruments financiers valorisés à partir de données de marché non observables

Les montants non comptabilisés dans le compte de résultat consolidé relatifs à la différence entre la juste valeur à la comptabilisation initiale (le prix de transaction) et les montants déterminés à la comptabilisation initiale en utilisant des techniques d'évaluation sont les suivants :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Au 1 ^{er} janvier	463	473
Nouvelles transactions	226	243
Montants comptabilisés dans le compte de résultat au cours de l'exercice	-252	-253
Au 31 décembre	437	463

Le solde ci-dessus se rapporte principalement aux produits dérivés. Le Groupe détient des instruments financiers évalués en utilisant des données de marché non observables de 89 millions de dollars (2023 : 66 millions de dollars) liés à d'autres entreprises du groupe Morgan Stanley.

f. – Actifs et passifs évalués à la juste valeur de façon non récurrente

Les évaluations à la juste valeur non récurrentes des actifs et passifs sont celles qui sont requises ou permises dans l'état de la situation financière consolidé dans des circonstances particulières.

Il n'y a eu aucun actif ou passif évalué à la juste valeur de façon non récurrente au cours de l'exercice courant ou de l'exercice précédent.

31. – Actifs et passifs financiers non évalués à la juste valeur

La valeur comptable de tous les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur au 31 décembre 2024, en raison de leur nature à court terme, à l'exception de 5 098 millions de dollars (2023 : 5 096 millions de dollars) de dette subordonnée pour dont la juste valeur est de 5 395 millions de dollars (2023 : 5 243 millions de dollars) qui est inclus dans le niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur. La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en supposant qu'elle est détenue jusqu'à l'échéance.

32. – Régimes de rémunération des salariés

Morgan Stanley a mis en place divers programmes de rémunération différée fondée sur d'actions réglés en actions au bénéfice des employés. Les primes au titre de de ces plans sont généralement accordées en janvier suivant l'année de performance.

Programmes de rémunération fondés sur des actions réglés en actions

Morgan Stanley a attribué des RSU (actions soumises à restrictions) conformément à plusieurs plans de rémunération à base d'actions. Les programmes stipulent le report d'une partie de la rémunération incitative de certains employés, avec des attributions sous forme d'actions ordinaires restreintes. Les droits attribués dans le cadre de ces plans sont soumis à une acquisition progressive, généralement sur une période de six mois à sept ans, et sont typiquement soumis à des conditions de présence continue au sein des effectifs et à des restrictions en matière de vente, de transfert ou de cession jusqu'à la conversion en actions ordinaires. Tout ou partie d'une attribution peut être annulée si l'emploi est terminé avant la fin de la période d'acquisition des droits ou annulé après la période d'acquisition dans certaines situations. Les bénéficiaires de rémunération en actions peuvent avoir des droits de vote, à la discrétion de Morgan Stanley, et reçoivent généralement des équivalents de dividendes si l'attribution est acquise, à moins que la réglementation ne l'interdise.

Groupe :

Au cours de l'exercice, Morgan Stanley a attribué 2 723 397 RSU (2023 : 2 473 366 RSU) aux employés du Groupe avec une juste valeur moyenne pondérée par unité de 78,76 \$ (2023 : 90,57 \$), basée sur la valeur de marché des actions ordinaires de Morgan Stanley à la date d'attribution.

Une charge de rémunération fondée sur des actions de 184 millions de dollars (2023 : 218 millions de dollars) a été reconnue dans les « Coûts directs du personnel ».

La dette liée due à Morgan Stanley à la fin de l'exercice, rapportée dans les « Dettes commerciales et autres dettes » dans l'état de la situation financière consolidé, est de 319 millions de dollars (2023 : 345 millions de dollars), dont 134 millions de dollars (2023 : 173 millions de dollars) devraient être réglés entièrement dans l'année et 185 millions de dollars (2023 : 172 millions de dollars) par la suite.

Le coût de rémunération non comptabilisé lié aux attributions en actions non acquises est indiqué dans le tableau ci-dessous :

(En millions de dollars.)	Primes non acquises accordées :		
	Jusqu'au 31 décembre 2024	En janvier 2025	Total
Les dépenses devraient être comptabilisées dans :			

2025	53	205	258
2026	20	43	63
2027	6	21	27
Par la suite	1	7	8
	80	276	356

Les montants ci-dessus ne tiennent pas compte des confiscations, annulations ou accélérations.

Société :

Au cours de l'exercice, Morgan Stanley a attribué 2 721 461 RSU (2023 : 2 471 033 RSU) aux employés de l'entreprise avec une juste valeur moyenne pondérée par unité de 78,76 dollars (2023 : 90,57 dollars), basée sur la valeur de marché des actions ordinaires de Morgan Stanley à la date d'attribution. La charge de rémunération à base d'actions reconnue dans l'année est de 183 millions de dollars (2023 : 217 millions de dollars).

La dette liée due à Morgan Stanley à la fin de l'année, rapportée dans les « Dettes commerciales et autres dettes » dans l'état de la situation financière, est de 318 millions de dollars (2023 : 344 millions de dollars), dont 133 millions de dollars (2023 : 173 millions de dollars) devraient être réglés entièrement dans l'année et 185 millions de dollars (2023 : 171 millions de dollars) par la suite.

Frais de Gestion

Comme indiqué en note 7, le Groupe et la Société utilisent les services de collaborateurs employés par d'autres entités du groupe Morgan Stanley. Des frais de gestion sont encourus pour ces services aux employés, qui peuvent inclure le coût des plans de rémunération à base d'actions réglés en actions et des plans de rémunération différée en espèces.

33. – Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes de retraite à cotisations définies

Le Groupe gère plusieurs plans à cotisations définies de Morgan Stanley, qui nécessitent des contributions à des fonds détenus en fiducie, séparés des actifs du Groupe. Les régimes de retraite à cotisations définies sont les suivants :

- MSII Offshore Retirement Benefit Plan IV, Section de Dubaï ;
- Morgan Stanley DIFC Workplace Savings Scheme (Dubaï et Abou Dhabi) ;
- Morgan Stanley Asia Limited Retirement Benefit Plan (Taïwan) ;
- Morgan Stanley & Co. International plc, Plan à Cotisations Définies de la Succursale de Séoul ; et
- Morgan Stanley & Co. International plc, Plan Complémentaire de la Succursale de Zurich.

Le Groupe verse des contributions fixes aux régimes, sans obligation légale ou implicite de verser des contributions supplémentaires. La charge de pension à cotisations définies relative à ces régimes, comptabilisée en « Charges de personnel » dans les « Charges d'exploitation » de l'état des résultats consolidé, était de 4 millions de dollars pour l'année (2023 : 4 millions de dollars), dont aucun montant n'était accumulé au 31 décembre 2024 (2023 : aucun).

Plans à Prestations Définies

Le Groupe gère également plusieurs plans à prestations définies de Morgan Stanley, qui fournissent des avantages postérieurs à l'emploi basés sur la durée de service et le salaire.

Les plans à prestations définies sont les suivants :

- Morgan Stanley Asia (Taiwan) Limited Retirement Scheme ;
- Morgan Stanley Asia (Taiwan) Limited Book Reserve Plan ;
- Morgan Stanley Asia (Taiwan) Limited Grandfather Plan ;
- Morgan Stanley & Co. International plc Zurich Branch Base Plan ;
- Morgan Stanley & Co. International plc Dubai Branch End of Service Gratuity ;
- Morgan Stanley & Co. International plc Qatar Branch End of Service Gratuity.

Le montant cumulé des gains et pertes actuariels du Groupe, comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global, est une perte de 1 million de dollars (2023 : perte de 1 million de dollars). Une dette de 5 millions de dollars (2023 : dette de 4 millions de dollars) est reconnue dans l'état consolidé de la situation financière du Groupe à l'égard de ces plans.

Régimes mis en place par d'Autres Entités de Morgan Stanley

En plus de ce qui précède, le Groupe encourt des frais directs et des frais de gestion de la part des autres entités de Morgan Stanley pour les coûts des avantages postérieurs à l'emploi liés au Régime de retraite du Morgan Stanley UK Group (« le Régime ») géré par Morgan Stanley UK Limited (« MSUKL »). Le Régime est un régime à cotisations définies avec une section à prestations définies fermée.

Section du Régime relative aux cotisations définies

MSUKL verse des contributions fixes aux régimes, sans obligation légale ou implicite de verser des contributions supplémentaires.

La charge des régimes de retraite à cotisations définies, en relation avec ce plan, reconnue dans les « Charges de personnel » dans les « Charges d'exploitation » de l'état des résultats était de 24 millions de dollars pour l'année (2023 : 24 millions de dollars), dont aucun montant n'était accumulé au 31 décembre 2024 (2023 : aucun).

Comme décrit dans la note 7, le Groupe utilise les services de personnel employé par d'autres entités du groupe Morgan Stanley. Des frais de gestion sont engagés pour les services de ces employés, qui incluent le coût du Régime.

Section du Régime relative aux prestations définies (« Régime DB »)

Dans le cadre des accords de refacturation contractuels refacturation intragroupe du groupe, une part importante du coût net des prestations définies pour l'ensemble du Plan DB, qu'il soit comptabilisé dans le résultat de l'exercice ou dans les autres éléments du résultat global, est refacturée au Groupe. Les informations sur le plan DB sont fournies ci-dessous.

Le Régime DB a été fermé aux nouveaux membres et aux futures charges à payer depuis 1996. Le Régime DB était auparavant ouvert aux employés permanents du groupe Morgan Stanley employés au Royaume-Uni, et avec le consentement des administrateurs, à d'autres employés de Morgan Stanley situés en dehors du Royaume-Uni qui avaient précédemment été employés au Royaume-Uni et qui avaient à un moment donné été membres du Régime DB.

Le Régime DB fournit des avantages postérieurs à l'emploi aux participants à la retraite, qui dépendent des années de service et du salaire au moment de la fermeture du Régime DB en 1996. En plus, le Régime DB comprend également une pension minimale garantie (« GMP ») pour certains membres à cotisations définies qui ont transféré leurs avantages de la section à prestations définies dans le passé. En vertu de la GMP, si la valeur de l'investissement de chaque membre à la retraite est inférieure au montant nécessaire pour assurer les avantages GMP accumulés dans la section à prestations définies, le déficit doit être couvert par le Régime DB.

Le Régime DB est administré par les Fiduciaires et les actifs sont détenus dans un fonds juridiquement distinct de MSUKL. Les Fiduciaires du fonds sont légalement tenus d'agir dans l'intérêt du fonds et de toutes les parties prenantes concernées du régime. Les Fiduciaires du régime sont responsables de la politique d'investissement concernant les actifs du régime.

Le régime DB expose MSUKL à des risques actuariels tels que : le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt, le risque d'inflation, le risque de longévité, le risque de liquidité et le risque de crédit. En raison de la stratégie d'investissement du Régime DB décrite ci-dessous, les risques de taux d'intérêt et d'inflation sont largement couverts pour la majorité des engagements à prestations définies sur une base de financement, comme décrit ci-dessous. Les engagements liés à la garantie minimale de pension (GMP) sont volatils car ils représentent la différence entre un engagement à prestations définies et la valeur des actifs à cotisations définies des membres, qui dépendent des options d'investissement de chaque membre individuel et ne sont que partiellement couverts.

Conformément au cadre réglementaire du Royaume-Uni, une évaluation actuarielle complète du Régime DB est réalisée au moins tous les trois ans et mise à jour annuellement entre les évaluations triennales complètes pour déterminer la position du Plan DB sur une base de financement. La base de financement utilise des hypothèses reflétant le coût de sécurisation des prestations accumulées dans le Régime DB auprès d'une compagnie d'assurance et est revue chaque année dans le cadre de la mise à jour annuelle du financement. La dernière évaluation actuarielle complète du Régime DB, réalisée au 31 décembre 2021, a montré un excédent des actifs du régime sur les passifs. L'évaluation au 31 décembre 2024 sera disponible plus tard en 2025. En conséquence, aucun nouveau calendrier de contributions n'a été convenu et aucune contribution n'était payable au Régime DB en 2024 (2023 : aucun).

En plus, une évaluation actuarielle du Régime DB est effectuée annuellement sur une base comptable par un actuaire qualifié. D'un point de vue comptable, les engagements sont évalués en actualisant la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs à verser par le Régime DB à partir de la méthode de l'unité de crédit projetée. Comme l'accumulation de prestations futures a cessé en 1996, aucun avantage n'a été attribué au service pendant les périodes de reporting ultérieures et l'obligation cumulée au titre des prestations est une mesure actuarielle de la valeur actualisée des prestations au titre des services déjà rendus.

Sur une base comptable, le Régime DB affiche un excédent des actifs du régime sur les passifs.

Le tableau suivant fournit un résumé de la valeur actuelle de l'obligation à prestations définies et de la juste valeur des actifs du Plan DB inclus dans l'état de la situation financière de MSUKL :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Valeur actuelle de l'obligation financée au titre des prestations définies	-142	-151
Juste valeur des actifs du régime	210	232
Excédent du Régime	68	81
Effet du plafonnement de l'actif	-56	-68
Actif net du Régime DB	12	13

L'excédent constaté dans l'état de la situation financière de MSUKL est limité au montant des avantages économiques futurs disponibles pour l'entité sous forme de contributions réduites.

Sur l'obligation au titre des prestations définies, 129 millions de dollars (2023 : 140 millions de dollars) concernent les membres différés et 13 millions de dollars (2023 : 11 millions de dollars) concernent les membres retraités. Lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite, jusqu'au 31 décembre 2018, la plupart des membres retraités étaient réglés par l'achat d'un contrat de rente au nom du membre, MSUKL n'ayant plus d'obligation. Un jugement de la Haute Cour le 26 octobre 2018 a confirmé que les régimes de retraite doivent égaliser les prestations GMP des membres masculins et féminins (« égalisation GMP »). Le Fiduciaire a temporairement suspendu la pratique de rachat individuel des prestations des membres jusqu'à ce que la situation légale et les droits aux prestations concernant l'égalisation GMP soient plus clairs.

Depuis la fin de 2018, les personnes ayant atteint l'âge de prestation ont été conservés en tant que membres dans le Régime DB. La durée moyenne pondérée de l'obligation à prestations définies au 31 décembre 2024 est de 21 ans (2023 : 21 ans).

Variation de l'actif net au titre des régimes à prestations définies et impact du plafonnement de l'actif

Les tableaux suivants fournissent un résumé de la valeur actuelle de l'obligation, de la juste valeur des actifs du Plan DB et de l'impact du plafond d'actifs reconnu par MSUKL :

2024 (En millions de dollars.)	Valeur actualisée des obligations	Juste valeur des actifs du régime	Total	Effet du plafonnement de l'actif	Total
Au 1 ^{er} janvier 2024	-151	232	81	-68	13
(Charge)/produit net d'intérêts	-7	10	3	-3	—
Montant comptabilisé au compte de résultat	-7	10	3	-3	—
Réévaluations :					
Rendement des actifs du régime (hors montants inclus dans la charge nette d'intérêts)	—	-26	-26	—	-26
Gain/(perte) actuariel résultant des modifications des hypothèses démographiques	1	—	1	—	1
Gain/(perte) actuariel résultant des modifications des hypothèses financières	8	—	8	—	8
Gains actuariels liés aux ajustements d'expérience	2	—	2	—	2
Ajustements pour les restrictions sur les actifs de prestations	—	—	—	14	14
Montants comptabilisés dans l'état de résultat global	11	-26	-15	14	-1
Écarts de change	3	-4	-1	1	—
Paiements des prestations	2	-2	—	—	—
Au 31 décembre 2024	-142	210	68	-56	12

2023 (En millions de dollars.)	Valeur actualisée des obligations	Juste valeur des actifs du régime	Total	Effet du plafonnement de l'actif	Total
Au 1 ^{er} janvier 2023	-142	215	73	-61	12

(Charge)/produit net d'intérêts	-7	11	4	-3	1
Montant comptabilisé au compte de résultat	-7	11	4	-3	1
Réévaluations :					
Rendement des actifs du régime (hors montants inclus dans la charge nette d'intérêts)	—	-4	-4	—	-4
Gain/(perte) actuariel résultant des modifications des hypothèses démographiques	1	—	1	—	1
Gain/(perte) actuariel résultant des modifications des hypothèses financières	4	—	4	—	4
Gains actuariels liés aux ajustements d'expérience	-1	—	-1	—	-1
Ajustements pour les restrictions sur les actifs de prestations	—	—	—	-1	-1
Montants comptabilisés dans l'état de résultat global	4	-4	—	-1	-1
Écarts de change	-8	12	4	-3	1
Paiements des prestations	2	-2	—	—	—
Au 31 décembre 2023	-151	232	81	-68	13

Hypothèses actuarielles

Le tableau suivant présente les principales hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation du Plan à Prestations Définies (DB Plan) :

(En %.)	2024	2023
Taux d'actualisation avant retraite	5,1 %	4,5 %
Taux d'actualisation après la retraite (RPI)	4,8 %	4,6 %
Inflation (RPI)	3,2 %	3,1 %
Réévaluation en report -inflation (IPC)	2,7 %	2,5 %

Les hypothèses de mortalité utilisées donnent l'espérance de vie suivante :

	Espérance de vie actuelle à l'âge de 65 ans pour un bénéficiaire masculin :		Espérance de vie actuelle à l'âge de 65 ans pour un bénéficiaire féminin :	
	65 ans	45 ans	65 ans	45 ans
Au 31 décembre 2024 Royaume-Uni	88,1	90,1	89,2	90,7
Au 31 décembre 2023 Royaume-Uni	88,1	90,1	89,1	90,7

Les sensibilités concernant les principales hypothèses utilisées pour mesurer l'obligation à prestations définies sont les suivantes :

2024

Hypothèse	Variation de l'hypothèse	Impact sur les passifs du régime
Taux de remise	Augmentation/diminution de 0,25 %	Diminution/augmentation de 4,99 %/5,31 %
Hypothèse d'inflation	Augmentation/diminution de 0,25 %	Augmentation/diminution de 0,85 % / 0,90 %
Espérance de vie	Augmentation/diminution d'un an	Augmentation/diminution de 3,05 %/3,11 %

2023

Hypothèse	Variation de l'hypothèse	Impact sur les passifs du régime
Taux de remise	Augmentation/diminution de 0,25 %	Diminution/augmentation de 5,10 %/5,42 %
Hypothèse d'inflation	Augmentation/diminution de 0,25 %	Augmentation/diminution de 0,87 %/0,83 %
Espérance de vie	Augmentation/diminution d'un an	Augmentation/diminution de 3,16 %/3,22 %

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessus a été déterminée sur la base de changements raisonnablement possibles des hypothèses au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, en supposant que toutes les autres hypothèses restent constantes. Les méthodes et types d'hypothèses utilisés pour préparer l'analyse de sensibilité n'ont pas changé par rapport à l'exercice précédente.

Actifs du Régime à Prestations Définies

Le Fiduciaire du Régime, après avoir pris en compte les conseils professionnels de son consultant en investissement indépendant et de l'actuaire du Plan, détermine les objectifs de répartition d'actifs en fonction de son évaluation d'une gamme de facteurs pertinents, tels que les conditions financières à long terme attendues, les données et tendances démographiques, la position de financement actuelle et d'autres facteurs de risque connexes. Le Fiduciaire consulte MSUKL sur tout changement de la stratégie d'investissement. L'objectif principal global de l'investissement est de minimiser la volatilité de l'excédent ou du déficit du Plan grâce à l'appariement actif-passif. La stratégie d'investissement est considérée comme à faible risque.

Les risques spécifiques qui sont gérés par les objectifs d'allocation d'actifs incluent :

- Risque de taux d'intérêt et d'inflation
- Volatilité des actifs
- Risque de crédit
- Risque de liquidité
- Risque de longévité

Le Fiduciaire effectue un examen complet actif-passif tous les trois ans. Le dernier examen a été réalisé en 2022 avec des investissements sous-jacents mis à jour en décembre 2022. Le prochain examen prévu doit avoir lieu en 2025. Ces études aident le Fiduciaire à déterminer l'allocation d'actifs optimale à long terme en ce qui concerne la structure des passifs au sein du Plan.

Les principales stratégies d'investissement formulées dans les documents de politique actuarielle et technique du Régime consistent à investir les actifs du Plan dans les éléments suivants :

- Instruments de dette, tels que les gilts, pour réduire la sensibilité aux taux d'intérêt causée par la durée de l'obligation à prestations définies ;
- Titres adossés à des actifs AAA, pour fournir un niveau de rendement supérieur à celui des liquidités tout en restant stable ;
- Liquidités pour fournir la liquidité nécessaire au financement des coûts de transaction en cours.

Conformément à l'objectif d'investissement, le Régime à Prestations Définies détient des investissements dans une gamme de véhicules d'investissement collectifs de maturités variées, destinés à tenir compte globalement le profil de passif attendu du Plan à Prestations Définies. La nature collective des fonds d'investissement offre de la liquidité, car les actifs du Régime peuvent être désinvestis facilement. Les principales catégories et les valeurs justes des actifs du régime à la fin de la période de reporting sont présentées ci-dessous.

Juste valeur des actifs du régime (En millions de dollars.)	2024			2023		
	Coté dans un actif marché	Autre	Total	Coté dans un actif marché	Autre	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	36	36	—	17	17
Obligations du secteur privé	—	—	—	31	—	31
Obligations souveraines	174	—	174	184	—	184
	174	36	210	215	17	232

34. – Informations relatives aux parties liées

Relations entre la société mère et les filiales

Société mère et entité de contrôle ultime

Pour obtenir des informations sur la société mère et l'entité de contrôle ultime du Groupe, veuillez-vous référer à la note 1.

Rémunération des cadres dirigeants

Les cadres dirigeants sont définis comme les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités du Groupe.

Le référentiel de gouvernance d'entreprise du Groupe Morgan Stanley prend en compte l'organisation juridiques, géographiques et les lignes de métier à travers une combinaison de conseils d'administration et de comités de gestion

régionaux et mondiaux. En conséquence, en plus des administrateurs de la Société, les cadres dirigeants du Groupe incluent : les conseils d'administration de certaines sociétés mères, y compris celui de Morgan Stanley, certains membres des comités de gestion clés du Groupe Morgan Stanley, ceux désignés comme cadres supérieurs dans le cadre du régime des cadres supérieurs du Royaume-Uni et certains dirigeants exécutifs de Morgan Stanley.

Les conseils d'administration des sociétés mères du Groupe, les comités de gestion et les dirigeants exécutifs couvrent l'ensemble des activités commerciales du Groupe Morgan Stanley. Seuls les membres responsables de l'activité des valeurs mobilières institutionnelles, qui constitue le segment opérationnel déclarable du Groupe, sont considérés comme des cadres dirigeants du Groupe.

La rémunération globale ci-dessous représente la proportion de la rémunération versée à ces cadres dirigeants, y compris les administrateurs de la Société, pour leurs services rendus au Groupe.

La rémunération des cadres dirigeants pour leurs services rendus au Groupe comprenait les éléments suivants :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Avantages à court terme des collaborateurs	72	59
Palements fondés sur des actions	49	41
Autres avantages du personnel à long terme	—	1
	121	101

Les charges de rémunération en actions représentent l'amortissement des attributions d'actions données sous forme de rémunération et ne sont donc pas directement en ligne avec les autres coûts salariaux de l'exercice.

La rémunération des principaux dirigeants a été prise en charge directement par le Groupe ainsi que par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley au cours de cet exercice. Les refacturations de gestion relatifs à la rémunération des cadres principaux supportée par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley sont incluses dans les « Frais de gestion d'autres entités du Groupe Morgan Stanley relatifs aux coûts du personnel » au sein des « Frais d'exploitation », comme indiqué dans la note 7.

Rémunération des Administrateurs

(En millions de dollars.)	2024	2023
Rémunération totale de tous les Administrateurs :		
Rémunération cumulée	21	18
Programmes de primes à long terme	2	1
	23	19
Divulgations concernant les Administrateur le mieux rémunéré :		
Rémunération cumulée	6	5
	6	5

La rémunération des administrateurs comprend les montants en numéraire, des primes et des avantages en nature.

Tous les administrateurs qui sont salariés du Groupe Morgan Stanley sont éligibles à des actions de la société mère, Morgan Stanley, attribuées dans le cadre des programmes d'incitation à long terme basés sur des actions du Groupe Morgan Stanley. Conformément à l'annexe 5, paragraphe 1(3)(a) des Règlements de 2008 sur les grandes et moyennes entreprises et groupes (Comptes et Rapports), les communications ci-dessus n'incluent pas la valeur des actions attribuées. Au cours de l'année, huit administrateurs ont reçu des attributions dans le cadre des régimes d'incitation à long terme basés sur des actions du Groupe Morgan Stanley pour des services qualifiés (2023 : neuf).

La valeur des actifs (autres que les actions) attribués dans le cadre d'autres régimes d'incitation à long terme a été inclus e dans les communications ci-dessus lorsque les attributions sont acquises, ce qui est généralement dans un délai d'un à sept ans à partir de la date de l'attribution.

Deux administrateurs sont membres de régimes à prestations définies non britanniques, qui sont désormais fermés aux nouveaux entrants et n'accumulent plus de prestations futures (2023 : trois). De plus, aucun administrateur n'a de prestations accumulées dans le cadre du Plan de Retraite Alternatif, un régime à prestations définies, géré par MSUKL (2023 : un).

Le Groupe Morgan Stanley gère un régime de retraite à cotisations définies, le Morgan Stanley UK Group Pension Plan. Il y a sept administrateurs pour lesquels des prestations de retraite s'accumulent dans le cadre de ce régime (2023 : neuf). Un Administrateur bénéficie d'avantages de retraite dans le cadre d'un régime à cotisations définies non britannique (2023 : un).

Le Groupe n'a accordé aucun prêt ni autre avance de crédit à ses administrateurs au cours de l'année (2023 : aucun).

Transactions avec les parties liées

Le Groupe Morgan Stanley réalise des transactions pour le compte de ses clients à travers le monde par l'intermédiaire d'entités organisationnelles fonctionnelles et juridiques. En conséquence, le Groupe est étroitement impliqué aux opérations du Groupe Morgan Stanley et réalisé des transactions avec d'autres entités du Groupe Morgan Stanley sur une base de pleine concurrence aux fins d'utilisation des services de financement, de négociation et de gestion des risques, ainsi que des services d'infrastructure. La nature de ces relations ainsi que des informations sur les transactions et les soldes en cours sont fournies ci-dessous. Le Groupe n'a enregistré aucune dépense et n'a constitué aucune provision pour dépréciation concernant le montant des soldes en cours des parties liées (2023 : 0 \$).

Trésorerie

Le Groupe place des liquidités auprès d'autres entités du groupe Stanley. Toutes ces transactions sont conclues sur une base de pleine concurrence.

(En millions de dollars.)	2024		2023	
	Intérêt	Solde	Intérêt	Solde
Montants dus par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley	36	1 112	18	1 115

Financement

Le Groupe reçoit des financements aux autres entités du Groupe Morgan Stanley et leur fournit des financements sous les formes suivantes :

Financement général

Le financement général est un prêt à taux variable, non daté et non garanti, à l'exception de certains financements qui sont datés sur une période renouvelable de 60, 190 ou 395 jours. Le financement peut être reçu ou fourni pour couvrir le financement de transactions ou pour des fins opérationnelles générales. Les taux d'intérêt sont établis par la fonction Trésorerie du Groupe Morgan Stanley pour toutes les entités du Groupe Morgan Stanley et approximativement équivalents au taux d'intérêt du marché que le Groupe Morgan Stanley supporte pour financer ses activités.

Les détails des soldes en cours sur ces arrangements de financement et les produits ou charges d'intérêts connexes reconnus dans le compte de résultat consolidé au cours de l'année sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(En millions de dollars.)	2024		2023	
	Intérêt	Solde	Intérêt	Solde
Non daté				
Montants dus de l'équipe direct et société mère indirecte entreprises	—	80	—	6
Montants dus d'autres Morgan Stanley Groupe entreprises	3	122	1	252
	3	202	1	258
Durée glissante de 395 jours				
Montants dus de l'équipe direct et société mère indirecte entreprises	—	—	—	—
Montants dus d'autres Morgan Stanley Groupe entreprises	3	57	6	42
	3	57	6	42

(En millions de dollars.)	2024		2023	
	Intérêt	Solde	Intérêt	Solde
Non daté				
Montants dus à des sociétés mères directes et indirectes du Groupe	—	317	—	453
Montants dus aux autres Morgan Stanley Groupe entreprises	7	441	6	438

	7	758	6	891
Échéance 60 jours				
Montants dus à des sociétés mères directes et indirectes du Groupe	-761	970	-500	7 648
Échéance 190 jours				
Montants dus au direct et société mère indirecte entreprises	32	1	—	1
Durée glissante de 395 jours				
Montants dus au direct et société mère indirecte entreprises	1 479	22 250	1 264	24 445
Montants dus aux autre Morgan Groupe Stanley entreprises	16	284	14	247
	1 495	22 534	1 278	24 692

Dette subordonnée

Le Groupe a reçu des dettes subordonnées et des dettes subordonnées senior d'une autre entité du groupe Morgan Stanley. Les détails des conditions des prêts, telles que son échéance contractuelle et le taux d'intérêt sont indiqués dans la note 16.

(En millions de dollars.)	2024		2023	
	Intérêt	Solde	Intérêt	Solde
Dettes subordonnées				
Montants dus à l'entreprise mère directe du Groupe	377	5 098	573	5 096
Dettes subordonnées senior				
Montants dus à l'entreprise mère directe du Groupe	452	6 700	300	6 700

Trading et gestion du risque

Dans le cadre du financement de ses activités, le Groupe conclut des transactions de financement garanties avec d'autres entités du Groupe Morgan Stanley. Toutes ces transactions sont conclues sur une base de pleine concurrence.

Les détails des soldes en cours sur ces transactions et les produits/charges d'intérêts connexes reconnus dans le compte de résultat consolidé au cours de l'année sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(En millions de dollars.)	2024		2023	
	Intérêt	Solde	Intérêt	Solde
Actifs financiers évalués à leur juste valeur				
Montants dus par les entreprises mères directes et indirectes du Groupe	16	109	9	110
Montants dus par les autres entreprises du Groupe Morgan Stanley	4 399	74 94	13 281	72 654
	4 415	74 950	3 290	72 764
Passifs financiers évalués au coût amorti				
Montants dus aux autres entreprises du Groupe Morgan Stanley	308	-880	400	2 101
Passifs financiers évalués à la juste valeur				
Montants dus aux entreprises mères directes et indirectes du Groupe	67	2 395	31	1251
Montants dus aux autres entreprises du groupe Morgan Stanley	2 432	27 478	1 660	28 099
	2 499	29 873	1 691	29 350

Le Groupe réalise des transactions d'achat et de vent de titres ainsi que des transactions sur produits dérivés avec d'autres entités du Groupe Morgan Stanley pour faciliter la fourniture de services financiers aux clients à l'échelle mondiale et pour gérer les risques de marché associés à ces activités. Le Groupe conclut également des transactions sur produits dérivés avec d'autres entités du Groupe Morgan Stanley pour gérer les risques de marché associés à certains de ses plans de rémunération. Toutes ces transactions sont conclues sur une base de pleine concurrence. Les montants totaux à recevoir et à payer au titre de ces transactions non encore dénouées et la juste valeur de ces contrats de produits dérivés en cours à la fin de l'année étaient les suivants :

(En millions de dollars.)	2024	2023
Montants dus par les entreprises mères directes et indirectes du Groupe sur les transactions de titres et de dérivés	1 888	1 619
Montants dus par d'autres entités du groupe Morgan Stanley sur les transactions de titres et de dérivés	157 188	116 001

Montants dus aux entreprises mères directes et indirectes du Groupe sur les transactions de titres et de dérivés	159 076	117 620
	1 927	1 596
	157 595	116 539
	159 522	118 135
Montants dus à d'autres entités du groupe Morgan Stanley sur les transactions de titres et de dérivés		

Le Groupe a reçu des garanties de 216 millions de dollars (2023 : 984 millions de dollars) de la part de l'entité mère directe et indirecte du Groupe et de 11 258 millions de dollars (2023 : 7 786 millions de dollars) d'autres entités du Groupe Morgan Stanley. Le Groupe a donné des garanties de 952 millions de dollars (2023 : aucun) envers les entités mères directes et indirectes du Groupe et de 31 057 millions de dollars (2023 : 28 484 millions de dollars) à d'autres entités du Groupe Morgan Stanley. Le Groupe a reçu et donné des garanties pour atténuer le risque de crédit sur les expositions découlant des contrats de dérivés entre le Groupe et d'autres entités du Groupe Morgan Stanley.

En plus, dans le cadre de la gestion et de l'exécution des stratégies d'entreprise à l'échelle mondiale entraînent de nombreuses transactions Morgan Stanley impactant plusieurs entités du Groupe Morgan Stanley. Le Groupe Morgan Stanley a mis en place des Politiques de Prix de Transfert Globales entre la Société Mère Ultime et ses filiales consolidées afin d'assurer des prix de pleine concurrence. Ces politiques sont conformes aux Lignes Directrices de l'OCDE 2022 sur les Prix de Transfert pour les Entreprises Multinationales et les Administrations Fiscales. Le Groupe Morgan Stanley a également engagé des négociations d'Accords de Prix Avancés avec certaines autorités fiscales concernant ses principales méthodologies de prix de transfert. Les négociations peuvent entraîner des modifications des méthodologies ou des données qui pourraient avoir un impact sur les revenus du Groupe à l'avenir.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, un montant net de 1 540 millions de dollars a été transféré à d'autres entités du Groupe Morgan Stanley en lien avec ces politiques de prix de transfert de revenus et reconnu dans le compte de résultat consolidé découlant de ces politiques (2023 : transfert net à d'autres entités du Groupe Morgan Stanley de 1 188 millions de dollars).

Services d'Infrastructure

Le Groupe reçoit et engage des frais de gestion à et de la part d'autres entités du Groupe Morgan Stanley pour des services d'infrastructure, y compris la fourniture de personnel et d'installations de bureau. Les refacturations de gestion reçues et engagées au cours de l'année sont les suivantes :

(En millions de dollars.)	2024		2023	
	Charges de personnel	Autres services	Charges de personnel	Autres services
Montants refacturés par des sociétés mères directes et indirectes du Groupe	4	—	4	—
Montants refacturés par d'autres entités du Groupe Morgan Stanley (1)	600	1 747	610	1 687
	604	1 747	614	1 687

(1) Les montants liés à d'autres services incluent des dépenses déclarées comme 'Commissions et autres arrangements similaires' de 255 millions de dollars (2023 : 256 millions de dollars).

Liste des filiales, y compris les filiales indirectes, au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 :

Nom de la société	Adresse de l'entreprise enregistrée bureau/lieu d'activité principal	Proportion d'actions détenus par le Groupe (1)(2)		Nature de l'activité
		2024	2023	
Morgan Stanley Taiwan Limited	83F. & 83F-1. No.7, Xinyi Rd., Sec. 5, Taipei City 110, Taiwan	100 %	100 %	Services financiers
Morgan Stanley Strategic Investments Limited	20 Bank Street, Canary Wharf, London, E14 4AD, UNITED KINGDOM	100 %	100 %	Services financiers
Morgan Stanley Havel GmbH	Grosse Gallusstrasse 18, 60312, Frankfurt am Main, Germany	100 %	100 %	Société de portefeuille
Morgan Stanley Equity Investments (UK) Limited	Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands	100 %	100 %	Services financiers
Morgan Stanley Derivative Products (Netherlands) B.V.	Luna Arena, Herikerbergweg 238, 1101 CM, Amsterdam, Netherlands	100 %	100 %	Services financiers
Morgan Stanley Longcross Limited	20 Bank Street, Canary Wharf, London, E14 4AD, UNITED KINGDOM	100 %	100 %	Société de portefeuille
Morgan Stanley Derivative Products Spain S.L.	Serrano 55, 28006, Madrid, Spain	100 %	100 %	Services financiers

Morgan Stanley Equity Investments Unlimited Company	Custom House, Plaza Block 6, International Financial Services Centre, Dublin, DUBLIN 1, Ireland	100 %	100 %	Société de portefeuille
Morgan Stanley Langton Limited	20 Bank Street, Canary Wharf, London, E14 4AD, UNITED KINGDOM	100 %	100 %	Société de portefeuille
Morgan Stanley Equity Finance (Malta) Limited	SmartCity Malta, SCM 01 TMF Group (Malta) 401, Ricasoli, Kalkara SCM 1001, Malta	100 %	100 %	Services financiers
Drake II Investments Limited	Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands	100 %	100 %	Services financiers
Morgan Stanley Grund S.a.r.L	46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg	100 %	100 %	Services financiers
Morgan Stanley Corporate Holdings Unlimited Company	Custom House, Plaza Block 6, International Financial Services Centre, Dublin, DUBLIN 1, Ireland	100 %	100 %	Société de portefeuille
Morgan Stanley Heythorp Investments Unlimited Company	Custom House, Plaza Block 6, International Financial Services Centre, Dublin, DUBLIN 1, Ireland	100 %	100 %	Société de portefeuille
Morgan Stanley Equity Holding (Netherlands) B.V.	Luna Arena, Herikerbergweg 238, 1101 CM, Amsterdam, Netherlands	100 %	100 %	Services financiers
Morstan Nominees Limited	25 Cabot Square, Canary Wharf, London, E14 4QA, United Kingdom	100 %	100 %	Société de prête-nom
Global Equity High Yield Fund B.V.	De Lairesestraat 145, 1075 HJ, Amsterdam, Netherlands	100 %	100 %	Services financiers
Morgan Stanley Client Securities Nominees Limited	25 Cabot Square, Canary Wharf, London, E14 4QA, United Kingdom	100 %	100 %	Société de prête-nom
Morgan Stanley Euro Financing Unlimited Company	Custom House, Plaza Block 6, International Financial Services Centre, Dublin, DUBLIN 1, Ireland	100 %	100 %	Société de portefeuille

(1) La proportion des droits de vote détenus par le Groupe est la même que la proportion des actions détenues par le Groupe, sauf indication contraire.

(2) Toutes les actions détenues dans chaque Société sont des actions ordinaires.

IX. – Rapport du commissaire aux comptes sur l'audit des états financiers

Opinion

À notre avis :

- les états financiers de Morgan Stanley & Co. International plc (la « société mère ») et de ses filiales (le « Groupe ») donnent une image fidèle de la situation du Groupe et de la société mère au 31 décembre 2024, ainsi que du bénéfice du Groupe pour l'exercice clos à cette date ;
- les états financiers du Groupe ont été correctement établis conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni et aux normes IFRS adoptées par l'UE. ;
- les états financiers de la société mère ont été correctement établis conformément aux pratiques comptables généralement acceptées au Royaume-Uni, y compris la norme de reporting financier (« FRS ») 101 « Cadre de communication réduite » ; et
- les états financiers ont été préparés conformément aux exigences du Companies Act 2006.

Nous avons audité les états financiers qui comprennent :

- Groupe
 - Compte de résultat consolidé ;
 - État consolidé du résultat global ;
 - État consolidé des variations des capitaux propres ;
 - État consolidé de la situation financière ; et
 - Tableau consolidé des flux de trésorerie.
- Société mère
 - État des variations des capitaux propres ; et
 - État de la situation financière.
- Groupe et Société Mère :
 - Notes pertinentes 1 à 34 aux états financiers.

Le cadre de reporting financier qui a été appliqué dans la préparation des états financiers du Groupe est la législation applicable, les normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni, et les normes IFRS adoptées par l'UE.

Le cadre de reporting financier qui a été appliqué dans la préparation des états financiers de la société mère est la législation applicable et les normes comptables du Royaume-Uni, y compris la FRS 101 « Cadre de communication réduite » (pratiques comptables généralement acceptées au Royaume-Uni).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (Royaume-Uni) (« ISAs (UK) ») et à la législation applicable. Les responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section sur les responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe et de la société mère conformément aux normes éthiques applicables à notre audit des états financiers au Royaume-Uni, notamment la Norme éthique du Financial Reporting Council (le « FRC ») telle qu'appliquée aux entités cotées, et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences. Les services hors audit fournis au Groupe et à la société mère pour l'année sont divulgués à la note 7 des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Résumé de notre approche d'audit

Point clé de l'audit

Le point clé de l'audit que nous avons identifié cette année était le suivant :

- Évaluation des instruments financiers de niveau 3

Seuil de matérialité

Le seuil de matérialité que nous avons fixé pour les états financiers du Groupe au cours de l'exercice était de 212,5 millions de dollars, déterminé sur la base de 0,9 % du total des capitaux propres.

Périmètre

La planification et le périmètre de notre audit prennent en compte l'activité du Groupe, de sa structure organisationnelle et son modèle opérationnel mondial. Ce modèle comprend une structure de contrôle commune pour les principaux processus opérationnels et les contrôles internes relatifs à l'élaboration de l'information financier.

Sur la base de ce modèle opérationnel mondial, notre périmètre d'audit est intégré à globalement à diverses procédures d'audit effectuées par notre auditeur de composant, Deloitte & Touche LLP, USA, l'auditeur principal de la société mère ultime, Morgan Stanley.

Changements importants dans notre approche

Il n'y a eu aucune modification significative dans notre approche par rapport à l'exercice précédente.

Conclusions relatives à la continuité d'exploitation

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs du principe de continuité d'exploitation dans la préparation des états financiers était appropriée.

Notre évaluation de l'appréciation par les administrateurs de la capacité du Groupe et de la société mère à continuer d'adopter le principe de continuité d'exploitation a inclus la compréhension de la rentabilité actuelle et prévisionnelle de l'entité, la précision historique des prévisions et la position en capital et en liquidité par rapport aux exigences réglementaires minimales, selon des prévisions de base et de stress, sur la période de prévision, soit une période d'au moins douze mois à partir de la date d'autorisation de publication des états financiers.

Sur la base des travaux que nous avons effectués, nous n'avons identifié aucune incertitude significative liée à des événements ou conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient émettre des doutes importants sur la capacité du Groupe et de la société mère à continuer en tant qu'entité en activité pour une période d'au moins douze mois à partir de la date d'autorisation de publication des états financiers.

Nos responsabilités et celles des Administrateurs quant à la continuité d'exploitation sont détaillées dans les sections pertinentes de ce rapport.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants dans notre audit des états financiers de la période courante et qui comprennent les risques les plus importants d'anomalies significatives (provenant ou non de fraudes) que nous avons identifiés. Ces points étaient notamment ceux qui ayant eu l'incidence la plus importante sur : la stratégie globale de l'audit, l'allocation des ressources dans l'audit, et l'orientation des efforts de l'équipe de mission.

Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers dans leur ensemble, et de sorte à former notre opinion à cet égard, et nous ne fournissons pas d'opinion distincte sur ce point.

Évaluation des instruments financiers de niveau 3

Références pertinentes dans les états financiers

États financiers du groupe :

- Note 2 – Base de préparation – (e) Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude attachée à l'évaluation
- Note 3 – Résumé des principales méthodes comptables – (d) Juste valeur
- Note 30 – Instruments financiers évalués à la juste valeur – (a) (c) (d) (e)

Description des principaux points d'audit

Au 31 décembre 2024, les actifs et passifs financiers totaux du Groupe et de la société mère évalués à la juste valeur s'élevaient chacun à 486 milliards de dollars (2023 : 458 milliards de dollars) et 402 milliards de dollars (2023 : 352 milliards de dollars), respectivement, dont les actifs et passifs financiers de niveau 3 étaient de 3,8 milliards de dollars (2023 : 4,9 milliards de dollars) et 2,8 milliards de dollars (2023 : 2,9 milliards de dollars), respectivement.

Les activités de négociation et de financement du Groupe et de la société mère entraînent la détention d'instruments financiers importants dont la juste valeur est dérivée à l'aide de données significatives non observables. Selon la norme IFRS 13 sur l'évaluation à la juste valeur, ces instruments financiers sont classés comme actifs ou passifs financiers de niveau 3.

Contrairement aux instruments financiers dont les données sont facilement observables et donc plus facilement corroborés de manière indépendante, l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 3 est intrinsèquement subjective et implique souvent l'utilisation de modèles d'évaluation propriétaires et de données dont les algorithmes sous-jacents et les méthodologies d'évaluation sont complexes. Ce degré de subjectivité peut également donner lieu à une fraude potentielle par la manipulation intentionnelle des justes valeurs par la direction ou l'incorporation de biais de la direction dans la détermination des justes valeurs. L'audit de l'évaluation des instruments financiers de niveau 3 du Groupe et de la société mère est donc subjectif et présente certains défis dans l'évaluation de la pertinence des jugements et estimations de la direction du Groupe et de la société mère.

Les jugements significatifs effectués par le Groupe et la société mère incluent la dérivation des principaux paramètres du modèle qui ne sont pas observables et les méthodologies d'évaluation sous-jacentes utilisées par le modèle de valorisation pour déterminer une juste valeur appropriée. La réalisation de nos procédures d'audit pour évaluer la pertinence de ces modèles et données a impliqué un haut degré de jugement de l'auditeur, des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées, et une augmentation de l'étendue des tests.

Adaptation du périmètre de notre audit aux points clés de l'audit

Pour faire face à la complexité associée à l'audit de l'évaluation des instruments financiers de niveau 3, notre équipe a intégré des spécialistes internes en évaluation qui possèdent une expertise significative dans les domaines de l'évaluation et de la modélisation. Nos procédures d'audit d'évaluation ont inclus les procédures suivantes :

- Test des contrôles internes du Groupe et de la société mère qui traitent le risque d'erreurs et le risque de fraude dans les estimations de la juste valeur. Cela comprend les contrôles de révision des modèles et les contrôles de vérification indépendante des prix. La direction maintient ces contrôles internes pour évaluer la pertinence de ses méthodologies d'évaluation ainsi que des données et hypothèses pertinentes utilisées pour déterminer les estimations de la juste valeur.
- Sur une base d'échantillonnage, conformément à notre méthodologie d'audit, pour traiter le risque d'erreurs et le risque de fraude, nous avons :
 - Évalué les méthodologies d'évaluation significatives du Groupe et de la société mère, notamment les hypothèses de données, en tenant compte de nos observations sur les hypothèses faites par d'autres participants du marché et des données externes lorsqu'elles sont disponibles.
 - Avec la participation des spécialistes internes en évaluation, nous avons développé des estimations indépendantes de la juste valeur pour les instruments financiers de niveau 3, en utilisant des données provenant de sources externes et des modèles d'évaluation indépendants, dans la mesure du possible, comparé les justes valeurs

résultantes à celles enregistrées par le Groupe et la société mère et évalué les différences par rapport à des seuils prédéterminés.

- Testé les revenus issus des estimations de la juste valeur à la date de transaction pour des transactions structurées sélectionnées classées comme instruments financiers de niveau 3, avec la participation de spécialistes internes en évaluation utilisant des données provenant de sources externes et des modèles d'évaluation indépendants, dans la mesure du possible, et évalué les différences par rapport à celles enregistrées par le Groupe et la société mère par rapport à des seuils prédéterminés.
- Évalué la cohérence avec laquelle la direction a appliqué des hypothèses d'évaluation importants et non observables utilisées pour établir des estimations de la juste valeur, pour des transactions similaires.
- Réalisé une évaluation rétrospective des estimations de la juste valeur de la direction pour certains de nos instruments financiers de niveau 3 sélectionnés, pour lesquels il y a eu des événements ou des transactions survenus après la date d'évaluation. Nous l'avons fait en comparant les estimations de la direction aux preuves pertinentes fournies par ces événements ou transactions, le cas échéant.
- Évalué la pertinence des informations fournies concernant les instruments financiers de niveau 3 dans les états financiers.

Principales observations

À la suite de nos procédures d'audit, nous avons conclu avec une assurance raisonnable que l'évaluation des instruments financiers de niveau 3 n'était pas significativement erronée.

Notre application du seuil de matérialité

Nous définissons le seuil de matérialité comme la taille d'une anomalie figurant dans les états financiers qui rend probable que les décisions économiques d'une personne raisonnablement informée seraient modifiées ou influencées. Nous utilisons le seuil de matérialité à la fois pour planifier le périmètre de notre travail d'audit et pour évaluer les résultats de notre travail.

En basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé les seuils de matérialité pour les états financiers dans leur ensemble comme suit :

	États financiers du Groupe	États financiers de la société mère
Matérialité	212,5 millions USD (2023 : 176 millions USD)	210,4 millions USD (2023 : 174 millions USD)
Base pour détermination matérialité	La matérialité du groupe de 212,5 millions de dollars représente 0,90 % (2023 : 0,75 %) du total des capitaux propres	La matérialité de la société mère de 210,4 millions de dollars représente 0,90 % (2023 : 0,75 %) du total des capitaux propres.
Justification du point de référence appliqué	Nous avons considéré que les capitaux propres totaux sont le point de référence le plus approprié, car le Groupe est entièrement détenu par l'entité mère ultime Morgan Stanley et est une entité réglementée. Par conséquent, sa position en capitaux propres totaux revêt une importance particulière pour les principaux utilisateurs des états financiers du Groupe et de l'entreprise. Ces principaux utilisateurs incluent les régulateurs, les contreparties, les agences de notation externes et l'entité mère ultime.	Nous avons jugé approprié de maintenir le même référentiel que celui du Groupe, car la société mère est le membre le plus important du Groupe et sa position de capital en solo est importante pour les principaux utilisateurs des états financiers, qui sont les mêmes que ceux du Groupe.
Seuil de signification pour la performance	La matérialité de performance du groupe et la matérialité de performance de la société mère ont été fixées à 70 % de la matérialité du groupe pour l'audit de 2024 (2023 : 70 %).	
Base et justification pour déterminer la matérialité de performance.	Nous avons fixé la matérialité de performance à un niveau inférieur à la matérialité afin de réduire la probabilité que, dans l'ensemble, les anomalies non corrigées et non détectées dépassent la matérialité pour les états financiers dans leur ensemble. En déterminant la matérialité de performance, nous avons pris en compte les facteurs suivants : - notre évaluation des risques, y compris notre évaluation de l'environnement de contrôle global du Groupe, et le fait que nous jugeons approprié de nous appuyer sur les contrôles de plusieurs processus opérationnels ; - la capacité du Groupe à détecter les anomalies ; et - notre expérience passée de l'audit, qui a indiqué un faible nombre d'anomalies corrigées et non corrigées identifiées lors des périodes précédentes.	

Seuil de déclaration des erreurs

Nous avons convenu avec le Comité d'audit de Morgan Stanley International (« MSI ») que nous lui signalerions toutes les différences d'audit dépassant 10,6 millions de dollars (2023 : 9 millions de dollars), ainsi que les différences en dessous de ce seuil qui, de notre point de vue, méritaient d'être signalées pour des raisons qualitatives. Nous rapportons également

au Comité d'audit de MSI les questions de communication que nous avons identifiées lors de l'évaluation de la présentation globale des états financiers.

Une vue d'ensemble de la portée de notre audit

Identification et délimitation des composantes

Morgan Stanley est une entreprise gérée à l'échelle mondiale avec un modèle opérationnel global dans lequel les principales catégories de transactions sont soumises à un environnement de traitement de contrôle commun, indépendamment du produit, de la région ou de l'entité juridique. Notre plan d'audit pour tester les comptes significatifs impliquait de déterminer les composantes sur lesquelles effectuer des procédures d'audit supplémentaires. Nos composantes identifiées étaient cohérentes avec les segments d'activité identifiés par Morgan Stanley. Notre travail d'audit s'est concentré sur les comptes significatifs du composant Securities Institutionnels du Groupe. Étant donné ce modèle opérationnel global pour le Groupe, nous auditons les contrôles pertinents, les processus de reporting financier et les soldes en utilisant des auditeurs de composantes significatives à New York.

Nous avons demandé à notre auditeur de composante, Deloitte & Touche LLP, USA, d'effectuer leurs procédures d'audit à un niveau de matérialité de 141 millions de dollars (2023 : 165 millions de dollars).

Implication auprès de l'auditeur des composants

Nous avons supervisé le travail de nos auditeurs de composants en maintenant un dialogue actif à intervalles réguliers tout au long de la durée de l'audit. En personne, nous avons assisté aux réunions mondiales de planification d'audit à New York, des sessions de formation qui ont également été suivies par partenaires américains et a rencontré des membres de gestion. Nous avons impliqué notre composant lors des briefings de notre équipe et a publié un ensemble des instructions définissant le travail d'audit et les procédures d'audit spécifiées que nous leur avons demandées s'engagent. Nous avons visité notre composant auditeur pendant la période intermédiaire et les étapes finales de notre audit, en conjonction avec des audits et des sessions d'évaluation tout au long de l'année, pour superviser et examiner le travail effectué à l'appui de notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre au Niveau du groupe

Nous avons conçu notre approche d'audit pour le Groupe sur la base de notre compréhension de l'activité et de notre évaluation indépendante des risques d'inexactitudes importantes découlant de l'analyse des déclarations. Ces procédures comprenaient, entre autres, l'audit de la consolidation des résultats du Groupe, la préparation des états financiers du Groupe, ainsi que la compréhension et le test des contrôles pertinents sur le processus de reporting financier.

Considération de l'environnement de contrôle

Pour certains contrôles pertinents, nous avons testé les contrôles internes sur le reporting financier et les principaux processus commerciaux lorsque notre délimitation et notre évaluation des risques ont déterminé que ces contrôles étaient pertinents pour l'audit et lorsque nous avions l'intention de nous appuyer sur ces contrôles. Cela comprenait des tests des contrôles informatiques généraux avec la participation de nos spécialistes en informatique, des contrôles au niveau des processus et des contrôles au niveau de l'entité au niveau du Groupe. Pour certains autres contrôles pertinents, nous avons pris connaissance de l'évaluation des risques et la conception de nos procédures d'audit.

Considération des risques climatiques

Lors de la planification de notre audit, nous avons pris en compte l'impact du changement climatique sur les activités du Groupe et de ses conséquences sur ses états financiers. Le Groupe et la société mère présentent leur évaluation de l'impact potentiel aux pages 24 à 36 du Rapport Stratégique et dans la note 26.2.1.2 Évaluation du Crédit à la page 108 du Rapport annuel.

Nous avons échangé avec le Groupe pour comprendre :

- le processus d'identification des opérations concernées, y compris la gouvernance et les contrôles de ce processus, et son incidence ultérieure sur le reporting financier pour le Groupe et la société mère ; et
- la stratégie à long terme pour répondre aux risques liés au changement climatique au fil de leur évolution, y compris l'effet sur les prévisions du Groupe et de la société mère.

Nos travaux d'audit ont porté sur :

- la compréhension de l'analyse et des données prises en compte par la direction dans l'évaluation des risques climatiques du Groupe ;
- la réalisation de notre propre évaluation des risques concernant l'impact potentiel du changement climatique sur les soldes des comptes et les catégories de transactions du Groupe, sans identifier de risques supplémentaires d'anomalies significatives ; et
- l'évaluation de la pertinence des informations fournies dans les états financiers.

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous sommes tenus d'analyser et d'examiner si les informations fournies sur le climat dans le rapport annuel sont matériellement cohérentes avec les états financiers et les connaissances acquises lors de l'audit. Nous n'avons pas identifié d'incohérences significatives à la suite de ces procédures.

Autres informations

Les autres informations comprennent les informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et de notre rapport d'audit établi à cet égard. Les administrateurs sont responsables des autres informations contenues dans le rapport annuel.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf indication contraire explicite dans notre rapport, nous n'exprimons aucune forme de conclusion qui serve de garantie en la matière.

Il nous incombe d'analyser les autres informations et, ce faisant, de considérer si elles sont matériellement incohérentes avec les états financiers ou avec les connaissances que nous avons acquises au cours de l'audit, ou si elles semblent être significativement inexactes.

Si nous identifions de telles incohérences matérielles ou des anomalies significatives apparentes, nous sommes tenus déterminer si elles se traduisent par une inexactitude importante dans les états financiers eux-mêmes. Si, sur la base du travail que nous avons effectué, nous concluons qu'il y a une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités des Administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans la déclaration des responsabilités des administrateurs, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers et de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et sincère, ainsi que des contrôles internes que les administrateurs jugent nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont responsables d'évaluer la capacité du Groupe et de la société mère à poursuivre leur exploitation, de mentionner, le cas échéant, les questions liées à la continuité d'exploitation et d'utiliser le principe de continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider le Groupe ou la société mère ou de cesser leurs activités, ou s'ils n'ont pas d'autre solution réaliste.

Les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers du Groupe conformément aux exigences énoncées dans la Norme Technique Réglementaire du Format Electronique Unique Européen (« ESEF RTS »).

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit présentant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux ISA (UK) détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles sont raisonnablement susceptibles d'influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers se trouve sur le site Internet de la FRC à l'adresse [www.frc.org.uk/responsabilités des auditeurs](http://www.frc.org.uk/responsabilités_des_auditeurs). Cette description fait partie du rapport de notre auditeur.

Notre responsabilité consiste à évaluer si les états financiers du groupe ont été préparés, en conformité avec les exigences fixées par l'ESEF RTS.

Mesure dans laquelle l'audit a été jugé capable de détecter des irrégularités, y compris la fraude

Les irrégularités, y compris les fraudes, sont des cas de non-respect des lois et règlements. Nous concevons des procédures en accord avec nos responsabilités, décrites ci-dessus, pour détecter les anomalies significatives en ce qui concerne les irrégularités, y compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter les irrégularités, y compris la fraude, est détaillée ci-dessous.

Identification et évaluation des risques potentiels liés aux irrégularités

Loa de l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives relatifs à des irrégularités, y compris la fraude et la non-conformité aux lois et règlements, nous avons pris en compte les éléments suivants :

- la nature de secteur d'activité et du segment d'activité, l'environnement de contrôle et la performance de l'entreprise, y compris la conception des politiques de rémunération du Groupe, les principaux facteurs de rémunération des administrateurs, les niveaux de bonus et les objectifs de performance ;
- l'évaluation par le Groupe lui-même des risques que des irrégularités puissent survenir, à la suite de fraudes ou d'erreurs dans les états financiers ;
- les résultats de nos enquêtes auprès de la direction, du conseil juridique, de l'audit interne, des administrateurs et du comité d'audit concernant leur propre identification et évaluation des risques d'irrégularités, notamment ceux spécifiques au secteur du Groupe.
- toutes les questions que nous avons identifiées après avoir obtenu et examiné la documentation relative aux politiques et procédures du Groupe concernant :
 - l'identification, l'évaluation et le respect des lois et règlements, et s'ils étaient au courant de cas de non-conformité ;
 - la détection et la réponse aux risques de fraude, et s'ils ont connaissance de fraudes réelles, suspectées ou alléguées ;
 - les contrôles internes établis pour atténuer les risques de fraude ou de non-conformité aux lois et règlements.
- les questions abordées au sein de l'équipe d'audit, y compris l'équipe d'audit des composants significatifs et les spécialistes internes pertinents, notamment en fiscalité, évaluation, réglementation informatique et fraude, concernant la manière et l'endroit où la fraude pourrait se produire dans les états financiers et tout indicateur potentiel de fraude.

À la suite de ces procédures, nous avons examiné les opportunités de fraude et les incitations à la fraude susceptibles d'exister au sein du Groupe et nous avons identifié le plus grand potentiel de fraude dans le domaine de l'évaluation des instruments financiers de niveau 3. Comme pour tous les audits selon les ISA (UK), nous sommes également tenus d'effectuer des procédures spécifiques pour répondre au risque de contournement par la direction.

Nous avons également pris connaissance des cadres juridiques et réglementaires dans lesquels le Groupe et la société mère opèrent, en nous concentrant sur les dispositions de ces lois et règlements qui ont un effet direct sur la détermination des montants significatifs et des informations à mentionner dans les états financiers. Les principales lois et règlements que nous avons pris en compte dans ce contexte incluaient ceux du Royaume-Uni Companies Act 2006, Luxembourg Transparency Droit, Luxembourg 9.8.6R(3) Règles, législation sur les pensions et législation fiscale.

De plus, nous avons pris en compte les dispositions d'autres lois et règlements qui n'ont pas d'effet direct sur les états financiers, mais dont le respect peut être fondamental pour la capacité du Groupe à opérer ou à éviter une pénalité significative. Cela inclut les exigences de réglementation et de supervision de la Prudential Regulation Authority (« PRA ») et de la Financial Conduct Authority (« FCA »).

Réponse de l'audit aux risques identifiés

À la suite de l'exécution des procédures ci-dessus, nous avons identifié l'évaluation des instruments financiers de niveau 3 comme un point clé de l'audit lié au risque potentiel de fraude. La section des points clés de l'audit de notre rapport explique ce sujet plus en détail et décrit également les procédures spécifiques que nous avons effectuées en réponse à ce point clé de l'audit.

En plus de ce qui précède, nos procédures pour répondre aux risques identifiés comprenaient les éléments suivants :

- examiner les informations à mentionner dans les états financiers et tester la documentation d'appui afin d'évaluer la conformité aux dispositions des lois et réglementations pertinents décrits comme ayant une incidence directe sur les états financiers ;
- s'enquérir auprès de la direction, des administrateurs, du comité d'audit ainsi que des conseillers juridiques internes et externes concernant des procédures contentieuses et des réclamations avérées et potentielles ;
- mettre en œuvre des procédures analytiques pour identifier toute relation inhabituelle ou imprévue qui pouvant indiquer des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes ;
- lire les procès-verbaux des réunions des responsables de la gouvernance, examiner les rapports d'audit interne et examiner la correspondance avec HMRC et d'autres autorités réglementaires, y compris la PRA et la FCA ; et
- en ce qui concerne la réponse au risque de fraude découlant du contournement des contrôles par la direction, tester caractère approprié des écritures de journal sélectionnées au regard de facteurs de fraude spécifiques et d'autres ajustements ; évaluer si les jugements portés lors de l'établissement des estimations comptables indiquent un biais potentiel ; et évaluer la logique commerciale de toute transaction significative qui est inhabituelle ou sortant du cadre normal des activités.

Nous avons également communiqué les lois et règlements applicables identifiées ainsi que les risques potentiels de fraude à tous les membres de l'équipe de mission, y compris les spécialistes internes et l'équipe d'audit des composants, et nous sommes restés attentifs à toute indication de fraude ou de non-conformité avec les lois et règlements tout au long de l'audit.

Rapport sur d'autres exigences légales et réglementaires

Avis sur d'autres questions prescrites par le Companies Act 2006

Selon nous et sur la base des travaux réalisés au cours de l'audit :

- Les informations communiquées dans le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs pour l'exercice financier pour lequel les états financiers sont préparés sont cohérentes avec les états financiers, et
- Le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs ont été préparés conformément aux exigences légales applicables.

Dans le cadre de notre connaissance et compréhension du Groupe, de la société mère et de leur environnement acquis au cours de l'audit, nous n'avons identifié aucune inexactitude significative dans le Rapport stratégique ou le Rapport des administrateurs.

Avis sur d'autres questions prescrites par la Norme Technique de Réglementation du Format Electronique Unique Européen

Nous avons vérifié la conformité aux états financiers du Groupe et de la société mère au 31 décembre 2024 avec la réglementation telles que définies dans le RTS de l'ESEF qui s'appliquent au Groupe et à la société mère états financiers.

En ce qui concerne le Groupe et la société mère, il s'agit de :

- Les états financiers du Groupe et de la société mère préparés dans un format XHTML valide ; et
- L'application de la balise XBRL des états financiers du Groupe et de la société mère en utilisant la taxonomie de base et les règles communes sur les balisages spécifiées dans la Norme Technique de Réglementation du Format Electronique Unique Européen (ESEF RTS).

À notre avis, les états financiers du Groupe et de la société mère de Morgan Stanley & Co. International plc au 31 décembre 2024 ont été préparés, à tous égards significatifs, conformément aux exigences établies dans l'ESEF RTS.

Questions sur lesquelles nous sommes tenus de faire un rapport par exception

Adéquation des explications reçues et registres comptables

Conformément au Companies Act 2006, nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis :

- nous n'avons pas reçu toutes les informations et explications nécessaires pour notre audit ; ou
- les registres comptables adéquats n'ont pas été tenus par la société mère, ou des retours adéquats pour notre audit n'ont pas été reçus des succursales que nous n'avons pas visitées ; ou
- les états financiers de la société mère ne concordent pas avec les registres comptables et les retours.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Rémunération des Administrateurs

En vertu du Companies Act 2006, nous sommes également tenus de faire rapport si, à notre avis, certaines communications concernant la rémunération des administrateurs n'ont pas été effectuées.

Nous n'avons rien à signaler à ce sujet de l'affaire

Utilisation de notre rapport

Ce rapport est établi uniquement à l'intention des membres de la société, en tant qu'ensemble, conformément au Chapitre 3 de la Partie 16 du Companies Act 2006. Notre travail d'audit a été entrepris afin que nous puissions déclarer aux membres de la société les questions que nous sommes tenus de leur déclarer dans un rapport d'audit et à aucune autre fin. Dans toute la mesure permise par la loi, nous n'acceptons ni n'assumons de responsabilité envers quiconque d'autre que la société et les membres de la société en tant qu'ensemble, pour notre travail d'audit, pour ce rapport, ou pour les opinions que nous avons formulées.